

TRAVAUX ET RECHERCHES DE PROSPECTIVE

schéma
général
d'aménagement
de la France

prospective
planification
programmation

une analyse

TRAVAUX ET RECHERCHES DE PROSPECTIVE

schéma
général
d'aménagement
de la France

prospective	une analyse
planification	
programmation	

JUILLET 1976

Avant - propos

Le document publié ici dans les « TRAVAUX ET RECHERCHES DE PROSPECTIVE » résulte de recherches conduites au titre de la recherche urbaine, action conjointe de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique et du Ministère de l'Équipement.

Naturellement, il n'engage pas, quant au fond, ces administrations mais seulement ses auteurs, et sa publication ne signifie pas que les administrations reprennent à leur compte ses conclusions, mais il a paru intéressant de le soumettre au débat public, notamment à celui des chercheurs et des planificateurs.

Beaucoup de confusion règne encore à propos de la prospective et notamment de sa position à l'égard de la prévision, outil privilégié de la planification. Ce document ne nous paraît pas résoudre tous les problèmes de façon définitive, mais un pas en avant notable a été effectué par un organisme qui a fait de la prospective un domaine particulier de ses investigations depuis plusieurs années.

La coopération entre prospective, planification et programmation paraît tout à fait inéluctable, mais il ne faut pas confondre leur rôle, leurs approches et leurs méthodes. Une discussion fructueuse pourrait sans aucun doute s'organiser à propos de leur articulation éventuelle : celle-ci doit-elle être formalisée, comme le suggère Hasan OZBEKHAN, avec sa « planification prospective » ? Faut-il au contraire lui conserver un caractère plus souple et médiatisé par des organes intermédiaires de préparation des décisions, comme cela se fait actuellement en France ?

Les recherches prospectives menées activement dans notre pays devraient apporter des éléments d'appréciation utiles à ce sujet. Ce document, pour sa part, représente une contribution à un débat qui s'annonce animé dans les prochaines années.

Jacques DURAND,
Chargé de mission à la D.A.T.A.R.

Loïc LE FLOCH,
Conseiller scientifique à la D.G.R.S.T.

Cette recherche
à « Prospective et Aménagement »
par une équipe composée de :

Colette DURAND,
Bernard HAUMONT,
Jean-Yves PAUMIER,
Georges RIBEILL,

avec la collaboration de Bernard CUNEO.

Le compte rendu de cette recherche n'engage que ses auteurs.

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	7
Avertissement au lecteur	9
I — Sur les pratiques dominantes de la prospective, planification et programmation	11
II — Les saisies théoriques de la ville et de l'urbain : idéologies rédemptrices ou critiques radicales des pratiques dominantes ?	19
1 — Les écoles systémiques	21
1. L'école anglo-saxonne	21
2. L'école de la reproduction des systèmes (Barel)	25
2 — Les écoles marxistes	30
1. L'école althussérienne	31
2. Le courant économiste : le capitalisme monopoliste d'Etat	37
3. Le gauchisme théorique	39
4. Le courant de Henri Lefebvre	42
3 — Autres tendances	44
III — Sur les fondements scientifiques de l'intervention politique	49
Marxisme et positivisme	51
De l'usage politique de la science positive ou de la science partisane	55
IV — Conclusions	59
1 — Pratiques, idéologies et sciences	59
2 — Rapports sociaux et prospective, planification, programmation	64
3 — Vers un renouvellement des pratiques ?	66
Bibliographie	69

Introduction

Ce rapport rend compte des résultats d'une recherche dont l'objectif était double :

— d'une part savoir si la prospective telle qu'elle a été élaborée par une partie de notre collectif de travail (1) pour des entités spatiales, nationales d'abord, régionales ensuite, pouvait être transposée (cadre conceptuel et méthodes compris) à des entités spatiales de plus petite taille telles que les villes ;

— d'autre part apprécier les rapports qui pourraient s'établir entre ce nouvel instrument d'investigation, la planification et la programmation urbaines.

Pour conduire à bien cette recherche, nous disposions des travaux prospectifs réalisés par notre organisme d'étude depuis l'année 1969 et dont la liste figure en annexe. Ces travaux ont en commun de reposer sur l'utilisation de la méthode des scénarios — que ceux-ci soient contrastés ou tendanciels — et d'avoir pour commanditaires des aménageurs et des planificateurs. L'espace aménagé y tient donc une place plus importante que celle qu'il occupe généralement dans les travaux prospectifs.

Nous avons aussi réuni une équipe permanente de quatre chercheurs, qui comprenait à partie égale des prospectivistes et des chercheurs spécialisés dans le domaine de la planification spatiale et de la programmation. Ce clivage devait provoquer dans notre équipe de sérieuses tensions qu'aujourd'hui seulement nous considérons comme fructueuses.

La structure de ce rapport et son contenu quelque peu hétérogène sont le fruit des tensions internes à l'équipe, dues principalement à des divergences sur la nature et le statut de la prospective.

Pour pouvoir exprimer d'abord et dépasser ensuite ces divergences, il a fallu non pas nous limiter à l'analyse de nos propres travaux, mais prendre en compte différents travaux de prospective qui avaient joué un rôle important sur l'image que nous avions de celles-ci.

Si l'on s'en était tenu en effet à la seule vision que les prospectivistes de notre équipe avaient de cette recherche, nous nous serions engagés — comme le prévoyait notre contrat — dans la transposition conceptuelle des espaces nationaux et régionaux à la ville. Naturellement, les prospectivistes étaient conscients que cette transposition passait par une interrogation préalable sur le système urbain en général et sur la ville en particulier dans la mesure où cette transposition supposait à la fois l'autonomie relative de la ville — en tant qu'entité spécifique — et son homologie à des systèmes plus vastes. Ils étaient moins conscients de ce que la réalisation de cette recherche passait par une citation à comparaître de la prospective quant à son bien-fondé, son cadre conceptuel, ses méthodes, en un mot ce que les prospectivistes appelaient les « acquis » de la prospective.

Cette demande était d'autant plus pressante que le colloque de Dieppe qui s'est tenu à l'époque où la présente recherche débutait, témoignait d'une extraordinaire confusion à l'égard de la planification urbaine, des pratiques qu'elle recouvrait et des multiples significations qu'on pouvait lui attribuer. Certains même n'hésitaient pas à la déclarer ouvertement en crise.

Dès lors, les questions principales auxquelles il fallait répondre étaient les suivantes :

(1) Autrefois sous le sigle de l'OTAM (Omnium Technique d'Aménagement), aujourd'hui sous celui de P.A.M. (Prospective et Aménagement).

— d'une part, la prospective est-elle autre chose qu'un discours idéologique teinté d'une pseudo-scientificité visant à renforcer les rapports de domination dans les sociétés de classe ?

— d'autre part, l'idée d'articuler ce discours à visée hégémonique avec la planification ne camoufle-t-elle pas une tentative de renforcement de celle-ci, tentative relevant de l'ordre du politique et non point de celui de la recherche ?

On imagine assez bien à quelles controverses houleuses ces questions ont pu donner lieu. Si l'attaque contre la prospective en générale a été radicalement menée, la défense des prospectivistes, pour ce qui relevait de leur pratique, a été vigoureuse. D'une note de travail interne, nous extrayons ces quelques lignes qui résument leur position :

« On a beaucoup écrit sur la prospective et bien souvent pour s'en gausser ou pour la critiquer en pratiquant des amalgames un peu rapides avec la futurologie ou le marc de café. On l'a de surcroît toujours suspectée du fait que la prospective s'est installée en France à la demande d'institutions proches du pouvoir. On l'a bien vite condamnée pour son impérialisme dès lors que les prospectivistes ont reconnu qu'ils se préoccupaient de la totalité. Ils sont devenus suspects de chercher une théorie générale, la théorie des théories. Ce faisant, on oubliait que la chimie est née de l'alchimie, que bien des travaux suscités par le pouvoir ne se sont pas servilement rangés sous sa bannière, que Marx et Tocqueville pour ne citer qu'eux ont fait œuvre, en leur temps, de prospective sans avoir pour autant cherché à fonder la théorie des théories. Les prospectivistes ne font pas l'histoire. Ils posent les groupes et les classes antagonistes libres dans un champ de déterminations socio-économiques dont ils doivent tenter de saisir les multiples relations. Il y a dans la totalité, action réciproque entre celui-ci et ceux-là sous la détermination de la production ».

Nous présentons ce rapport avec ses manques et ses défauts, à la réflexion et à la critique. Nous souhaitons que le lecteur trouve le courage et le temps de le lire jusqu'au bout. Le débat ouvert sur la prospective, la planification et la programmation est loin d'être clos.

♦♦

Ce rapport comprend trois chapitres complétés par des annexes qui n'ont pas été reproduites dans la présente édition.

— Le premier chapitre porte sur les pratiques dominantes de la prospective, de la planification et de la programmation situées dans le champ des rapports sociaux — ce qu'on omet parfois de faire. Ces pratiques révèlent ainsi certains aspects, souvent occultés, de leur nature profonde qui fondent les rapports organiques entre ceux qui les mettent en œuvre et le pouvoir qui les initie.

— Le deuxième chapitre fait le tour des principales théories auxquelles sont redevables ces pratiques, comme des critiques radicales qui en dénoncent les fondements idéologiques.

— Le troisième chapitre présente les conclusions auxquelles nous sommes temporairement arrivés et les interrogations auxquelles ni les théories, ni les critiques radicales ne permettent d'apporter de réponses satisfaisantes.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Les termes de prospective, de planification urbaine et de programmation urbaine connaissent des acceptions différentes selon les auteurs qui les utilisent et les contextes dans lesquels ils sont utilisés. Nous aurions aimé leur conserver cette imprécision à laquelle se heurte constamment les chercheurs qui ont bien du mal à ne pas s'enliser dans ce laxisme verbal. Néanmoins, nous avons estimé nécessaire de préciser quelles significations nous avons nous-mêmes donné à ces termes à seule fin de faciliter la tâche du lecteur.

La prospective, d'une façon générale, nous apparaît comme une réflexion sur le futur qui s'appuie implicitement ou explicitement sur une ou des théories de la dynamique sociétale. Quant à la prospective telle que nous l'avons pratiquée, nous la définirons plus précisément comme la mise à jour d'un champ de détermination dans une société historique donnée d'où émergent des oppositions, des contradictions, des antagonismes dont le déplacement, la régulation, l'exacerbation constituent une dynamique diachronique sur laquelle agissent les classes, les groupes et les institutions.

La planification urbaine est un processus de prise en charge : des intérêts souvent conflictuels des groupes et des classes dominants, de la concurrence sur l'espace des différents secteurs d'activités et types de capitaux, de la régulation des rapports sociaux entre groupes et classes dominants et groupes et classes dominés au moyen d'un ensemble de pratiques s'inscrivant dans un cadre juridique et réglementaire établi par le pouvoir central.

La programmation urbaine est l'ensemble des procédures, des normes et des modalités tant techniques que financières qui déterminent l'affectation des crédits dont disposent soit le pouvoir central, soit les administrations, soit les institutions locales, en particulier pour les infrastructures et les équipements collectifs.

Que le lecteur ne s'étonne pas si, dans le cours de ce rapport, il rencontre souvent la lettre **P** pour désigner l'ensemble des pratiques relevant de la prospective, de la planification, de la programmation, et l'abréviation **P'istes** pour désigner les praticiens — ou les techniciens — qui élaborent ou mettent en œuvre ces pratiques.

I

sur les pratiques dominantes de la prospective, planification et programmation

Pour ce qui concerne les espaces urbains, sinon la ville, prospective, planification et programmation (les 3 P) participent de façon différentielle mais égale à la recherche et à la planification d'une « direction sociétale » (A. Etzioni), ou encore d'une maîtrise globale du développement social. Que cette préoccupation soit mythique, idéologique ou scientifique, elle ne s'impose pas moins comme une évidence et fournit le fondement social de la prévision et de la décision pour lesquelles les 3 P fournissent les bases instrumentales. Apparaissent du même coup deux caractéristiques imprégnant ces modes différents d'orientation sociétale, et une interrogation sur le sens même de ce que peut être une « direction sociétale ».

Ces deux caractéristiques que nous reprendrons plus loin, sont en bref :

— un recours à une certaine positivité de la technique et du savoir, positivité chargée d'investir l'une quelconque des 3 P et de fournir au prospectiviste, au planificateur ou au programmeur, un lieu d'où parler et d'où édicter ses propositions ou ses décisions ;

— une insertion dans des rapports sociaux concrets, aisément figés voire même fixés, ce qui produit un déplacement permanent : aucune des 3 P n'est totalement effective par rapport à ce dont elle parle ; il s'agit toujours d'autre chose plus ou moins masqué ou même absent.

Ces deux caractéristiques, schématisées ici, portent alors à examiner les questions : pourquoi de tels discours ? pourquoi de telles pratiques ?, et à s'interroger sur certaines significations sociales susceptibles d'être prêtées à ces 3 P.

L'APPEL AU POSITIVISME DE LA TECHNIQUE OU DE LA SCIENCE

Depuis qu'elles existent, les techniques et méthodes utilisées dans les efforts de prospective, de planification et de programmation se sont de plus en plus sophistiquées pour essayer de rendre compte, au mieux, des incertitudes du temps et de l'espace. Ce mouvement de sophistication toutefois s'est marqué de deux façons, contradictoires et complémentaires tout à la fois.

C'est tout d'abord une certaine spécialisation ou sectorialisation permettant de mettre au point des outils de plus en plus perfectionnés et de plus en plus puissants, mais ne portant que sur un secteur particulier de la vie économique et sociale : mise au point de modèles particuliers pour l'affectation des logements, par exemple, en matière de planification ; ou encore mise au point de ratios complexes pour décider du montant d'investissement et de leur rythme ; ou bien encore recours épistémologique important dans les travaux prospectifs pour expliquer le choix de certaines conceptions partielles, ou surtout de certains découpages de la réalité.

C'est parallèlement un élargissement de ces techniques et de ces méthodes pour essayer d'intégrer la complexité du monde réel dans ces processus

prévisionnels ou décisionnels : de l'analyse multicritères à la R.C.B., du Delphi aux scénarios et à la prospective sociale, les exemples sont trop nombreux pour les citer tous.

Les deux mouvements paraissent à la fois contradictoires et complémentaires dans la mesure où ils prennent naissance simultanément d'une même incapacité : réduire l'appréhension et la compréhension des phénomènes économiques et sociaux et, de ce fait même, spatiaux à des procédures techniques ou méthodologiques. En effet, les outils conceptuels et les catégories utilisées ne peuvent sortir de l'alternative consensus-expertise. Dans un cas, si l'accent est porté sur les processus sociaux en cause et sur les tentatives de conciliation entre intérêts et projets divergents, il y a relativisation immédiate du savoir et des techniques puisque la mise à jour d'un consensus à travers une concertation plus ou moins réelle s'embarrasse assez peu, pour une multitude de raisons, d'un appareillage technique complexe. Dans l'autre cas, si l'accent est porté sur la technicité de la décision ou de la proposition, il y a au contraire relativisation de la complexité des processus réels et des enjeux entre groupes sociaux au profit de l'expertise plus ou moins sacralisée, mais qui ne peut en tout état de cause que consacrer les hiérarchies de la domination sociale.

Et de fait, la seule façon de sortir de ce dilemme, c'est de postuler une positivité certaine des techniques et des méthodes, positivité permettant de légitimer l'utilisation de ces techniques et de ces méthodes, à la fois au nom du savoir (l'expertise) et au nom du droit (la concertation consensuelle). En effet, les 3 P dans leurs différentes démarches véhiculent de façon explicite une conception d'autonomie de leurs formes et de leurs contenus par rapport à la société. Cette conception de l'autonomisation est présente de façon concomitante et dans le statut scientifique donné aux différentes P., et dans le statut social donné aux institutions et aux praticiens. Ainsi autonomisation de savoir et autonomisation de la pratique — de façon privilégiée au sein des appareils d'Etat — face à la société civile se reflètent et se nourrissent mutuellement. Il faut noter à cet égard que cette double autonomisation trouve assez largement son fondement dans les différents courants idéologiques de notre société, que ce soit l'idéologie de la science ou celle du droit. Il faut noter également que cette double autonomisation permet souvent de masquer que les interventions de l'Etat, sous ses différentes formes, peuvent emprunter d'autres canaux et d'autres contenus : en effet, seul un petit nombre d'interventions publiques sur l'espace sont formellement intégrées aux procédures de planification et de programmation ; quant à la prospective spatiale, elle paraît toujours cahotante quant aux modifications de l'espace, à ses effets et à ses causes.

C'est à partir de cette apparence double d'autonomisation qu'il est possible de mieux saisir la place tenue par certaines catégories conceptuelles dans les pratiques sociales liées à l'exercice de chacune de ces P.

— La cohérence est certainement le maître mot de tout effort de planification ou de programmation : cohérence des plans, des documents, cohérence financière... Techniquement, la cohérence est recherchée sinon atteinte parce que doivent y correspondre la cohérence de la décision — avec d'autres décisions prises en même temps et avec d'autres décisions prises ailleurs et avant — et la cohérence du résultat tel qu'il est donné, que ce soient des plans, des échéanciers de réalisation ou des essais prospectifs. Mais en fait, beaucoup plus que d'éviter les hiatus techniques ou les contradictions matérielles, il s'agit par un assemblage de différents outils conceptuels ou idéologiques de passer au-dessus des contradictions sociales, que celles-ci soient ou non perçues. Cette cohérence a pour fonction de montrer qu'au-delà des inégalités sociales présentes indéniables, la planification et la programmation sont susceptibles, à l'avenir, de les diminuer, voire même de les faire disparaître, sans bien sûr, s'attacher à expliquer les raisons profondes qui ont créé ou conduit à ces inégalités. La cohérence apparaît alors comme justification so-

ciale et politique des effets d'inégalités, mais construite sur des bases techniques et scientifiques et donc n'ayant que peu à voir avec les processus sociaux de production de ces inégalités.

En ce qui concerne la prospective, l'appel à la cohérence comme vertu première est moins clair, mais il nous semble malgré tout aussi important : la valeur du travail prospectif résidera, entre autres choses, dans la cohérence du système de relations diachroniques et causales (A.C. Decouflé) ; et les principaux travaux prospectifs, menés en France tout au moins, ont fait ressortir l'importance fondamentale à donner aux « régulateurs » ou « processus réducteurs de tensions ». Si, en l'occurrence, la valeur idéologique donnée à la cohérence peut être plus faible ou autre que celle apparaissant dans la planification et la programmation, elle apparaît cependant très fortement dans la mesure où il n'existe pas de cadre théorique satisfaisant pour expliquer la reproduction sociale. Du même coup, si le travail prospectif prend bien en compte des inégalités sociales, voire même des oppositions de classe, il est malgré tout obligé de postuler une cohésion générale. Faute bien souvent d'une véritable prospective dialectique, le dévoilement du processus social et de ses dimensions contradictoires est en même temps occultation de ces dimensions contradictoires pour ne conserver que la linéarité apparente du processus : il semble en fait manquer à la démarche prospective la capacité de considérer la totalité contradictoire. De façon plus décisive encore, il faut faire remarquer que la notion de régulation — qui sous-tend aussi bien la planification que la programmation, mais encore plus la prospective — n'est qu'un avatar du concept d'équilibre, que l'on a essayé de dynamiser mais de façon homéostatique. Or, celui-ci n'est pertinent que si la société est conçue comme non contradictoire dans sa constitution. La régulation d'une société de lutte de classes n'a pas de sens (S. de Brunhoff).

— Le recours à une ou à des rationalités sociales qui seraient isolables et saisissables en soi est le pendant de l'appel à la cohérence. En effet, cette cohérence ne peut s'appuyer que sur l'idée d'une transparence sociale — réelle ou supposée — où les différents agents et acteurs sociaux sont donc dotés de rationalités claires. S'il y a bien progrès face à cette question à travers des tentatives comme la planification stratégique ou les jeux de simulation, ou encore dans certains travaux prospectifs qui essayent de prendre en compte différentes rationalités à l'œuvre, en abandonnant une rationalité unique, il reste que ce qui caractérise les différentes P c'est d'offrir, de préférence à l'abri d'un appareillage technique et méthodologique suffisant, un mélange adéquat de rationnel et d'irrationnel susceptible de donner l'illusion d'agir sur une société transparente.

La présence ainsi montrée de projets sociaux, réels ou supposés, illustrant les différentes rationalités sociales s'apparente assez étroitement à un raisonnement circulaire masquant ou gommant des rapports de dominance, puisque l'on sait que ces rationalités, si on pouvait les saisir réellement dans leurs déploiements concrets, ne pourraient pas se développer au même titre. On saisit ainsi comment le contenu de cette transparence « définir les agents en présence et leurs stratégies respectives » conduit à un subjectivisme sociologique qui paraît être l'envers sociologique de la démarche néo-classique en économie politique, le moindre des paradoxes apparents n'étant pas alors que cette praxéologie néo-classique soit mise au service d'un interventionisme étatique.

— L'abstraction de l'espace, tel qu'il est considéré dans les différentes pratiques de P conduit à un second paradoxe : c'est qu'il puisse constituer à la fois les lieux où naissent les contradictions, le milieu où elles se déploient, tout en étant l'instrument qui permet de les étouffer en leur substituant une apparente cohérence. En effet, les contradictions socio-politiques se révèlent spatialement ; par conséquent les contradictions de l'espace rendent effectives les contradictions des rapports sociaux, ou plus précisément « les contradictions de l'espace expriment les conflits des intérêts et des forces socio-politiques »

(H. Lefebvre). Mais comme ces conflits n'ont effet et lieu que dans l'espace, il suffit à travers la représentation de l'espace, son abstraction, de ne s'appuyer que sur la division technique de l'espace pour gommer toutes les questions liées à la division sociale.

Ainsi l'abstraction de l'espace, c'est-à-dire en fait la considération de l'espace comme espace plan, permet le développer des pratiques de planification et de programmation qui, s'appuyant sur la division technique du travail, affectent les différentes zones ou les différents investissements avec une logique de juxtaposition ou de contiguïté, sans prendre en compte l'épaisseur sociale de l'espace où se déploient justement les contradictions socio-spatiales. C'est souligner comment, au nom de zonages censés correspondre aux impératifs de la division technique, c'est en fait les formes dominantes de la division sociale qui sont imposées.

— Enfin, il faut revenir à la question du changement social. En effet, l'appel à la positivité scientifique de la part des 3 P correspond à une illusion, qui trouve son origine dans une conception implicite du changement social. En effet, sans préjuger si une prévision véritablement scientifique est possible ou non aujourd'hui — prévision qui constitue le cœur et de la planification et de la prospective, même si c'est à des degrés divers —, l'illusion réside dans l'idée de changement social que les P véhiculent. La philosophie de la prospective s'appuie sur une transformation sociale dont on se propose de fournir certains éléments d'éclairage : celle de la planification, sur un changement social dont on se propose de définir les principaux éléments ; celle de la programmation, sur une évolution sociale dont on se propose de mettre en place les éléments de supports. Or, des transformations, des changements et des évolutions existent dans toute société historique, mais encore faut-il savoir d'une part si ceux-ci modifient réellement le système social et économique en place, et d'autre part si les éléments d'éclairage ou les éléments supports jouent un rôle dans les changements, et si oui lequel ? On peut d'ailleurs penser que cette idéologie du changement a été assez largement renforcée par les travaux de prospective eux-mêmes, liés assez étroitement et dans leurs contenus et dans leurs formes à des conceptions plus évolutionnistes qu'historicistes. On peut également penser qu'affecter la transformation à la prospective permet de la nier dans la planification, malgré des expressions comme « les faits porteurs d'avenir ». Mais alors, de quel avenir s'agit-il ?

Il apparaît alors qu'aucune des P n'est réellement effective (1), quant à ce dont elle parle : la cohérence, la transparence, l'espace non divisé et le changement social... Il y a toujours ou presque déplacement du discours et des pratiques et, en fait, ce dont il est question c'est de la production-reproduction des rapports sociaux dans leur système hiérarchisé et de domination. Mais, en définitive, peut-il en être autrement, les autonomisations évoquées ci-dessus n'étant que le résultat idéologique et politique du fait qu'il s'agit d'abord de P de classe au profit de la classe dominante — dont les contours restent d'ailleurs à préciser — et au détriment des classes dominées ? Ainsi, les dimensions de régulation assignées socialement aux différentes P paraissent bien se retrouver dans les contenus qu'elles véhiculent et ceci même dans les diverses pratiques « municipalistes » de la planification ou de la programmation.

Retrouverait-on alors parmi les prospectivistes, les planificateurs et les programmeurs, les « intellectuels organiques » dont a besoin la classe hégémonique ?

(1) Il ne faut pas en effet croire que, parce qu'elle parle souvent de « gros sous », la programmation est plus concrète et plus effective que la planification ou la prospective. En parlant financement, investissement et équipements, la programmation parle d'objets matériels précis, mais alors elle ne peut plus parler des pratiques sociales, à moins de rester à un niveau de fonctionnalité assez pauvre. Ce que d'ailleurs elle fait souvent.

RAPPORTS SOCIAUX ET P

Une telle question ne peut rester sans réponse, ne serait-ce que parce qu'elle risque de mettre mal à l'aise tout un ensemble de professionnels, par ailleurs fort respectables. Elle ne peut cependant être évitée dans la mesure où toute thématique, prenant en compte les 3 P, tourne autour des questions de savoir et de pouvoir. Or, on ne peut que constater que les praticiens des 3 P ne possèdent pas le pouvoir mais constituent assez largement l'expression du pouvoir de la classe dominante en ce qui concerne du moins l'organisation de l'espace urbain : « chaque groupe social naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social : le chef d'entreprise capitaliste crée avec lui le technicien de l'industrie, le savant de l'économie politique, l'organisateur d'une nouvelle culture, d'un nouveau droit, etc. (1). Après « on peut observer que les *intellectuels organiques* que chaque nouvelle classe crée avec elle et qu'elle élabore au cours de son développement progressif, sont la plupart du temps des *spécialisations* de certains aspects partiels de l'activité primitive du nouveau type social auquel la nouvelle classe a donné naissance » (2). En reprenant ces extraits, on peut déjà tenter une première explication sur la « fonction intellectuelle » (3), tenue par les praticiens des 3 P. Comme on peut dire, en paraphrasant Marx, que les intellectuels de la classe dominante sont les intellectuels dominants, la position particulière qu'occupent les P'istes correspond à une fonction dominante dans l'aménagement de l'espace urbain, et dans le déploiement de la « spatialité dominante » (P. Vieille). Comme membres de la couche intellectuelle, leur fonction est, avec d'autres, d'être responsables, pour cette spatialité, de la conscience, du savoir et de l'organisation de la classe qui leur a donné naissance et d'assumer ces fonctions dans l'ensemble de la société. Sans cette couche d'intellectuels, la société se réduirait à une juxtaposition de propriétés et d'individus, à des conflits épars et obscurs, et à une série d'intérêts particuliers désordonnés, même en étant régis par l'expression contradictoire du rapport social dominant. Cette fraction de la couche organique de la classe dominante remplit cette fonction sociale essentielle de prise de conscience et de structuration des différents intérêts spatialisés, tout en apportant à la société cette vision qui lui permet de se retourner sur elle-même, de se fixer des lois, de se proposer des conduites, et de se vouloir un avenir. (On saisit d'ailleurs ici comment l'activité de ces intellectuels ne peut être alors réduite à une activité fonctionnelle : liée à l'évolution des rapports sociaux, sa place y est largement déterminée. De ce fait, l'activité de ces intellectuels n'est pas réductible à une fonction idéologique ou politique : elle est intrinsèque aux formes sociales qu'empruntent structurellement ou conjoncturellement les expressions de la domination sociale). De l'apparition d'intellectuels spécialistes à la nécessité de formuler des *avenirs*, les différents traits avancés paraissent assez bien définir les différents corps et groupes de P'istes. L'histoire tant de la planification urbaine que de la prospective est, en effet, étroitement liée à des transformations dans la situation dominante d'une fraction ou d'une autre de la classe dominante. Il ne nous paraît pas un hasard, en effet, que les premières réflexions prospectives — de G. Berger aux premiers travaux du Commissariat au Plan — correspondent historiquement à la période où l'économie française s'est trans-

(1) GRAMSCI, *Œuvres choisies*, Paris, Les Editions Sociales, 1959, p. 429.

(2) *Ibidem*, p. 430.

(3) Nous utilisons des guillemets pour mettre en garde le lecteur quant à un risque de confusion : nous reprenons ici le terme de fonction tel que l'emploie Gramsci pour définir les travailleurs intellectuels : « l'erreur de méthode la plus répandue me paraît être d'avoir recherché ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités intellectuelles et non pas dans l'ensemble du système de rapports dans lesquels ces activités viennent à se trouver au sein du complexe général des rapports sociaux (...). C'est pourquoi l'on pourrait dire « que tous les hommes sont des intellectuels : mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel » (op. cit. pp. 432-433) ; cf. également : « les intellectuels ne constituent pas une classe indépendante, mais chaque classe a ses intellectuels ».

formée très vite au profit de grands groupes en situation dominante, et qu'ensuite la D.A.T.A.R. ait eu un rôle moteur dans la poursuite des travaux prospectifs, quand on sait que la D.A.T.A.R. a été longtemps l'administration porteuse de projets propres à accélérer cette mutation économique (1). Il ne nous paraît pas un hasard non plus que, des premiers textes législatifs en 1919 à la loi foncière de 1967 en passant par la création des G.E.P., des O.R.E.A.M. et des agences d'urbanisme, la planification urbaine ait évolué, avec des à-coups correspondant également à des mutations importantes au sein du système économique et social.

L'unité des P'istes nous paraissant ainsi brièvement cernée, il nous faut tenter d'expliquer pourquoi des différences existent cependant dans leurs pratiques et leur insertion sociale. Il semble à cet égard que plusieurs hypothèses puissent être avancées.

Tout d'abord, ils ont affaire à l'espace, c'est-à-dire à des ensembles plus ou moins fragmentés de la société, ensembles entretenant entre eux, bien sûr, un grand nombre de relations, mais qui sont chacun marqué par l'histoire, ou même des histoires différentes, qui participent plus ou moins au cycle du capital, qui comptent des fractions de classes sociales quantitativement et qualitativement différentes... Bref, Bordeaux n'est pas Lyon, qui n'est pas Toulon... La planification et la programmation doivent tenir compte, doivent s'insérer dans ces rapports sociaux particuliers et localisés correspondant à une conjoncture sociale propre, même si elles s'inscrivent dans la même formation économique et sociale. De ce fait, la planification et la programmation, même si elles sont largement dépendantes et tributaires de l'appareil d'Etat central, doivent ordonner et structurer les articulations socio-spatiales de l'ensemble particulier considéré, toute en permettant la reproduction sinon l'extension du rapport social dominant.

De là, l'unicité des procédures, de là l'appel à la concertation... de là même, pour être plus certain de cette extension, l'apparition et le développement de procédures de planification-programmation comme les contrats de plan signés directement entre l'Etat central et l'appareil municipal, reflet de cette conjoncture sociale et politique particulière à la zone considérée. De là également des travaux prospectifs prenant en compte ces particularités et ces singularités, soit locales et régionales (prospectives régionales...), soit plus générales mais liées à des types d'espaces (villes moyennes, petites villes...). On peut même s'interroger sur le fait que la planification urbaine dans ses diverses formes et dans ses dimensions fondamentales ne serait pas simplement cristallisation socio-spatiale d'articulations entre fraction dominante de la classe dominante à l'échelle de la formation économique et sociale dans son entier et fraction dominante de la classe dominante à l'échelle de l'ensemble urbain considéré. Il reste, en tout état de cause, que la planification et la programmation sont des moments particuliers, ou une cristallisation particulière de rapports sociaux, dont la représentation et le sens évident ne peuvent être cependant que non conflictuels.

L'institutionnalisation successive d'organismes divers se superposant dans leurs prérogatives et leurs attributions correspond au fait que les conjonctures et les configurations sociales d'une zone peuvent également varier, et qu'il est alors nécessaire de multiplier les institutions pour faire face à cette variation.

On retrouve alors ici la nécessité d'avoir des appareils hégémoniques d'Etat, supports institutionnels et institutionnalisés pour l'action des intellectuels organiques, action qui sera tout à la fois idéologique et matérielle, mais qui demande, selon les conjonctures socio-spatiales, la création de nouveaux appareils adéquats. La multiplication des établissements publics ou des diverses missions d'aménagement nous paraît refléter assez étroitement cette nécessité.

(1) L'exemple ici considéré ne doit pas faire oublier au lecteur que d'autres institutions ont pu jouer dans d'autres lieux et dans d'autres circonstances des rôles similaires : le Hudson-Institute, le Club de Rome, la Wharton School...

Dans cette perspective, la prospective localisée prend en charge les conflits mais pour mieux les exorciser et dans son discours même et dans la vie réelle ; des procédures spéciales de concertation peuvent alors être mises en place (cf. le jeu Rhône-Alpes ou l'exercice prospectif en Normandie) (1) ; la planification offre un visage où les conflits sont atténués sinon disparus, et la programmation ne peut que supposer les conflits résolus.

On perçoit là l'autre dimension différentielle séparant les 3 P. La prospective, tant dans ses attendus que dans ses résultats, se charge de montrer quelles pourraient être les conséquences si les divers espaces plus ou moins fragmentés ne se pliaient pas à la dure loi du rapport social dominant, conséquences qui, bien évidemment, seraient encore pires que cette dure loi : chômage, manque d'emplois, stagnation des revenus, sous-équipement... Ou encore de façon plus subtile quoique partiellement contradictoire, la prospective, dans ses dimensions de dévoilement du sens du mouvement économique et social, permet d'occulter le sens des mesures envisagées ou prises par les différents pouvoirs publics pour pallier justement certaines conséquences néfastes, devenues apparentes, de ce mouvement même. Ainsi, les prospectivistes apparaissent bien, qu'ils le veuillent ou non (2), comme intellectuels organiques mais pour l'ensemble de la formation économique et sociale et principalement dans la sphère idéologique : ils formulent des devenirs possibles, sinon probables accélérant ainsi les prises de conscience au sein des forces sociales et politiques dirigeantes.

La planification intervient beaucoup plus dans la sphère politique, soit en forgeant des alliances temporaires entre différents groupes sociaux, soit en structurant des intérêts divergents sur l'espace, même si c'est dans un rapport de détermination qui a son origine ailleurs. La programmation agit essentiellement dans la sphère économique puisqu'en mettant en œuvre des financements pour la réalisation d'équipements d'infrastructure et de superstructure, elle permettra, dans un premier temps, la réalisation de profits pour les constructeurs et aménageurs, elle facilitera ensuite les processus d'accumulation propres aux différents agents et groupes sociaux.

Il reste que ce découpage n'est pas étanche, puisqu'il est clair que la programmation est largement dépendante des formes d'accords intervenus durant la planification, formes d'accords qui ont fixé un usage théorique des sols dans la perspective de faire de la ville un meilleur outil économique ; la planification est elle-même dépendante de la prospective antérieure susceptible et d'avoir fixé une image pouvant fournir un objectif réel ou supposé, et d'avoir montré quels étaient les risques de conflits dans le mouvement d'expansion du capital.

Ainsi, les 3 P donnent une image inversée des déterminations sociales dans leur séquence temporelle, puisque cela paraît aller de la prospective à la programmation, alors que les déterminations réelles sont, au contraire, à chercher dans les transformations concrètes des espaces sociaux à travers la programmation. Mais, sans doute, cette inversion apparente est-elle plus proche de cette situation d'intellectuels organiques que sont les P'istes, puisque, outre leurs rôles réels dans les transformations de l'espace, les méthodes et techniques qu'ils utilisent ont pour effet d'occulter les déterminations réelles — liées aux conditions de mise en valeur des différents capitaux selon leur nature — au profit de la représentation plus ou moins institutionnalisée d'une « direction sociétale » propre à limiter les effets de domination et les contradictions sociales fondamentales.

Pour mieux comprendre cependant la situation des P, c'est-à-dire le sens de ces pratiques sociales particulières, et les formes de leur institutionnalisation, il paraît alors nécessaire de s'interroger sur le contenu des cadres théoriques

(1) Travaux OTAM.

(2) C'est en fait leur existence comme prospective qui est en jeu du fait des formes de la commande prospective.

sur lesquels reposent ces 3 P. En effet, si ces P constituent une forme particulière — elles ne sont pas uniques, loin de là — d'articulation entre infrastructures et superstructures dans leur mouvement de spatialisation, il nous faut examiner sur quels contenus théoriques ou idéologiques ces 3 P se sont développées et se développent. C'est une condition nécessaire à la compréhension de cette articulation infrastructure-superstructure, dans laquelle s'insèrent les P'istes.

Mais, plus encore, c'est un élément primordial pour envisager dans quelle mesure les pratiques de P sont susceptibles de s'émanciper des carcans idéologiques mentionnés.

les saisies théoriques de la ville et de l'urbain : idéologies rédemptrices ou critiques radicales des pratiques dominantes ?

Les pratiques sociales de la politique urbaine (prospective, planification, programmation) sont apparues à de nombreux chercheurs comme niant tout un ensemble d'éléments déterminants, structurants de la réalité urbaine. En traitant la ville comme un ensemble *partiel* (certaines dimensions étant exclues a priori du champ de la politique urbaine), *parcellaire* (les dimensions prises en compte ont leur autonomie propre), *socialement homogène* (en s'appuyant sur les catégories sociales homogénéisantes des statistiques et des nomenclatures officielles), où l'intervention planificatrice suit plutôt que précède le mouvement de l'évolution socio-économique (telle la croissance urbaine) tout en continuité (ce qu'exprime le raisonnement prospectif réduit à une prévision quantitative par extrapolation), intendance passive en quelque sorte de la collectivité urbaine, c'est toute une conception de la dynamique urbaine et de son rapport à l'intervention publique qui s'exprime, conception qui, implicitement, a un sens politique (cf. chapitre I).

En réaction et à ces pratiques et aux discours théorico-idéologiques qui les justifient, sont nés de nombreux courants *critiques* rejetant cette conception techniciste de l'intervention politique sur un espace où le social est réductible au physique, le « gouvernement des hommes » substitué à « l'administration des choses ». En reconnaissant que les formes urbaines sont avant tout l'expression spatiale de formes sociales complexes, dynamiques, régies par des déterminants sociaux évolutifs, en niant la coupure entre instances de la politique urbaine et composantes du complexe social qu'est une collectivité spatiale, ce sont toutes les conceptions dominantes en matière de politique urbaine qui sont mises en cause : critique, par exemple, de la planification en soi considérée comme due, pratique autonomisée d'intervention, de régulation a posteriori, sur l'espace physique, pratique qui se donne pour empirique, pragmatique, normative, etc., alors qu'elle est largement déterminée (et déterminante). Au fonctionnalisme et au technicisme qui expriment et résument grosso modo ce premier niveau des pratiques, les courants critiques opposent des théories qui, par leurs fondements variés, se différencient fortement. On a retenu, et sans doute structuré assez arbitrairement, ces théories en trois grandes écoles.

- Une école qui fait de la ville un système en soi, doté d'une certaine unité, complexe dynamique formant une totalité qui trouve son sens dans son expression unitaire. Ce courant se divise lui-même selon que l'unité joue un rôle déterminant soit au niveau de la causalité du système, soit au niveau de sa finalité. Ainsi, pour les uns, le but et les parties sont articulés dans une structure unitaire et causale qui détermine l'évolution du système. Pour les autres, les éléments du système sont articulés dans des rapports dont la reproduction détermine, oriente, finalise la dynamique. La théorie des systèmes, à la base de ces deux courants, débouche plutôt sur une approche mécaniste chez les uns, organique chez les autres. Ce sont les Anglo-Saxons qui ont développé le premier, Y. Barel, en France, le second. On verra plus loin comment le premier courant, se définissant comme prenant le contre-pied de l'approche classique de la ville (intégration de la totalité, de la dynamique) reproduit fondamentalement des pans entiers des fondements implicites de cette approche classique : positivisme et fonctionnalisme notamment.

• Une école qui fait de la ville une formation sociale locale, élément d'une formation sociale plus large qui l'englobe, où les rapports socio-économiques sont déterminants. C'est donc le matérialisme historique qui est ici théorie de référence, appliquée à des « unités » spatiales toutes relatives dans la mesure où l'espace en soi n'existe pas ; ces unités spatiales matérialisent simplement dans l'espace le mouvement complexe des forces sociales. Loin d'être achevée, la théorie marxiste éclate elle-même en courants distincts et parfois opposés. On a ainsi retenu quatre paradigmes qui nous semblent recouvrir les courants dominants actuels :

a) ce que l'on a appelé la Nouvelle Ecole Française (N.E.F.) née de la « relecture » de Marx par Althusser, qui a suscité un renouveau important de la réflexion théorique, notamment à propos de la théorie du changement social (cf. Poulantzas, Balibar) ;

b) un courant marxiste s'appuyant assez largement, pour l'analyse des phénomènes urbains, sur l'ensemble que constitue la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) et où les complémentarités et les contradictions entre valeur d'usage et valeur d'échange vont donc avoir un rôle majeur pour l'explication de l'organisation spatiale (cf. Lojkine, Preteceille,...) ;

c) le courant gauchiste qui se démarque des précédents en restituant à l'homme son caractère de sujet : autant acteur qu'auteur de l'histoire sans être pour autant sujet autonome (cf. Lipietz) ;

d) les travaux liés à ceux d'Henri Lefebvre, où l'utopie comme perspective politique paraît seule capable de préparer une quotidienneté non aliénée, c'est-à-dire des rapports sociaux urbains dégagés des processus de domination intrinsèquement présents dans la production capitaliste.

• Une troisième école, plus hétérogène, dans laquelle est renforcé le rôle de la subjectivité de l'individu et qui recourt à des théories, telle la psychanalyse pour éclairer certains déterminants subjectifs : le projet, le symbole, le fantasme, le désir jusqu'à la volonté de puissance...

Si nous jugeons intéressant d'analyser ces différents courants du passé, c'est tout autant en fonction de leur émergence croissante dans la réflexion sur l'urbain de manière générale, que dans la mesure où ils répondent ou peuvent donner des réponses nouvelles à nos interrogations multiples.

— Implicitement ou explicitement articulés à une certaine philosophie de l'histoire, donnant des sens différents à la dynamique sociale, ils sont confrontés tôt ou tard à la question de la prospective : « dans quelle mesure peut-on parler de l'avenir ? qu'est-ce que cela signifie ? »

— Précisant le sens des conduites, des pratiques sociales, ils débouchent aussi sur une certaine analyse de cette pratique particulière qu'est la politique urbaine

— De manière plus générale, ils fournissent des réponses à des questions centrales, telle celle que pose Y. Barel : « Une recherche scientifique sur « l'avenir » est-elle possible ou concevable ? » ; ou la prospective n'est-elle que discours idéologique parmi bien d'autres, ou encore n'est-elle que pratique fantasmatique sécurisante, nous délivrant dans l'ailleurs et demain de l'angoisse d'ici et maintenant ? Que signifie socialement « faire de la prospective ? » Qui, au nom de qui, pour qui (et par qui) ? C'est la dimension socio-politique, son caractère stratégique qui est alors ici objet de réflexion.

Bref, de ces diverses approches critiques appliquées à la « question urbaine », on tentera d'évaluer, d'explicitier les statuts possibles qu'elles confèrent à ces deux pratiques très différentes que sont la prospective et la planification. On reprendra, pour mieux les spécifier, les différencier, les critiques respectives que se sont adressées les tenants de ces diverses tendances, dans la mesure où elles ont été effectivement faites, éventuellement complétées par nos remarques.

1 — LES ÉCOLES SYSTÉMIQUES

D'origine récente, elles se réfèrent à des disciplines multiples où la théorie des systèmes a souvent une interprétation, du moins une adaptation très spécifique :

a) la biologie, où Bertalanffy intègre le concept de système appliqué aux systèmes vivants dans un organicisme transcendant le dualisme théorique mécanisme/vitalisme ;

b) la psychologie, où Piaget dynamise le concept de « gestalt » pour élaborer une épistémologie génétique qui n'est qu'une variété appliquée de son structuralisme génétique ;

c) la recherche opérationnelle, où Quade (aux Etats-Unis), Lange (en Pologne) introduisent les dimensions de la totalité et de la dynamique, l'un dans les procédures de décision (P.P.B.S.), l'autre dans les modèles généraux économiques ;

d) les sciences mathématiques enfin, où Forrester, Mesarovic (aux Etats-Unis) vont développer une nouvelle discipline, la théorie générale des systèmes, axée sur la modélisation des processus complexes de nature déterministe.

Les premières (a et b) mettent l'accent sur *l'unité*, synchronique d'une part (*la totalité et sa structure*), diachronique d'autre part (*la reproduction du système*, préservation de cette unité qui ne veut pas du tout dire reproduction à l'identique). Les secondes (c et d) mettent plutôt l'accent sur les *interdépendances dynamiques* entre éléments de système et les capacités de *commande, d'intervention* des centres de décision sur la dynamique évolutive d'ensemble. Du même coup, une différence centrale divise cette démarche « systémique » commune, face à la manière dont elle rend compte du changement.

Dans le premier courant, le mécanisme, le déterminisme est d'emblée rejeté : les structures ne sont pas les supports invariants d'une dynamique, la charpente qui délimite une évolution, mais les figures transitoires d'un équilibre entre des dynamiques multiples, souvent antagonistes. Que l'on appelle cela mutation, rupture, transition, différenciation, peu importe, mais il y a une génétique structurale qualitative avant même qu'il y ait une dynamique évolutive quantitative.

Dans le second courant, au contraire, la large utilisation inconditionnelle qui est faite des outils mathématiques de formalisation entraîne avec elle les limitations présentées par ces outils mêmes, à savoir leur incapacité à traduire autre chose que des mécanismes élémentaires de type déterministe et non des variations de structure. En particulier, des concepts-clés en matière d'analyse du changement social tels que tensions, antagonismes, conflits et contradictions sont absents de l'arsenal des outils et concepts mathématiques, des matériaux de la formalisation et de la modélisation. C'est à ce titre, fondamentalement, que ce courant reste très proche en fin de compte des approches classiques d'une réalité complexe sociale, tels les systèmes urbains, en constituant un simple dépassement de leur « analytisme ». Commençons donc par les traiter.

1. L'école anglo-saxonne

Nous avons retenu deux « leaders » tant pour leurs référents différents que parce qu'ils encadrent assez bien l'ensemble des démarches possibles au sein de cette tendance : Forrester d'une part, Mac Loughlin d'autre part. Nous n'hésitons pas à qualifier cette école d'« anglo-saxonne » dans la mesure où non seulement les protagonistes sont bien Anglo-Saxons mais aussi dans la

mesure où ce genre de démarche n'a pas réussi à pénétrer dans les pratiques françaises, tant de la planification que de la prospective (et aussi bien d'ailleurs à propos des organisations qu'à propos des systèmes spatiaux, ville, région, etc.). Fait significatif qui distingue les idéologies scientifiques dominantes chez les Anglo-Saxons et chez les Latins : chez les uns la critique se situe toujours sur le terrain du positivisme, chez les autres, plus radicale, elle en sort en démasquant à fond son double contenu politique et idéologique.

a) *Le modèle de Jay Forrester — Ses implications sur la planification et la prospective*

J. Forrester est parti dans sa démarche, de la mise au point d'un instrument de simulation des systèmes complexes, conçu dans un premier temps pour la gestion globale des organisations (*Industrial dynamics*, 1961). Cet outil qui est déjà une extrapolation hâtive d'une conception très mécaniste, déterministe de la réalité, acceptable à propos des systèmes physiques ou techniques, mais qui l'est moins à propos d'une réalité sociale comme l'organisation, a été ensuite extrapolé à la gestion des systèmes urbains (*Urban dynamics*, 1969), à la dynamique planétaire enfin dans une approche résolument prospective (*World dynamics*, 1970) repris par Meadows pour constituer l'essence du premier rapport au Club de Rome (*The limits of the growth*, 1972). La critique que l'on peut faire du modèle de Forrester est constante à travers ces trois niveaux d'application. Reprenons *Urban dynamics* qui concerne notre champ d'étude.

Le modèle de Forrester se présente comme un système de variables mises en relation par des mécanismes élémentaires de causalité : la structure qui constitue ce réseau articulé de variables (et que l'on peut représenter par un graphe) est postulée invariante. L'étude dynamique (par simulation) est donc centrée sur les évolutions quantitatives des valeurs prises par les variables d'état du système, de par leur interdépendance. Autrement dit, de manière sous-jacente, toute dynamique se réduit à une évolution sans « révolution » structurelle. Le choix des variables et relations pour interpréter la réalité est conçu comme simple *traduction* de la réalité empirique : d'où la nature physique, « immédiate » des variables et relations, qui naturellement en fait des variables de type *stock* et des relations de type *flux* (les variables de décision revêtent généralement la forme de variables de réglage de *débîts*).

Ainsi, la réalité est saisie comme une machine hydraulique complexe, reflétant une perception physique de la dynamique urbaine comme système de ressources en interaction. L'homme standard du modèle est tantôt producteur, distributeur ou consommateur de ces ressources, lui-même étant ressource. Schéma descriptif donc, nullement interprétatif ou explicatif. Mais le descriptif se donne pour explicatif dès que le modèle est l'objet d'une simulation censée représenter les états futurs possibles du système, moyennant certaines actions sur le système : là se manifeste le caractère positiviste du modèle forrestérien.

Si l'on ajoute que les relations sont construites souvent à partir de l'observation, traitée statistiquement, des états passés du système, la simulation devient l'extrapolation au futur des tendances et structures du passé. Non seulement le modèle est évolutionniste, mais il est progressiste à court terme. Par contre, la simulation à long terme fait virer inévitablement le modèle au catastrophisme : l'extrapolation d'une structure invariante de production-consommation de ressources conduit fatalement à l'épuisement rapide de certaines de celles-ci. Dans la réalité, il n'en est rien puisque cette structure est l'objet d'évolutions permanentes, si ce n'est de révolutions régulières, du type révolution technologique ou révolution des rapports de production-distribution.

L'attrait du modèle réside dans le fait qu'on peut « jouer » avec des hypothèses d'environnement, des stratégies de décision variées ; qu'il peut donc appuyer un processus de planification ou une réflexion prospective, si ce n'est s'y substituer totalement...

Il est certain que l'utilisation par Meadows d'un tel outil pour faire une prospective tendancielle à l'horizon 2100 de la planète, et les résultats « spectaculaires » auxquels elle a abouti, confondus avec une prophétie d'autant plus « scientifique » qu'elle sort de l'ordinateur, a sensibilisé le grand public à la fois à la prospective et à la portée des instruments mathématiques en ce domaine. Mais les critiques qui lui ont été adressées, loin de faire progresser la scientificité possible de la prospective, ont engendré deux courants de réactions, les uns favorables à un tel type de méthode, les autres condamnant en bloc et la prospective et la technique associée, identifiant d'ailleurs l'une à l'autre.

Pour les premiers, si le modèle est critiquable, c'est parce qu'il n'est pas assez complexe. La critique porte sur la forme et non sur le fond. C'est ainsi que le second rapport au Club de Rome élaboré par Mesarovic et Pestel, prétend tenir compte des critiques faites au premier : effectivement, il est plus sophistiqué. Mais comme le premier, il se réfère à une conception positiviste de la réalité sociale, et il ne peut en être autrement, compte tenu du fait qu'il s'appuie sur des outils conçus a priori, incapable de prendre en compte ou de traduire des concepts tels que des rapports sociaux à caractère antagoniste, mais simplement une fois de plus des expressions physiques de la réalité (flux de ressources par exemple).

Pour les seconds, le caractère irréaliste du contenu du modèle est critiqué en même temps que toute « mathématisation », ou plutôt toute formalisation du devenir social. Si la démarche prospective n'est pas condamnée en même temps, alors elle ne peut être élaborée qu'avec des instruments empiriques non formalisables tels l'expression littéraire, l'image métaphorique, le discours analogique, etc.

S'il est vrai que tout modèle est toujours moins riche que la réalité, que « la carte n'est jamais le territoire », il est vrai aussi que le courant dominant en matière de modélisation mathématique est prisonnier des théories mathématiques nées au siècle dernier, dans un contexte idéologique dominant de positivisme et d'évolutionnisme. Si bien qu'il n'y a jamais eu qu'un courant hégémonique mathématique, celui des mathématiques du continu. Et que les modélisateurs, tels Forrester, Meadows et Mesarovic, en développant des variantes, des prolongements de ce corpus dominant sont amenés à couler la réalité dans de tels schémas continus, évolutifs.

Une démarche plus réaliste consisterait à partir des concepts explicatifs dégagés du concret et à les traduire d'une manière formalisée, mais spécifique. Cette formalisation a l'avantage sur les représentations de l'intellect humain (qui est déjà lui-même une sorte de formalisation, la réalité étant coulée dans nos catégories intellectuelles) d'être plus totalisante, plus intégratrice en dépassant le niveau premier linéaire du discours ou de la pensée.

Signalons à ce titre que depuis peu la théorie des catastrophes de Thom, élaborée à partir des phénomènes concrets de morphogénèse biologique, constitue une rupture radicale avec le corpus mathématique le plus répandu : elle cherche à formaliser en même temps qu'à expliquer les processus de rupture entre structures, de transition entre régimes, de discontinuité entre formes : théorie donc d'une génétique des structures. Si l'on est très loin de son application à l'analyse historique ou prospective des systèmes sociaux, néanmoins on a déjà envisagé l'apport potentiel de cet outil à la prospective (1). Ce qu'il faut donc comprendre, c'est que la formalisation peut être un instrument précieux de traduction et d'interprétation de complexes sociaux en devenir, à condition qu'elle soit élaborée non in abstracto mais par un aller-et-retour régulier entre le réel et le formalisé.

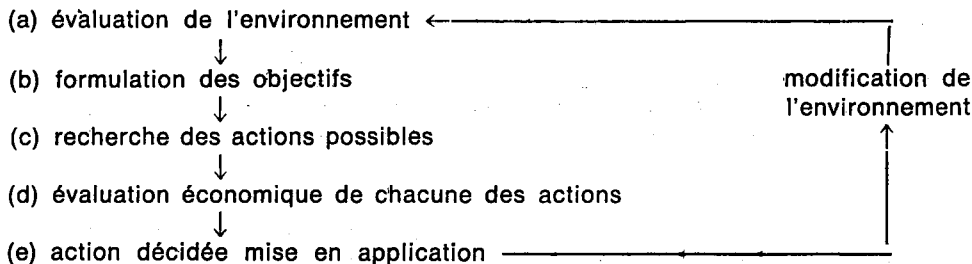
(1) Cf. J. DURAND, « Prospective, discontinuité et instabilité », in *Futuribles*, automne 1975.

b) Le schéma opératoire de Mac Loughlin

Dans son ouvrage qui fit quelque peu sensation (1), Mac Loughlin ne faisait que transposer de manière précise et adaptée, parfois avec quelques réflexions et prolongements personnels, l'approche générale en matière de processus décisionnel vis-à-vis de systèmes complexes que Quade avait conçue sous le nom de « Planning-Programming-Budgeting System » (P.P.B.S.) pour les besoins de la N.A.S.A. dans les années 60, aux prises avec les lourds et complexes programmes Apollo. Là aussi, dans le sillage de Quade, un courant s'était constitué, extrapolant des procédures qui concernaient avant tout des systèmes physiques, à des systèmes socio-économiques comme les organisations (la rationalisation des choix budgétaires (R.C.B.) étant l'avatar français de ce courant). Il s'agit donc en fin de compte d'une procédure pragmatique, visant moins à mieux comprendre qu'à mieux agir, ces deux volets de l'interface décideur/système étant résolument dissociés. Procédure visant donc l'opérationnalité, formulant des règles d'action du point de vue d'un décideur unique, le décideur-planificateur-programmeur.

L'approche « système » est revendiquée parce qu'elle permet de dépasser au nom du réalisme la statique et l'équilibre, le rationnel et l'information supposée parfaite, l'isolement du problème sur lequel on opère par rapport à son environnement, l'analytique enfin. Face à un système en évolution continue, l'intervention du décideur est une opération de guidage et de régulation. Il s'agit d'orienter le changement (« control of change »), de maintenir en le régulant l'évolution du système sur une certaine ligne choisie éventuellement parmi plusieurs par le planificateur, doté de tous les outils de jugement nécessaires à l'élaboration du choix et des objectifs visés et des décisions à prendre pour les réaliser.

D'où une procédure cyclique, itérative, dont la logique pragmatique défie de nombreuses objections à la démarche planificatrice générale (2) :



La phase (d) implique la modélisation du système à planifier, puis la simulation de l'impact des décisions sur le système, d'où plusieurs trajectoires possibles d'évolution du système, ou scénarios, qui permettent alors une évaluation économique des décisions selon des procédures type ratios, coûts (des décisions) / efficacité (de la réalisation des objectifs visés).

Il s'agit donc en fin de compte d'une approche de type technique, voire technocratique, économiste, améliorée sur le plan de la mise en œuvre et parachevée dans son pragmatisme. En tout état de cause, c'est toujours une approche positiviste : le décideur, *unique*, disposant d'une rationalité élargie au temps, ayant la maîtrise parfaite de ses moyens d'intervention, doté de critères objectifs et transcendants à leur champ d'application, extérieur au système qu'il cherche à contrôler, opère sur un système réduit à son expression physique. Une fois de plus, explicitement, le système est réduit à un réseau spatialisé d'échanges (personnes, matière, information, énergie), l'espace étant atomisé en composants élémentaires (à la limite d'un quadrillage abstrait purement géométrique) aux-

(1) Mac LOUGHLIN, *Urban and Regional Planning : A System Approach*. Londres, Faber et Faber, 1969.

(2) Mac LOUGHLIN, *op. cit.*, p. 95.

quels sont associées certaines caractéristiques : prix, charges, coûts, liens de propriété. C'est donc à un être « mort » que s'identifie le système spatial (urbain ou régional) étudié puisque seul le planificateur est doté d'une finalité et de moyens d'intervention, planification et prospective se réduisant à une planification et une prévision physiques de formes, de flux et d'intensités.

On voit donc en quoi se distingue essentiellement cette démarche des démarches classiques : c'est par le contenu anticipatif et global de l'intervention planificatrice. Mais elle ne diffère pas au niveau de l'essence, complètement imprégnée de positivisme.

Résumons donc l'ensemble des conceptions implicites ou explicites de l'école anglo-saxonne : la prospective comme la planification sont le fait d'instances particulières, autonomes, extérieures au système. Moyennant le perfectionnement des outils et techniques d'appréhension du futur et d'intervention sur le présent, la maîtrise du devenir peut être assurée (ainsi que par la même occasion, l'avenir du technocratisme). Les rapports sociaux éludés traduisent une conception conservatrice de l'histoire, substituant aux antagonismes sociaux des dysfonctions physiques réglables. Le conservatisme et l'évolutionnisme de ces conceptions déterminent le contenu normatif du devenir, extrapolation, extension du présent, mais enrichie des leçons tirées des imperfections du passé (1).

2. L'école de la reproduction des systèmes (Y. Barel)

Dans l'école précédente, le système étudié (la ville) est considéré comme objet d'une dynamique évolutive, non orientée : c'est une instance externe qui assigne éventuellement au système des finalités, qui donc normalise sa dynamique. Ici le système est conçu comme doté de sa propre finalité : c'est non seulement une totalité, mais encore une unité, unité que le système cherche à reproduire : ce qui, du même coup, « intentionnalise » sa dynamique, même si au niveau de ses composantes, cette intentionnalité n'est pas directement perçue : on parlera alors de quasi-intentionnalité de la part de ses sous-systèmes constitutifs, dans la mesure où tout se passe comme si, globalement, il en résultait pour le système, une finalité, sa *reproduction*. C'est l'analogie faite avec les systèmes vivants qui guide ici cette reconnaissance, du fait qu'un système social obéit à ce principe de reproduction, qui signifie non la conservation à l'identique, mais plutôt le maintien, moyennant mise en place de nombreux mécanismes ou éléments, d'une structure ou d'éléments essentiels à l'unité du système.

C'est donc en partant des réflexions fondamentales sur les systèmes vivants comme a pu les faire Bertalanffy, qu'un courant de réflexions s'est constitué en France, à l'Université de Grenoble principalement, autour de Barel, Nizard et Roig. De ces chercheurs, nous retiendrons principalement Barel dans la mesure où il a relié cette problématique à la démarche prospective dans un premier temps, à l'analyse des systèmes urbains dans un second temps.

Dans un premier travail (2), inventoriant les divers courants systémiques, leurs fondements et leurs outils, Y. Barel s'est posé une double question en s'efforçant d'y répondre :

- 1) La prospective peut-elle avoir un objet ?
- 2) Si oui, cet objet est-il spécifique ?

(1) En deçà de ces critiques au plan théorique, on peut néanmoins comprendre en quoi ces référents implicites sont acceptés, intégrés même dans les formations anglo-saxonnes : dans ces sociétés, positivisme sociologique et délégation administrative des pouvoirs et compétences à un appareil d'Etat « arbitre neutre » et « expert » sont les deux faces d'une même idéologie que l'on peut qualifier de « social-démocrate ».

(2) Yves BAREL, *Prospective et Analyse de systèmes*. (Coll. Travaux et Recherches de Prospective, n° 14), Paris, La Documentation Française, 1971.

A la première question, certains chercheurs ont pu répondre négativement : si l'objet de la prospective existait, ce ne pourrait être que l'avenir mais, celui-ci étant par définition non réalisé et l'objet d'une science ne pouvant être que l'étude d'une certaine *réalité*, l'avenir ne peut être objet d'étude scientifique. Mais pour répondre plus scientifiquement, il faut s'interroger sur la réalité qu'examinent les sciences sociales et savoir s'il n'y a de réalité que passée ou présente.

Si l'on suit le philosophe tchèque Kosik (1), il ne faut pas confondre le *fait* et la *réalité* : « Pourquoi les faits sont-ils opaques et constituent-ils un problème dont le sens doit être d'abord découvert par la science ? Le fait est un chiffre de la réalité. Son opacité pour la science ingénieuse provient de ce qu'il joue un double rôle... Ne voir qu'un côté des faits, leur immédiatité, ou leur médiatité, leur caractère contingent ou essentiel, équivaut à chiffrer le chiffre, et donc à ne pas comprendre le fait comme chiffre ». De là, il résulte que « l'idée qu'il n'y a qu'un seul passé, et plusieurs avenir, est en partie une illusion d'optique. Elle repose sur la convention implicite que le passé est considéré comme une réalité, et l'avenir comme un ensemble d'hypothèses. Elle consiste, pour reprendre la distinction de Karel Kosik, à assimiler les faits historiques à la réalité historique, au lieu d'admettre que les faits sont un *chiffre* de la réalité. Sur le plan des faits comme chiffre de la réalité, il y a certes plusieurs avenir, mais aussi *plusieurs* passés. Sur le plan de la *réalité*, il n'y a qu'un *seul* passé et qu'un *seul* avenir. L'illusion d'optique consiste donc ici à envisager le passé sous l'angle de la réalité, et l'avenir sous l'angle des faits » (2).

Ceci ne signifie pas pour autant la possibilité de réduire l'histoire, la réalité, à un treillis de déterminations. Pas plus que le passé, le futur n'est pas absolument déterminé. Ne serait-ce que par la possibilité d'apparition de déterminismes nouveaux. Mais on peut appréhender progressivement les déterminismes à l'œuvre, par « un procès d'itération entre le passé et l'avenir (la vérification a posteriori comme élément de préparation de l'exercice prospectif) », à travers « l'expérimentation sociale » que sont « le choix délibéré par l'homme de son ou de ses avenir, la décision collective, la planification, le projet humain ». La prospective est possible à condition d'intégrer l'ensemble des praxis sociales, d'être totalisante, d'intégrer « la prise en considération du normatif, de l'acte politique, du choix idéologique » (3).

Ainsi l'objet de la prospective affirmé se préconisera en « l'étude des relations dynamiques qui s'établissent entre les différentes directions prospectives ». Sur le plan méthodologique, face aux problèmes que soulève la prospective : le problème du passage de la partie au tout (de l'intégration), le problème de la nature de la réalité constituant l'objet d'étude, le problème du traitement aussi scientifique que possible de la décision et de la normativité dans la prospective, l'analyse systémique apparaît comme étant un instrument auxiliaire de la réflexion épistémologique. Ses caractères polymorphes, embryonnaires, ses référents variés parfois opposés ou contradictoires, en dépit de son contenu multidisciplinaire et totalisateur, font apparaître que « ses interrelations avec la prospective sont des plus limitées ». « Mais ce constat négatif se transforme en constat positif si l'on tient compte des *potentialités* de l'approche systémique » (4).

Y. Barel adopte une attitude critique, prudente : une recherche scientifique authentique sur l'avenir est possible, mais elle suppose que la prospective adopte des orientations méthodologiques correctes. Position reformulée à propos de la prospective sociale dans un article d'*Analyse et Prévisions* (5) où Barel critique la tendance anglo-saxonne vers la « sophistication méthodologique »

(1) Karel KOSIK, *La dialectique du concret*. Paris, Maspero, 1970 (épuisé).

(2) Y. BAREL, *op. cit.*, pp. 53-54.

(3) Y. BAREL, *op. cit.*, p. 58.

(4) Y. BAREL, *op. cit.*, p. 131.

(5) Y. BAREL, « Prospective sociale : une proposition de méthode », in *Analyse et Prévisions*, février 1973.

des techniques et méthodes essayant de se surpasser les unes les autres dans la formalisation et le traitement de « l'avenir ». Méthodes où la forme, le contenu méthodologique se substituent complètement au contenu, à la matière primitive dont sont faits les modèles utilisés, contenu incapable d'émerger de l'utilisation des méthodes elles-mêmes, méthodes qui doivent être subordonnées à ce contenu : « On peut construire un scénario admirable une fois qu'on sait comment les événements, les hommes, les institutions, les processus sociaux se produisent et se reproduisent entre eux, c'est-à-dire une fois qu'on a la maîtrise théorique des déterminismes (et indéterminismes) socio-culturels. On peut faire sortir cette maîtrise de la technique des scénarios elle-même » (1).

Donc, avant de penser technique et méthode de prospective, il faut penser théorie des formations sociales. C'est là l'objet de la recherche de Barel, qui aboutira à la *reproduction sociale* (2). Les formations sociales des marxistes sont un cas particulier des systèmes vivants dont le mode de structuration et de fonctionnement serait dominé par la finalité de reproduction. Reproduction qui implique la différenciation, la croissance, le changement, continu ou discontinu, qui est aussi unité de contraires — unité de contradictions sociales, unité du changement et de l'invariance, unité de la continuité et de la discontinuité —, qui est enfin un processus finalisé : quelles que soient les intentions des systèmes et acteurs sociaux, certains résultats, invariants pour un temps, seront obtenus.

Appliquée aux formations sociales, la théorie de la reproduction reconnaît deux sortes d'éléments et relations entre éléments au sein d'une formation sociale : les uns sont *spécifiques*, les autres sont *associés*. La disparition des premiers interrompt un cycle de reproduction sociale et en inaugure un autre : elle marque la relève d'une formation par une autre. Par contre, la présence des seconds, nécessaire à la reproduction de la formation sociale, ne définit pas en quoi cette formation diffère d'autres. Alors la dynamique sociale peut s'interpréter comme un processus continu de connexions et déconnexions entre divers éléments des deux catégories. A côté de phénomènes spécifiques, articulés en réseaux centripètes prennent place des phénomènes indifférents ou marginaux constitués en réseaux dans un premier temps centrifuges. Mais une destructuration des connexions entre éléments spécifiques et une structuration des connexions entre éléments associés, une augmentation de l'importance des seconds par rapport aux premiers, peuvent conduire à un renversement, à une discontinuité, c'est-à-dire à l'apparition d'un nouveau réseau centripète, constitué par les anciens éléments et relations associés. C'est dans la reproduction *marginale* qui accompagne toujours la reproduction sociale *essentielle*, que se trame la discontinuité.

Ainsi, dans *La reproduction sociale*, Barel tentera d'appliquer son schéma à la transition du mode de production féodal au mode de production capitaliste, transition qui ne peut être comprise que par l'analyse de la formation sociale globale : c'est moins dans le mode de production féodal que dans la formation féodale que résident les mécanismes de la transition. La même démarche peut être tentée dans une optique prospective, par exemple à propos de la formation sociale française contemporaine. Citons Barel à ce sujet (3) : « La société française actuelle est une formation sociale, à une certaine étape de son développement. C'est une société à dominante capitaliste, mais où l'on peut noter l'existence de nombreux éléments et relations associés et aussi marginaux : « survivances » d'anciennes formations comme l'Etat, le petit commerce, une partie de l'agriculture..., et émergence ou ré-émergence de phénomènes nouveaux comme le secteur public de production, la planification, le développement accéléré d'activités à base de matière grise, la « crise » de la jeunesse et de la famille, etc. Ces notations en vrac ne constituent, bien évidemment, ni

(1) Y. BAREL, art. cit., *Analyse et Prévision*, février 1973, p. 145.

(2) Y. BAREL, *La reproduction sociale. Systèmes vivants, Invariance et changement*. Paris, Editions Anthropos, 1973.

(3) Article d'*Analyse et de Prévision*, déjà cité, pp. 153-154.

une description, ni un diagnostic, ni même un choix des phénomènes jugés les plus importants. Toute l'analyse reste à faire. Mais elle peut être faite. Elle consisterait à identifier le plus soigneusement possible les éléments et relations spécifiques et associés de la formation sociale et, parmi ces derniers, les éléments marginaux ; à sonder la solidarité et l'importance des liens entre éléments spécifiques ; à repérer l'apparition ou l'importance nouvelle des liens entre éléments associés ; et, en définitive, à chercher à répondre à la question suivante : est-ce que, dans la masse des changements actuels, il existe des présomptions sérieuses qui permettent de penser qu'un nouveau réseau centripète émerge au sein de l'ancien et, par conséquent, qu'une nouvelle formation sociale frappe à la porte de l'ancienne ? La réponse à cette question — dont il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il soit possible de la donner, même au terme de la recherche la plus consciencieuse — est, on le voit, du type prospectif le plus pur ; mais c'est une prospective qui se fonde non sur la divination du « futur », mais sur l'examen de la réalité sociale contemporaine ; non sur l'emploi d'une technique ou d'un jeu de techniques « prospectives » sophistiquées, mais sur la totalité de ce que les sciences sociales et humaines peuvent offrir, pour l'instant, de valable sur le plan de la méthode ».

Le thème de la transition de la féodalité au capitalisme va être l'objet d'une recherche plus approfondie par Barel, plus centrée précisément sur les systèmes urbains médiévaux et leur désagrégation progressive (1). Plus que jamais l'approche systémique est revendiquée. Refusant de réduire les forces de détermination du changement social à une partie du système qui en serait le « cœur » et se condenserait sous la forme du mode de production dominant de la formation sociale, il s'agit de mesurer la force de détermination du « tout », du système ou de la formation, « devenu objet théorique au même titre et au même niveau que le mode de production ». Un « tout », fait d'événements multiples, autonomes dans un premier temps, pouvant « se rencontrer » accidentellement par la suite, système irréductible soit à une somme de conjonctures soit au développement d'une structure, mais combinaison des deux.

C'est en cela (irréductibilité des déterminismes à une structure-« mère », combinaison de déterminismes et d'indéterminismes) que Barel s'écarte des analyses théoriques de certains marxistes, tout particulièrement celles qui se rattachent à l'école d'Althusser et dont il sera question plus loin. Non sans malice d'ailleurs, Barel entend d'ailleurs ainsi « faire un pas dans la direction souhaitée par Vilar », l'historien marxiste qui semble se détacher d'une certaine orthodoxie (2) : « Il serait plus urgent d'élaborer des méthodes pour passer de la théorie à l'analyse des cas (ces cadres offerts à l'action), où il ne s'agit généralement ni d'un seul mode de production, ni d'une « transition » vers l'un d'eux, mais d'une combinaison complexe, parfois fort stable, non seulement de deux, mais de *plusieurs* modes de production. La distinction entre la « formation économique-sociale » réelle et l'objet théorique « mode de production » devrait à présent être familière. Mais ce qu'il faudrait savoir (je me suis souvent posé ce problème) c'est si une structure complexe, une « *structure de structures* », porte en soi, comme le mode de production, une certaine force de détermination, une « efficace ».

C'est donc la recherche d'un « système disruptif » émergeant des conditions même de la reproduction du système médiéval urbain qui constitue l'objet de la recherche de Y. Barel. Pour la démonstration de sa théorie, il est indispensable de travailler sur le passé, mais si l'on a bien compris la théorie explicative de Barel, la même démarche peut avoir une portée *prospective*.

Plutôt que de conclure sa dernière recherche, Barel semble ouvrir dans son « anti-conclusion » une nouvelle série de réflexions : le *système social* tel qu'il

(1) Y. BAREL, *Une approche systémique de la ville*, III. Grenoble, I.R.E.P., 1974.

(2) « Histoire marxiste, histoire en construction », *Faire l'histoire*. Paris, Éditions Sociales, 1974.

a été défini est un *symbole*, à la fois par son sens multiple, pluridimensionnel et ambigu, par sa théorisation possible (qui est en même temps symbolisation), enfin parce que les conduites sociales dans le système social sont équivalentes à des conduites symboliques : « Par définition, les conduites symboliques et systémiques ne sont pas de purs réflexes ou des automatismes. Elles sont à base de contradictions vécues, d'hésitations, et connaissent les erreurs. De ces hésitations, contradictions et erreurs, naît, selon certains, la conscience. Les conduites systémiques engendrent donc un symbolisme au second degré : le symbolisme réflexif sur les conduites systémiques, d'où naissent les stratégies conscientes et les idéologies systémiques. On passe ainsi sans effort du système « objectif » à ses idéologies et ses imaginaires qui, liés aux conduites, sont tout aussi « objectifs » que le système (ou faut-il dire que le système est tout aussi « subjectif » qu'eux ? »).

Ne s'agit-il pas là d'un retour au concept de *praxis*, définissant le contenu objectif et subjectif de l'homme sujet, doté d'un projet qui fait de sa politique, une stratégie ? Autrement dit, Barel semble faire éclater toute réalité sociale en deux volets indissociables, l'image subjective des conditions objectives et l'image objective des conduites subjectives. Après avoir étudié fondamentalement, dans sa recherche sur le système urbain médiéval, des conduites objectives, il resterait donc à introduire tous les facteurs subjectifs. L'analyse systémique peut et doit s'y engager : « L'approche par les systèmes, si elle veut devenir moins parcellaire, doit réussir à inclure toute la « subjectivité », des choix humains dans l'« objectivité » de la reproduction des systèmes sociaux. A ce propos, on peut observer qu'il est très souvent fait reproche à l'approche par les systèmes d'écarter cette « subjectivité » et de présenter une sorte de mécanique sociale sans sujets et sans marge de jeu par rapport aux processus « objectifs ». C'est un reproche fondé s'il se présente comme une partie de la critique sociologique et idéologique de l'analyse de systèmes. Il faut par contre le récuser s'il signifie que l'idée de système comporterait en soi un obstacle épistémologique à la prise en compte de la subjectivité de la reproduction ».

C'est ainsi que l'on peut interpréter les orientations de recherche de B. Crousse (1) comme dans le prolongement direct des interrogations et orientations de Barel, par un « décentrement opéré en faveur de l'analyse systémique à partir des disciplines existantes » relatives à la subjectivité : histoire, linguistique, psychologie sociale, psychanalyse, etc. » Ce rôle des phénomènes subjectifs est étudié ici dans le secteur limité des phénomènes urbains ; il peut l'être et il doit l'être aussi pour l'ensemble des phénomènes sociaux. La compréhension de ce rôle est probablement une clé décisive (pas la seule, mais une clé) de la connaissance des processus qui réalisent la reproduction de ses phénomènes. L'approche livre, et elle seule peut le faire, un certain nombre de données et de mécanismes qui déterminent en profondeur le fonctionnement des systèmes urbains. Par voie de conséquence, mais dans des prolongements plus lointains que l'on ne peut évoquer que brièvement ici, il permet de mieux comprendre le rôle de ces phénomènes en prospective et dans la théorie de la planification, de mieux scruter, par exemple, la spécificité de l'utopie et de la science-fiction et en même temps de leurs relations avec la prospective et la planification (...). Lorsqu'on est amené à constater que certaines représentations subjectives possédées par les habitants d'une ville déterminent dans une certaine mesure le développement de cette ville, et donc sa reproduction, on peut s'aviser qu'une situation semblable peut être constatée si l'on examine les projections imaginaires qui appartiennent, de manière plus générale, à la prospective et à l'utopie. Dans les scénarios de la prospective, pour nous limiter à ce très bref parallèle, lorsque le travail du chercheur s'arrête à un de ceux-ci, ne va pas plus loin et le reconnaît comme le futur le plus probable, l'« image »

(1) Bernard CROUSSE, *Phénomènes subjectifs et analyse systémique de la ville*, Grenoble, I.R.E.P., octobre 1974. (Ronéotypé).

à laquelle il s'arrête détermine étroitement toute la « réalité » qu'il va déduire progressivement de l'image. Mutatis mutandis, il se passe sans doute un même phénomène dans l'« emprise » de l'imaginaire sur les habitants de la ville » (1).

Si Barel se soucie peu des pratiques de planification, pour mettre l'accent sur la portée prospective de sa théorie, c'est parce que ces pratiques n'ont pas de place privilégiée à côté des autres pratiques concernant le système urbain par rapport au niveau global, « transtructurel » où il se place. Il s'agit de stratégies orientées sans aucun doute par des projets, par des schémas prospectifs. Mais ceux-ci aussi ne sauraient être confondus avec la « méta-prospective » qui intéresse Barel, à savoir un discours scientifique sur la *réalité* du devenir, résultante complexe de forces sociales que la simple sommation de chacune d'elles ne suffit pas à exprimer. Mais en deçà de cet objectif ambitieux, analyse systématique et prise en compte conjointe des facteurs subjectifs doivent permettre une meilleure explicitation de chacune des forces sociales en jeu.

2 — LES ÉCOLES MARXISTES

Parmi les nombreuses tendances théoriques qu'a engendrées la pensée de Marx, tantôt simples variantes, tantôt courants antinomiques, nous avons retenu celles qui d'une part s'inscrivent dans l'actualité des recherches et confrontations, qui d'autre part ont abordé au moins l'un des deux thèmes qui nous intéressent ici, l'urbain et la prospective.

Quatre d'entre elles ont donc été ainsi retenues. Trois d'entre elles ont des racines déjà anciennes : relecture ou prolongement des travaux de Marx, elles diffèrent selon la place accordée aux hommes dans la construction de l'histoire :

— tout d'abord la « Nouvelle Ecole Française » issue des « relectures » du *Capital* faites par L. Althusser principalement (2) et E. Balibar, J. Rancière, R. Estabiet, N. Poulantzas et C. Bettelheim enfin ; oubliant ce que la période stalinienne avait coûté à la réflexion et à l'approfondissement du marxisme, par une canonisation en « matérialisme dialectique » figé et dogmatique, il s'agit pour ces auteurs de revenir à une certaine orthodoxie oubliée. S'appuyant principalement sur les textes et écrits de maturité de Marx, tel *Le Capital*, le déterminisme des rapports sociaux articulés en « structures » y est promu comme postulat fondamental. L'économisme de la période stalinienne est atténué par le poids important accordé aux articulations entre les diverses structures, pas seulement économiques, lesquelles néanmoins restent « déterminantes en dernière instance ».

— plus « orthodoxe », par le fait qu'il trouve dans les écrits économiques de Marx tous les concepts dont il a besoin, un courant classique s'attachant à analyser le réel à partir des concepts économiques simples de Marx (valeur d'usage, valeur d'échange, évolution, socialisation et forces productives, etc.) et de la reconnaissance du « capitalisme monopoliste d'Etat », figure spécifique contemporaine de capitalisme dans son évolution historique.

— il existe un courant antinomique aux précédents, qualifié depuis Lénine de « gauchisme théorique », caractérisé par la place fondamentale assignée au-delà des rapports sociaux objectifs, aux facteurs subjectifs déterminant en partie les pratiques sociales, ou mieux encore les praxis sociales. La classe

(1) B. CROUSSE, *op. cit.*, p. 5.

(2) Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, (Théorie, 1). Paris, Maspéro, 1965. Louis ALTHUSSER et Etienne BALIBAR, *Lire le Capital*, I et II. Paris, Fr. Maspéro, 1968.

est autant un être objectif défini par les rapports de production qu'un sujet historique dont la praxis n'est pas entièrement déterminée par les conditions objectives dans lesquelles il se situe.

La quatrième école retenue se définit moins comme un prolongement direct du marxisme que comme un renouveau nécessaire, une actualisation qui s'impose, en dépassant du même coup les schémas classiques : c'est H. Lefebvre que nous associons à cette tendance qui considère la « société industrielle » en voie de dépassement par la « société urbaine », porteuse de nouveaux antagonismes et clivages sociaux : dans la problématique de l'espace — problématique enveloppant celle de l'avenir urbain, qui reste pour une large part à définir —, il y a présence de la problématique de la ville et de son extension ou présence de la problématique du quotidien et de la « consommation programmée ». C'est sur la base d'une problématique de l'espace que peut s'élaborer « un projet d'un autre espace et d'un autre temps » (1).

1. L'école althussérienne

C'est l'œuvre d'Althusser, *Pour Marx*, qui inaugure une réforme théorique au niveau de la philosophie marxiste et de ses implications sur la compréhension du changement social en particulier, suivie de travaux d'autres chercheurs (Balibar, Bettelheim, Poulantzas notamment). Ce qui fait l'originalité de ce courant, c'est l'introduction massive de la structure jusqu'à parler d'une « causalité structurale », ce qui a pu faire qualifier ce courant de structuralo-marxisme. On peut résumer les principales thèses sur l'analyse des formations sociales ainsi :

- Le réel se présente comme un tout structuré de rapports, une structure de structures.
- Ces structures articulent des rapports qui se présentent comme autant de « contradictions » entre deux aspects ; d'une certaine manière, structures et contradictions s'identifient.
- Dans le tout complexe, il existe une structure ou contradiction dominante (ou principale), dite déterminante en dernière instance.
- Les structures et contradictions dominées (ou secondaires) ont un rôle déterminant et une autonomie propres qui sont précisées par la structure dominante.
- La détermination en dernière instance est l'économique ; mais cela ne signifie pas que l'économique joue toujours le rôle dominant dans le maintien de la structure du tout : la dominance peut se déplacer dans d'autres structures et le bouleversement de la structure du tout résulte de la « condensation » des contradictions en un « lieu stratégique », l'instance politique par exemple (c'est donc la condamnation des schémas basés sur une contradiction unique : forces productives/rapports de production).

Les modes de production constitutifs d'une formation sociale sont conçus comme des concepts articulant toujours trois niveaux ou trois instances, économique, politique et idéologique (2). Ce qui caractérise la politique dans le mode de production capitaliste, c'est son caractère autonome et unitaire : ce qui implique que l'appareil politique d'Etat peut être pris tel quel par les classes dominées, mais en bloc et non grignoté par l'investissement des micro-pouvoirs

(1) Henri LEFEBVRE, *La production de l'espace*. Paris, Ed. Anthropos, 1974.

(2) Pour la définition des deux derniers points, cf. Nicos POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*. Paris, Fr. Maspero, 1968 (épuisé).

qui le constituent, tel le pouvoir municipal. Cette thèse de l'autonomie relative de l'appareil politique, soutenue par Balibar et Poulantzas débouche sur la critique chez ce dernier du concept de « capitalisme monopoliste d'Etat » qui soude deux instances en « l'Etat — commis de monopoles »... Autrement dit, la démarche théorique qui conduit à reconnaître le « capitalisme monopoliste d'Etat » comme stade structurel suivant le « capitalisme monopoliste », et la démarche théorique althussérienne, d'origine différente, ne s'articulent pas logiquement (cf. infra).

Par ailleurs, la multiplicité des modes de production, le caractère de « bloc au pouvoir », fait de classes et fractions de classes impliquées dans des modes différents, le jeu des dominances variées possibles, interdisent toute prospective purement économiste à propos d'une formation sociale. Comment s'explique alors le changement, la transition entre deux modes ? Parce que le mode de production contient le processus de reproduction de sa propre structure, les conditions du passage d'une structure à une autre ne peuvent se trouver dans le fonctionnement même de la structure antérieure, ce qui implique que chaque passage est « révolution ».

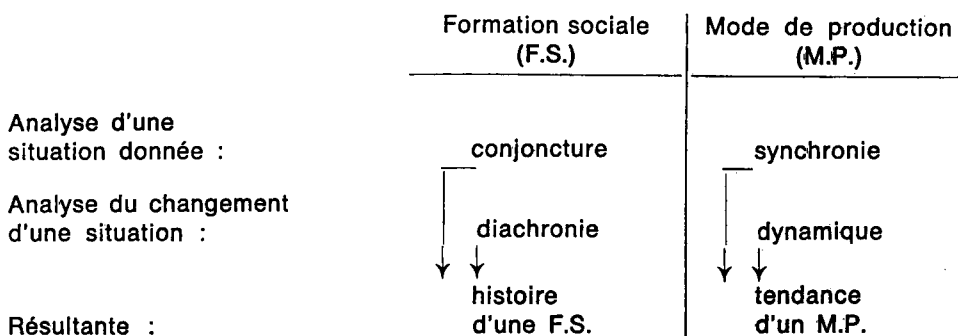
Pour Balibar, la transition s'explique par un décalage entre structures, par une « non-correspondance » progressive jusqu'à un certain stade critique entre l'économique et le politique, si bien qu'il y a, dans la prospective des transitions, primat du politique, structure par laquelle s'opère une nouvelle correspondance et s'abrègent les phases de non-correspondance, c'est-à-dire de « transition ».

Pour Poulantzas, l'interprétation est très différente : délimitées étroitement par les structures, il existe néanmoins un « champ de pratiques sociales », le lieu des luttes de classes, ayant leur efficacité propre sur les structures elles-mêmes ; en aucun cas, une instance structurelle ne peut être confondue avec une pratique.

Une philosophie de l'histoire, en partie explicitée par Althusser, se dégage de cette théorie avec ses variantes :

- il n'y a pas un temps simple fondamental historique commun à une formation sociale, mais des temporalités différentes propres à chaque mode qui s'articulent dans un temps historique complexe ;
- l'histoire est un « procès sans sujet », un « théâtre sans auteur » (Althusser), sur la scène duquel « les individus ne sont que des masques » (Balibar) et dont la machinerie est un complexe de structures qui sont ainsi, si l'on peut dire, les « sujets » de l'histoire, en distribuant les rôles et en orientant les répertoires.

Quelles sont les portées, méthodes et limites que définit une telle théorie en matière de prospective ? Pour cela il faut partir du schéma qui spécifie, selon qu'il s'agit de mode unique ou de complexe de modes, l'analyse d'une situation donnée et l'analyse du changement d'une situation (1) :



(1) Nous nous appuyons ici sur la théorisation faite par A. LIPIETZ et H. ROUILLHAULT. Cf. *Infra*.

On peut en déduire deux démarches prospectives possibles :

1) l'une, à propos d'un mode de production unique et déterminé : *l'analyse tendancielle* qui est l'explicitation à long terme du développement d'une structure, dans sa temporalité propre, selon sa dynamique propre, à partir d'un état synchronique donné, « les conditions initiales », indépendamment des autres modes de production, autrement dit indépendamment d'une conjoncture et d'une diachronie plus globales. Il s'agit donc d'une réflexion théorique sur une structure abstraite, qui nous informe sur ce qui « tend à se passer » dans une structure particulière, mais ne se réalisera pas forcément, puisqu'on a fait abstraction de tout un contexte. Ainsi en est-il d'œuvres marxistes telles que *Le Manifeste communiste* ou *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ce dernier effaçant en quelque sorte nécessairement le premier, puisque formulé à partir d'une conjoncture nouvelle.

2) l'autre, à propos d'une formation sociale : le *pronostic*, évaluation des possibilités de diachronie future, à partir d'une conjoncture précise des rapports d'autonomie/dominance entre diverses structures, des rapports d'articulation entre divers modes au sein de la formation sociale. C'est le prolongement du simple *diagnostic*, analyse de la conjoncture concrète présente et déjà analysée très difficile, qui nous dit « ce qui peut effectivement se passer » à partir du moment actuel et dans un horizon très limité. La difficulté du pronostic est telle d'ailleurs qu'il est préférable de s'en remettre plutôt à une série continue « en temps réel » de diagnostics, du point de vue de la pratique politique et de son efficacité.

Pratiquement donc, la prospective selon le matérialisme historique précisé par cette école relève de deux formes :

- l'analyse tendancielle, indicative et théorique, portant sur un long terme abstrait,
- le diagnostic, stratégique et pratique, limité au court terme immédiat et concret.

Les démarches prospectives seront des démarches à double contenu :

- l'une critique, en révélant les effets attendus d'un mode particulier, les contradictions qu'il développe,
- l'autre politique, en constituant la base de construction de stratégies.

Cette école défendant un point de vue de classes, orientera donc ses interventions publiques en matière de prospective sur le terrain de l'analyse tendancielle, et dans la conjoncture actuelle, plus précisément, sur la matière dont le mode de production capitaliste (M.P.C.) concentré ou le capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.), selon les auteurs, marque tendanciellement une formation sociale, imprime sa domination sur l'ensemble des autres structures et modes de production.

Les implications sur les analyses spatiales

La conception de l'appareil d'Etat, le rôle déterminant de l'économie définissent précisément le type d'analyse qui sera faite de l'espace : les politiques spatiales du capital et de « l'Etat-commis de monopoles » (planification, prospective, politiques urbaines) ne peuvent être analysées et critiquées qu'en tant que politiques de classe (ou de fraction de classe, ou d'alliances de fractions), plus précisément en tant qu'expressions spatiales de politique ou stratégies économiques. Il ne peut y avoir donc d'autre prospective urbaine qu'une prospective de la formation locale, elle-même déterminée par une prospective de la formation nationale, dans laquelle le mode de production imprime sa domination : la « question urbaine » est un volet de la question économique. L'espace est donc analysé moins à travers certaines de ses unités (ville, région)

qu'à travers sa structuration d'ensemble par les forces économiques : d'où la place importante accordée aux processus de division sociale, économique et technique de l'espace, division à niveaux multiples, hiérarchisés. Planification et prospective ne peuvent être comprises ou s'appliquer qu'en référence à une structure emboîtée de zones et sous-zones définies par ces processus, même si leur objet spécifique est une unité spatiale, telle la ville ou un réseau de villes.

Pour illustrer les applications de cette démarche, nous avons repris les travaux de Castells qui recouvrent l'ensemble des thèmes qui nous intéressent (politique urbaine, planification et prospective).

Dans un article déjà ancien (1), après avoir critiqué les conceptions positivistes, technicistes, principalement anglo-saxonnes de la planification urbaine, M. Castells reconnaît la nécessité d'utiliser l'appareil théorique althussérien, particulièrement les travaux de Poulantzas, moyennant quelques « simplifications » de terminologie (système pour instance, élément pour structure, etc.). Quatre éléments organisent le système urbain : la P(roduction), la C(onsommation), l'E(change), la G(estion), tandis que « le système d'actions urbaines résulte de la répartition des agents sociaux dans les différents éléments et sous-éléments du système urbain », définis « plus concrètement, par leur insertion dans une série de dichotomies fondamentales » : production/consommation ; gestion investie d'autorité ou exercée par des organisations ; niveau local, niveau global. Alors « la planification urbaine est l'intervention du système politique sur une réalité donnée pour contrebalancer les décalages exprimés :

(décalage (re) production P) $\rightarrow$ (G $\rightarrow$ P)
(décalage (re) production C) $\rightarrow$ (G $\rightarrow$ C) »

($\rightarrow$ signifie « intervention de... sur... »).

Les politiques urbaines sont déterminées par les rapports entre structures et pratiques, dirait Poulantzas : « Les rapports entre système urbain et système des acteurs sont l'expression spécifique des rapports entre les divers systèmes et pratiques de la société concrète étudiée. L'état de la structure sociale (conjoncture) est la cause structurale, efficace dans sa non-présence, des rapports entre les deux systèmes, aboutissant à donner un contenu précis à l'opération urbanistique ».

Dans *La question urbaine* (2), Castells développe une théorie générale de l'urbain esquissée dans l'article précédent. La politique urbaine émerge en particulier en tant que champ théorique à condition d'être saisie selon la théorie générale de Poulantzas transposée à l'urbain, dialectique de déterminants structuraux et de pratiques politiques. « Le cœur de l'analyse sociologique de la question urbaine est dans l'étude de la politique urbaine, c'est-à-dire de l'articulation spécifique des processus désignés comme « urbains » au champ de la lutte des classes et, par conséquent, à l'intervention de l'instance politique (appareils d'Etat) — objet, centre et enjeu de la lutte politique » (3). Si le diagnostic d'une situation renvoie à l'analyse de la conjoncture, la compréhension du changement, elle, renvoie à l'instance politique : « Seule, la matrice structurale (à dominante) d'une société la rend intelligible, mais seule l'analyse du processus politique permet de comprendre une situation concrète et sa transformation » (3).

Mais ces pratiques (ou processus) politiques ne sont pas la pure transcription des structures sociales : « c'est en situant les éléments de la structure sociale dans un contexte théorique préalable qu'on arrive à rendre significatives les

(1) Manuel CASTELLS, « Vers une théorie sociologique de la planification urbaine », in *Sociologie du travail*, 4/1969.

(2) Manuel CASTELLS, *La question urbaine*. Paris, Fr. Maspéro, 1971.

(3) *La question urbaine*, op. cit., p. 307.

pratiques concrètement observées et alors, et seulement alors, on peut retrouver cette fameuse « autonomie » des « acteurs », c'est-à-dire leur détermination à un deuxième niveau, du fait de la combinaison spécifique des pratiques qui se produisent dans une conjoncture » (1). Quoique « indissolublement liés », la planification urbaine et les mouvements sociaux urbains constituent ainsi les deux champs analytiques de l'étude de la politique urbaine. Les deux recherches suivantes de Castells, l'une sur la « sociologie des mouvements sociaux urbains » en Région parisienne (1974), l'autre sur le processus d'urbanisation du littoral dunkerquois (1973) développent ces deux volets. De cette dernière recherche, il ressort d'une part le caractère déterminant de l'économique sur le contenu et le sens de la planification, qu'ils soient économiques, politiques ou idéologiques, d'autre part le caractère moteur des mouvements sociaux, sources premières du changement structurel au niveau d'un système urbain, mais fondés sur des contradictions secondaires, leur capacité de changement structurel dépendant de leur aptitude à s'articuler à d'autres contradictions sociales. Plus spécifiquement, Castells conclue sa recherche en dégagant un *schéma prospectif tendanciel* de l'urbanisation, sous la logique dominante et déterminante du capitalisme monopoliste d'Etat : la ville industrielle fait place tendanciellement à « Monopolville » dont Dunkerque représente une sorte de maquette, caractérisée par l'interpénétration et l'hégémonie conjointes des grandes entreprises et de l'appareil d'Etat, rythmée par les cadences de la production et de la consommation collective entièrement contrôlées par ces instances. De cette analyse tendancielle au diagnostic sur le mouvement futur réel, il y a une distance importante (cf. supra) que Castells semble pourtant sauter dans la partie ultime de sa conclusion : « Une telle ville, machine de reproduction chargée du capital monopoliste, prend ainsi l'allure d'un univers totalitaire. Totalitaire, elle l'est. Mais, par contre, comme toute totalité historique, elle est ouverte à son propre dépassement à travers des contradictions qu'elle-même suscite (...). C'est ainsi qu'à travers le brouillard grisailleux d'une Monopolville qui s'étend sans cesse, percent à l'horizon les lueurs lointaines de la ville libérée » (p. 771). Mais l'originalité et le résultat premier de la recherche se situent moins là que dans l'effort de transcription et de validation de l'appareil théorique issu de l'école althussérienne sur un terrain concret, avec toutes sa complexité et son hétérogénéité.

Ce qui n'est pas indifférent à la « démonstration » de l'avènement de Monopolville, c'est le choix du terrain : le littoral de Dunkerque constitue bien, à l'instar du complexe de Fos, une zone investie par le grand capital. Mais peut-on généraliser ou extrapoler à d'autres zones urbaines, la « maquette » de ville ou zone modelée par le C.M.E. que constitue la région de Dunkerque ?

Lorsque d'autres chercheurs ont étudié la planification urbaine dans des villes où le déferlement du mode dominant économique (capitalisme monopoliste) n'avait pas l'ampleur qu'il a dans les grandes opérations d'aménagement où l'appareil d'Etat et les grandes entreprises imposent aux formations locales leur logique solidaire en investissant ou en court-circuitant, par le déploiement d'institutions parallèles, les institutions locales de politique urbaine, les analyses convergent vers la mise en évidence du jeu complexe des institutions locales (D.D.E., Municipalité, Syndicats d'étude ou de réalisation, agences d'urbanisme, O.R.E.A.M. éventuellement), où s'affrontent diverses fractions des forces sociales dominantes autour de la défense de leurs intérêts économiques exclusifs.

Les études menées par S. Biarez, P. Kukawka, C. Mingasson et autres sur Roanne et l'agglomération grenobloise (2) reprennent les concepts et idées forces de Poulantzas.

(1) La question urbaine, op. cit., pp. 315-316.

(2) « La place de l'institution communale dans l'organisation de la domination politique de classe en milieu urbain - Le cas de Roanne », rapport D.G.R.S.T. de 1972 ; « L'urbanisme concerté : les ambiguïtés grenobloises », in *Sociologie du travail*, 4/1970.

Ainsi à Roanne, c'est moins la lutte de classes qui est déterminante de la politique urbaine que la confrontation entre deux fractions de la bourgeoisie : d'une part la moyenne bourgeoisie industrielle localement dominante aux niveaux économique et politique et qui « tient » la municipalité, d'autre part la grande bourgeoisie monopoliste dominante au niveau national représentée par le député local. Les antagonismes entre les deux modes économiques auxquels s'articulent ces fractions s'expriment sur le terrain *politique* autour de l'enjeu municipal. La politique urbaine est alors soumise à une logique purement politique, en visant l'organisation spatiale de la domination politique de la fraction au pouvoir (local), en réduisant le traitement économique au seul espace qu'elle contrôle politiquement : plutôt promouvoir une Association 1901 pour l'établissement du S.D.A.U. qu'avoir recours à une commission S.D.A.U.-D.D.E.-Municipalité ; rejet d'un système de coopération intracommunal puisque seul le centre est contrôlé, etc. Mais c'est finalement l'appareil d'Etat central qui reste maître des manœuvres politiques : en accordant à la municipalité tout ce qu'elle demande, il établit avec elle un compromis pour la dissuader de tenter d'organiser une représentation politique du type troisième force. Dans le cas de l'agglomération grenobloise, c'est d'une autre manière que la logique centrale s'impose aux intérêts divergents, en exploitant les décisions et préoccupations d'autonomie de Grenoble et des communes périphériques. Les syndicats d'étude et de réalisation ne sont que l'expression d'une concertation toute formelle, au sein de laquelle la D.D.E. reste « arbitre » et déterminante en fin de course.

2. Le courant économiste : le capitalisme monopoliste d'Etat

C'est ainsi que l'on peut qualifier ce courant à double titre :

— d'une part, parce qu'il n'éprouve pas le besoin de s'appuyer sur une « relecture » de Marx : tous les concepts fondamentaux se trouvent dans son œuvre économique, au moins sous une forme analytique : valeur d'échange, valeur d'usage, rapports de production, etc.

— d'autre part, c'est bien l'économie qui constitue la scène fondamentale, le plateau du théâtre où se joue l'histoire, les superstructures n'étant que les décors, amovibles mais subordonnés à la scène économique.

De Marx à nos jours, les formations sociales ont évolué et les structures économiques se cristallisent aujourd'hui dans un nouveau complexe de rapports, un nouveau « stade » du capitalisme, à savoir le *capitalisme monopoliste d'Etat* : cette reconnaissance a été entérinée dans ses significations scientifique et politique par le Colloque de Choisy-le-Roi de 1966, réunissant les économistes de divers partis communistes, dont Boccara notamment, pour les Français.

Comme on va le préciser, l'évolution urbaine fait partie intégrante de l'évolution des forces productives : moins qu'une projection sur l'espace de celles-ci, cela en constitue l'expression même. Au fond, pour caricaturer, la « question urbaine » est sans objet : c'est un faux-sujet en tant que telle.

En effet, l'analyse de la ville et de l'urbanisation par des chercheurs utilisant comme cadre général d'analyse la théorie en train de s'élaborer (1) du capitalisme monopoliste d'Etat, prend comme concept général celui des « conditions générales de la production » : les rapports entre développement des forces productives et accumulation du capital ne se limitent nullement au travail dans l'atelier ou l'unité de production ; la socialisation des forces productives, consécutive au développement de la plus-value relative, n'est nullement limitée à la formation du « travailleur collectif » sur le lieu de la production ; au contraire, la socialisation s'étend à l'ensemble du capital social.

(1) Pour ce qui concerne la ville, l'urbanisation et l'Etat.

Ainsi ce qui va spécifier la ville capitaliste, ce n'est pas l'agglomération des moyens de production et d'échange (banque, commerce,...) qui, à une échelle certes plus restreinte, caractérise déjà la cité médiévale, mais c'est, d'une part, la concentration croissante des moyens de consommation collectifs et, d'autre part, le mode d'agglomération spécifique de l'ensemble des moyens de reproduction, du capital et de la force de travail, qui va devenir lui-même une condition de plus en plus déterminante du développement économique (1).

Pour saisir la nature réelle des liens entre l'urbanisation et le développement de la production sociale, les différents auteurs — J. Lojkine, E. Preteceille, F. Ascher, C. Topalov,... — considèrent l'ensemble de la production, qui, liant concentration spatiale et division sociale du travail, aboutit au développement d'une forme particulière de coopération sociale entre les unités de production. Et malgré l'anarchie réglant cette forme particulière de coopération, il y a apparition et développement d'une force productive nouvelle : « une caractéristique majeure de l'urbanisation du point de vue de la production est cette force productive qui se distingue des forces productives dominées par le capital dans chaque unité de production en ce qu'elle est une force productive *socialisée* » (2).

Ainsi le développement urbain, la croissance des villes et des agglomérations, expriment le développement et la socialisation croissante des forces productives. Mais ceux-ci ne sont pas linéaires et doivent être analysés comme processus contradictoires, marqués par la contradiction fondamentale du mode de production. La « question urbaine » n'est autre que celle de la reproduction élargie des valeurs d'usage urbaines nécessaires comme conditions générales de la production, reproduction cependant qui rencontre des obstacles tenant à la nature même des rapports de production. En effet, si le développement de la division sociale du travail implique certaine forme de coopération sociale, sa caractéristique majeure dans le mode de production capitaliste est bien d'abord l'éclatement de la production sociale en multiples procès de production privés. De ce fait, la recherche de profit maximum pour chaque capital impose une forme d'appropriation de l'espace où la coopération et la formation des valeurs d'usage complexes ne sont prises en compte que dans la mesure où elles permettent ou sont nécessaires pour la reproduction élargie du capital, et non des valeurs d'usages. C'est là la contradiction fondamentale de l'urbanisation capitaliste, contradiction entre la nécessité d'une socialisation croissante de l'appropriation de l'espace pour la reproduction élargie des forces productives, et l'appropriation capitaliste privée de cet espace, dominée par les exigences concurrentes de mise en valeur des différents capitaux.

C'est sur ces bases que l'urbanisation capitaliste voit se développer de multiples interventions de l'Etat tendant, sous des formes diverses, à une socialisation étatique de la production des différentes valeurs d'usage urbaines. Cette socialisation étatique concerne d'abord chacune des valeurs d'usage particulières, mais la reproduction de valeurs d'usage complexes requiert à son tour, au-delà de l'intervention étatique dans les procès de production particuliers, l'organisation d'une forme supérieure de coopération entre les procès eux-mêmes. En effet, cinq raisons principales poussent à l'accroissement de l'intervention de l'Etat :

— le caractère fortement socialisé de la production et de la consommation des valeurs d'usage urbaines, puisqu'elles ne peuvent entrer de manière naturelle dans le cycle de la marchandise : le caractère indivisible de la valeur d'usage et le mode concret de sa réalisation empêchent sa circulation comme quantités fractionnées de valeur d'échange : la rue ou la route en constituent les exemples les plus typiques, mais cela reste vrai pour l'ensemble des réseaux,

(1) Cf. Jean LOJKINE, « Contribution à une théorie marxiste de l'urbanisation capitaliste », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1972.

(2) Cf. Edmond PRETECEILLE, « La planification urbaine : les contradictions de l'organisation capitaliste », in *Economie et Politique*, n° 236, mars 1974.

— le rôle de ces éléments comme support essentiels de la socialisation de la production et du développement de la circulation : du point de vue de l'ensemble des capitaux intéressés à leur consommation, il y a l'exigence d'une valeur d'usage répondant mieux aux conditions générales, ce qui ne peut être laissé à un capital particulier,

— la composition organique et la vitesse de rotation du capital dans les secteurs urbains : le capital fixe est énorme et la durée de rotation considérable,

— le problème foncier, qui nécessite l'intervention de l'Etat pour permettre une appropriation socialisée importante des sols,

— enfin, la constitution de valeurs d'usage liées à la reproduction de la force de travail, où l'intervention de l'Etat renvoie à la fois aux besoins du capital en force de travail et aux nécessités de régulation qu'entraîne la lutte de classe.

Cette intervention de l'Etat, à travers la politique urbaine, la planification et la programmation en particulier, s'effectuera selon des modalités spécifiques, propres à ce nouveau stade d'évolution du capitalisme qu'est le C.M.E. (1).

Comme toute démarche marxiste, l'analyse critique débouche, au-delà de la remise en question de l'organisation sociale actuelle, sur quelques projets politiques de réorganisation, tel un projet d'urbanisme démocratique.

Cette démarche théorique, autant scientifique que doctrinale, empêche le développement de certaines problématiques, mais en même temps elle permet, probablement, de mieux interroger, si ce n'est de comprendre, la place de l'Etat et des instances publiques dans le processus d'urbanisation et par rapport aux villes.

En effet, se situant explicitement dans un cadre d'analyse dans lequel les rapports de production sont non seulement dominants mais déterminants, toute approche présupposant une certaine autonomie du politique ou de l'idéologique se trouve niée, voire même combattue (3). Cette position permet d'appréhender de façon assez claire — nous semble-t-il — les relations de complémentarité ou au contraire contradictoires existant entre développement des forces productives, révolution scientifique et technique et appareil d'Etat. De même, cette position permet de développer diverses questions touchant la place de l'Etat, ses formes d'intervention, ou encore la domination des forces économiques monopolistes, dans leurs rapports avec l'espace. Enfin, elle permet de saisir les interventions de l'Etat, sous l'effet des luttes de classe, au sein et en dehors de l'appareil d'Etat, interventions provoquant une certaine fragmentation de ce même appareil d'Etat (4).

Par contre, ce type d'analyse et d'approche fait problème quant à la compréhension des phénomènes urbains et à leur transcription dans la planification. Nous nous limitons ici à en citer trois exemples qui nous semblent les plus significatifs :

• ce qui est maintenant appelé habituellement « mouvements sociaux urbains » — mouvements qui s'appuient autant sur des situations objectives de rapports économiques et de rapports de classe que sur des positions idéologiques ou des vécus subjectifs — est mal saisi, analysé et appréhendé dans une telle approche, malgré certains efforts récents pour prendre en compte une telle réalité (5).

(1) Cf. Edmond PRETECEILLE, « Planification urbaine et politique urbaine », in *La Nouvelle Critique*, numéro spécial « Pour un nouvel urbanisme », pp. 21-28.

(2) Cf. le rapport introductif à la partie « Démocratie et urbanisme : rôle de l'Etat et des collectivités locales, l'intervention des masses », de LOJKINE et ROSETTE, in *La Nouvelle Critique*, op. cit.

(3) Sont illustratives de cette position, les publications de certains auteurs mentionnés portant sur les « besoins » et les formes sociales de la consommation. Cf. le numéro spécial de *La Pensée*, 1975.

(4) En particulier, cf. Jean LOJKINE, *La politique urbaine dans la région parisienne*, (Mouton, 1972) et « La contribution à une théorie marxiste de l'urbanisation capitaliste », in *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1972.

(5) Cf. J. LOJKINE, « Stratégies des grandes entreprises, politiques urbaines, mouvements sociaux urbains », in *Sociologie du Travail*, n° 1/1975.

• on peut taxer d'économisme une telle approche — bien évidemment à des degrés divers —, dans la mesure où elle a des difficultés à saisir des tendances idéologiques non réductibles à l'idéologie dominante. Outre que cela pose des problèmes théoriques de fond — comment s'articulent idéologie dominante et tendances idéologiques, dominées ou pas —, cela ne permet pas de rendre compte dans des conditions satisfaisantes du fait que certains « groupements de localités, en raison de leur passé et de la structure sociale que ce passé a déterminé se perçoivent parfois des rôles qui peuvent ne pas concorder avec les fonctions que tendent à leur assigner les mécanismes globaux » (1).

En prolongeant cette remarque critique, on peut se demander si, en privilégiant les formes monopolistes du capitalisme, formes certainement dominantes dans le système socio-économique, il n'y a pas sous-évaluation de l'importance des forces non monopolistes et de leur hétérogénéité : qu'elles soient dominées et donc déterminées ne signifie pas qu'elles soient homogènes.

• enfin, cette approche ne nous semble rendre compte que de façon partielle de l'espace, comme donnée intrinsèque à la vie sociale et économique. De là, à considérer que la problématique ne prend que partiellement en compte le temps et l'espace comme dimensions dans lesquelles et contre lesquelles se déploie et s'affirme notre société, il n'y a qu'une faible distance que nous serions tentés de franchir.

Ainsi, ce que nous appelons le « courant économiste » propose une voie qui nous paraît essentiellement pertinente pour étudier les formes de l'intervention de l'Etat en relation avec les transformations de l'appareil économique, formes et transformations centrales quant à nos interrogations sur les différentes P ; mais cette voie conduit à des conclusions trop floues ou trop systématiques quant au contenu de cette intervention. En fait, ne sommes-nous pas renvoyés alors aux difficultés que soulève la connaissance des relations existant entre les rapports de détermination et les rapports de domination dans le processus de reproduction sociale ?

Pour ce qui est de la prospective, l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat et des conditions de sa spatialisation présente diverses ambiguïtés. La moindre n'est pas que, d'une part, « les adaptations des monopoles ne font qu'exprimer et approfondir la crise » et que, d'autre part, « il ne peut y avoir d'autre solution véritable de la crise actuelle du système que celle consistant à *imposer*, par la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés, une autre logique » (2). On est ainsi confronté à une ontologie dont l'aboutissement est la crise générale du capitalisme et la nécessité historique du passage à un niveau supérieur d'organisation des forces productives et des conditions de l'appropriation, passage dont les conditions de réalisation sont par ailleurs liées à « une prise de conscience de classe antimonopoliste et anticapitaliste » (Ibid., p. 106). C'est dire que, dans ce cadre, une prospective ne peut être que contradictoire puisque prise entre une histoire, « sans sujet, ni fin(s) », et une théorie de la personnalité qui reste, semble-t-il, à construire (cf. les débats et discussions entre L. Althusser et L. Sève).

3. Le gauchisme théorique

Moins avancé parce que plus complexe que les divers marxismes orthodoxes, ce courant déjà ancien puisque apostrophé et critiqué en 1920 par Lénine, s'est défini à partir des échecs et expériences négatives de ces courants en matière d'analyse de la situation sociale, et plus précisément à propos de la capacité des classes dominées à former une force révolutionnaire. C'est contre un ob-

(1) Cf. Paul VIEILLE, « L'espace global du capitalisme », in *Espaces et Sociétés*, n° 12/1974.

(2) Cf. P. BOCCARA, *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*. Paris, Editions Sociales, 1973, p. 410.

jectivisme réducteur (les hommes réduits à des mécaniques par des « conditions objectives ») que s'est défini plus précisément ce courant, en s'appuyant sur certains textes de Marx (dont ceux dits « de jeunesse » plutôt déconsidérés par l'école althussérienne), notamment les Thèses sur Feuerbach. Rappelons ces thèses : oublier que les hommes font l'histoire serait reproduire « le principal défaut de tout le matérialisme passé », à savoir « que l'objet, la réalité, le monde sensible s'y sont saisis que sous la forme d'*objet* ou d'*intuition*, mais non en tant qu'*activité humaine concrète*, en tant que *praxis*, de façon non subjective » (thèse I) ; les hommes transformés sont les produits de nouvelles circonstances mais ce sont les hommes qui transforment les circonstances (thèse III). Repris par Labriola, Korsch, Lukacs, Gramsci, Kosik, ce courant entend donc restituer à l'homme-sujet historique son rôle de déterminant propre dans le devenir social et débouche sur les problématiques liées de la conscience de classe, de la praxis de classe, du projet, du sujet-auteur historique, etc.

Ainsi la compréhension des processus sociaux passe non seulement par l'étude des conditions objectives, mais aussi par celle des conditions subjectives qui ne sont pas directement le « reflet » des premières. Pour résumer les orientations de ce courant, nous nous appuierons sur Lipietz et Rouilhault (1), dans la mesure où sont précisées et actualisées ainsi les divergences par rapport aux courants orthodoxes (althussérien en particulier et, a fortiori, économiste orthodoxe) et où ce travail est orienté vers la démarche prospective.

En effet, l'école althussérienne que les auteurs appellent la Nouvelle Ecole Française (N.E.F.) est critiquée fortement pour ses insuffisances : « la classe, les masses, les hommes en général sont chassés de la souveraineté de leur propre histoire » (2). Plutôt que d'un renversement, il s'agit de concevoir son dépassement : « la problématique de la N.E.F. est par excellence l'*arme de la rétrospective*, et dans la prospective et les lectures du mouvement réel, elle occupe une place importante mais non exclusive, importance qui est exactement mesurée à la place que dans la phrase « les hommes font leur propre histoire, mais sur la base de conditions données » (phrase reprise du 18 brumaire de Marx), il faut donner au second terme par rapport au premier dans chaque diachronie spécifique » (3). La N.E.F. est par excellence l'école de la méthodologie des conditions, mais elle se trouve impuissante à appréhender l'homme en train de faire le monde. Kosik fournit l'explication de cette erreur : « La praxis objectivée est l'élément perdurable et stable de la réalité humaine. Sous cet aspect, elle donne l'impression d'être une réalité plus vraie que la praxis objectivante ou toute autre activité humaine. C'est sur quoi se fonde la possibilité de substituer le sujet à l'objet » (4).

L'homme, en tant qu'être historique, relève d'un passé, dispose d'un avenir, d'un projet, est passible de prospective (4), mais « le type de science, de « pratique théorique », qui « comprend » les conditions, ne peut « comprendre » la praxis révolutionnaire » (4). Il faut réintroduire la dialectique du « travail spécifiquement humain » par sa médiation caractéristique, le *projet*. L'idéologie devient le champ de déploiement du projet comme de son refoulement par les conditions objectives : c'est « non seulement la représentation imaginaire des « conditions », mais aussi, sous une forme plus ou moins pertinente, le projet d'une praxis » (5). Si les conditions objectives définissent des classes, une communauté de *projet* élaboré à partir de conditions communes définit les *masses*, *auteurs* historiques et non plus acteurs.

L'histoire est donc bien plus complexe qu'un « théâtre sans auteurs », une machinerie animée par des mécanismes objectifs structuraux, c'est plutôt un théâtre d'improvisation, où le mouvement est apprentissage par les masses,

(1) Jacques LIPIETZ et Michel ROUILLHAULT, *Sur la pratique et les concepts prospectifs du matérialisme historique*. Paris, Mémoire de D.E.S., 1972 (ronéo).

(2) J. LIPIETZ et M. ROUILLHAULT, *op. cit.*, p. 125.

(3) *Ibidem*, p. 165.

(4) Karel KOSIK, *La dialectique du concret*, *op. cit.*, p. 163.

(5) J. LIPIETZ et M. ROUILLHAULT, *op. cit.*, p. 187, p. 191.

expérimentation de praxis et de projet, dialectique de connaissance et d'action, de théorie et de pratique. Si, pour la N.E.F., « le critère de vérité est interne à la théorie », ici, « c'est dans la pratique que l'homme a à faire la preuve de la vérité de sa pensée » (1). Ainsi, on débouche sur une problématique du sujet malheureusement beaucoup plus embryonnaire que la problématique des conditions objectives : Reich a ouvert la voie en partant du rapport possible entre psychanalyse et matérialisme historique, pour aborder la « psychologie des masses ». Mais faut-il le suivre et le développer, ou peut-on concevoir plus pragmatiquement l'auto-éducation des masses, enregistrant et sachant interpréter leurs expériences, ce que l'on peut appeler la voie maoïste ? Les avis divergent ici pour définir autant d'interprétations possibles qu'il y a de théories du sujet actif, éducateur et éduqué, objectivant et objectivé. Mais quel que soit le choix retenu (Lipietz et Rouilhault optent pour la théorie maoïste), il ne peut y avoir démarche prospective que moyennant l'intégration des projets et praxis, de l'acquis des expériences passées. Aux catégories sociales des écoles orthodoxes : classes, fractions de classes, ..., se substituent des catégories plus complexes. C'est seulement en faisant éclater les catégories « orthodoxes » qu'on peut prétendre traduire ou prévoir le changement social. Les théories du changement de Balibar et de Poulantzas sont critiquées par Lipietz et Rouilhault : l'autonomisation des pratiques ou des instances politiques est un subterfuge, la conséquence d'une conception erronée ; toute force sociale en effet, tout « mouvement de masse » se présente à la fois et indissociablement défini sur les plans économique, politique et idéologique.

Parce que le passé est toujours *objectivé*, la N.E.F. est apte à l'interpréter, elle est bien « l'arme de la rétrospective », mais elle échoue dans la prospective, puisque le futur est fait de praxis objectivantes.

Ainsi, face aux courants orthodoxes se creusent de profondes différences :

— pour les uns, il s'agit d'*interpréter* le monde : analyse, critique de ce qui a été, de ce qui est, ramené en fin de compte aux déterminations qu'imprime une structure dominante, une machinerie qui fait de l'histoire un « théâtre sans auteur ».

— pour les autres, il s'agit de *transformer* le monde, ou du moins d'apprécier la part qui revient ou peut revenir à chacun des acteurs — auteurs sociaux, aujourd'hui et demain, dans cette transformation — évolution ou révolution —, compte tenu de la multiplicité des déterminations, provenant à la fois des conditions objectives et des hommes-sujets de l'histoire. Le manque de théorie précise du sujet peut être pallié par l'expérience et l'apprentissage pratiques. L'histoire est donc un théâtre d'improvisation, où chaque auteur, pris dans certains rapports objectifs, est aussi acteur : chacun a un projet propre et impose aux autres sa prise en considération non parce que sa « voix » est « objectivement » plus forte que la leur, mais parce que sa « parole », à la fois marquée objectivement et subjectivement, les « émeut » ou les « stupéfie » au sens propre du terme.

Gauchisme théorique ou courant orthodoxe ont cependant ceci en commun : la démarche prospective, reconnue possible mais indissociable d'une dimension stratégique politique, ne peut servir à une fraction sociale, collectivement et envers les autres, qu'à dénoncer un présent au nom d'un futur, d'un futur catastrophique chez les uns, d'un futur souhaitable, projet positif chez les autres.

En ce sens, ils se distinguent l'un et l'autre fondamentalement des écoles systématiques ; pour celles-ci, la prospective est :

(1) Cf. Karl MARX, « Thèse II sur Feuerbach », in Fr. ENGELS : *Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*. Paris, Editions sociales.

— positiviste, technique, neutre, asociale dans l'école anglo-saxonne, et cache, de fait, sous ces aspects une dimension idéologique de classe, de classe dominante plus précisément ;

— transcendante chez Barel, intégrant de l'ensemble des forces sociales, avec chacune leur intentionnalité, leur projet : méta-analyse ou méta-prospective en quelque sorte d'un système social unitaire mais contradictoire.

D'une certaine manière pourtant, Y. Barel est proche du gauchisme théorique, il reconnaît l'importance de la « dialectique du concret » (1) telle que Kosik la développe et que la reprennent Lipietz et Rouilhault ; par là, Y. Barel et le courant gauchistes sont conduits à une critique similaire de la théorie du passage de Balibar. Mais leurs points de vue divergent en ceci que chez Y. Barel, sa méta-analyse ou méta-prospective transcende les divers projets sociaux, en cherchant à les intégrer tous, à les faire contenir ensemble dans un système de représentations symboliques émanant de sujets sociaux différents ; alors que le gauchisme théorique se situant dans une perspective révolutionnaire recherche les fondements d'une force sociale privilégiée, assumant le devenir social.

Mais les uns et les autres débouchent sur la même difficulté et nécessité, la prise en compte, l'introduction ou l'articulation d'une théorie du sujet. Ce qui nous introduit au quatrième grand courant.

4. Le courant d'Henri Lefebvre

Les travaux et réflexions d'Henri Lefebvre sur la ville et sur l'urbain tiennent une place particulièrement importante dans les interrogations actuelles sur la politique de l'espace. Outre le fait qu'avec Chombart de Lauwe, Lefebvre est à l'origine du renouveau des analyses de la ville à partir de la fin des années 1950, il faut souligner son influence dans tout un ensemble de courants de pensée, des situationnistes ou groupe Utopie, sans oublier sa place, bien sûr, dans le développement de la pensée marxiste, dans un sens quasiment opposé à celui d'Althusser ou des néo-structuralistes.

En effet, et ce n'est pas le moindre des paradoxes marquant la pensée de Lefebvre, autant la sociologie critique de l'urbanisme et de ses pratiques que les théories portant sur les pratiques sociales de l'espace sur la place de l'espace dans les modèles culturels constituent des prolongements et des approfondissements de ses propositions.

Pour Lefebvre, le développement du capitalisme industriel, à l'encontre d'une certaine vision, ne provoque pas le renforcement de la ville, mais sa disparition en tant que système institutionnel et social relativement autonome. La constitution de la marchandise en tant que base du système économique, la division technique et sociale du travail, l'homogénéisation du système institutionnel,... entraînent l'éclatement d'une conjoncture spatiale particulière, la ville, et de la sphère de domination sociale d'une classe spécifique, la bourgeoisie. C'est sur la base de l'autonomie de ce processus contradictoire — processus d'urbanisation et du modèle culturel urbain qu'Henri Lefebvre a développé un certain nombre d'analyses et de propositions sur l'espace : « la crise de la réalité urbaine est plus importante, plus centrale que telle ou telle autre » (*Espaces et sociétés*,...). Il semble toutefois que, partant d'une analyse marxiste du phénomène urbain (*Le droit à la ville*), Lefebvre débouche sur une théorisation urba-

(1) Y. BAREL, *La reproduction sociale*, op. cit., p. 229.

nistique de la problématique marxiste (*La Révolution urbaine*) si ce n'est même sur une théorie de l'espace absolu (*La production de l'espace*) sur laquelle devrait s'appuyer tout projet politique et prospectif (1).

Les rapports sociaux de production n'ont une existence sociale que s'ils ont une existence spatiale : ils se projettent dans un espace, ils s'y inscrivent en le produisant. Sinon, ils restent dans l'abstraction pure, c'est-à-dire dans les représentations et par conséquent dans l'idéologie (2). L'espace de ce fait révèle des contradictions : la dialectique se réalise, elle œuvre dans l'espace et porte à un autre niveau des contradictions anciennes, les unes s'effaçant, d'autres s'aggravant. L'ensemble contradictoire prend alors un sens nouveau et désigne autre chose : un autre mode de production.

Nous avons montré ailleurs (3) comment Lefebvre part de l'hypothèse de l'existence d'une « société urbaine » presque complètement réalisée, résultant de l'urbanisation totale de la société issue de l'industrialisation. Son analyse historique montre le passage de la ville politique à la ville commerciale, puis à la ville industrielle, et, après basculement de l'agaire vers l'urbain, à la société urbaine, à « l'urbain ».

L'histoire humaine est définie par la succession enchevêtrée d'ères : l'agaire, l'industriel, l'urbain. La ville politique de la première phase cède la place à la ville marchande qui est elle-même balayée par l'industrialisation, mouvement négateur de la ville, mais, au bout du processus, l'urbanisation généralisée reconstitue l'espace à un niveau supérieur : le règne de l'urbain, puis de l'espace global, permet à l'espace de devenir cause et inducteur. C'est donc à travers une théorie de l'espace que les rapports sociaux capitalistes céderont la place à d'autres rapports sociaux. Et le temps serait venu de commencer à élaborer cette théorie, théorie susceptible de faire apparaître la « fin de l'histoire ».

L'espace, dans ce processus historique de complexification, révèle en effet sa vraie nature qui est celle d'un espace politique, à la fois lieu et objet de stratégies, foyer d'expression des conflits et projection temporelle. Le « phénomène urbain », car l'objet ville n'a plus d'existence historique, constituerait une sorte de phénomène social total et la sociologie serait la science du phénomène urbain, abordé dans « l'esprit de la philosophie », c'est-à-dire en utilisant toutes les sciences dans la perspective d'une critique radicale. Les dimensions du phénomène et de l'espace urbain sont alors les suivantes : la projection au sol des rapports sociaux, le lieu et le terrain où les stratégies sociales s'affrontent, une pratique sociale urbaine. On saisit ici comment, pour Lefebvre, l'urbain et le quotidien sont étroitement liés, l'urbain étant le lieu, tant réel que potentiel où les rapports sociaux se chargent de quotidienneté. Pour établir une quotidienneté libérée, désaliénée, il s'agit donc de libérer la ville.

C'est sur cette base, rapidement esquissée, qu'une critique de l'urbanisme en tant qu'idéologie d'une part et, d'autre part, en tant que pratique sociale de classe a pu prendre corps. Brillamment développées par le groupe « Utopie » qui a cherché à dévoiler « la logique de l'urbanisme » et à s'interroger sur quelques-unes « des raisons de l'architecture », ces critiques fournissent ou ont fourni les bases, du moins pour partie, des réflexions comme celles de J. Baudrillard, de J.F. Lyotard ou du Cerfi.

C'est également à partir des réflexions de Lefebvre que de très nombreux travaux portant sur les pratiques sociales de l'espace — la quotidienneté dans son inscription spatiale — se sont développés. S'attachant à analyser les com-

(1) Henri LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, I. Paris, Ed. Anthropos, 1968.
Le droit à la ville, II. Paris, Ed. Anthropos, 1972.
La révolution urbaine. Paris, Gallimard, 1970.
La production de l'espace. Paris, Ed. Anthropos, 1974.

(2) *La reproduction de l'espace*, op. cit., p. 153.

(3) B. HAUMONT et C. THIERRY, « Sociologie et espace urbain », in *Espaces des sciences humaines*. Paris, Institut de l'Environnement, 1973.

portements et les représentations des individus et des groupes dans des espaces donnés, ceux du quartier, du logement ou encore du travail, ces recherches ont permis s'avancer un grand nombre d'hypothèses, dont certaines s'avèrent particulièrement fructueuses en ce qui concerne la compréhension des pratiques sociales dans l'espace, dans la mesure où elles paraissent être à même de sortir et d'un économisme quelque peu simpliste et d'un culturalisme quelque peu naïf pour expliquer la formation et le sens de ces pratiques sociales. On aura reconnu là l'ensemble des travaux menés par l'I.S.U., le C.R.E.S.A.L. ou le G.S.U. (1). En effet, même si maintenant les recherches menées par ces groupes mettent en œuvre des problématiques assez éloignées de celles développées par Lefebvre, on ne peut nier un héritage certain.

Cette prise de distance par rapport aux propositions de Lefebvre n'est d'ailleurs pas anormale si l'on reconnaît que, tout en offrant des cadres d'analyse extrêmement riches et stimulants pour la réflexion, tout en ayant une portée sociale et politique d'importance par leur vigueur, elles ne paraissent ni toujours rigoureuses ni comme proprement théoriques. Pour Lefebvre, en effet, l'espace comme toute la société est « œuvre » toujours possible, toujours inédite, de cette liberté de création qu'est l'expression spontanée du désir. D'où la place faite à l'art, à l'utopie, à la vie quotidienne, mais également à l'idéologie, comme source plutôt qu'expression de rapports de classes complexes ; et d'où également le statut donné à l'espace, comme spatialité et temporalité d'une société. Si c'est bien dans l'essai de situer l'espace-temps d'une société que l'apport de Lefebvre peut paraître important pour des travaux prospectifs et de planification, c'est également là qu'apparaissent des difficultés théoriques : comment articuler cet espace-temps avec le devenir d'une société s'il ne renvoie qu'à des capacités créatrices d'individus ou de groupes, non situés socialement dans un ensemble historique ? Dans cette non-situation sociale, l'importance et la force que Lefebvre donne à l'utopie apparaissent moins comme fondées théoriquement que comme des palliatifs à la saisie du sens du mouvement social par l'individu.

De ce fait, l'utopie, comme représentation virtuelle d'un projet politique permettant la quotidienneté libérée, opère la relation, la fusion entre un individu et un groupe, un sujet et une classe sociale. Mais il semble bien, alors, que nous soyons en face d'un projet qui ne peut être réalisé, qui ne peut être qu'irréalisable puisque ne s'appuyant que sur l'imaginaire social. La séduction des thèses de Lefebvre en gagne peut-être d'autant.

3 — AUTRES TENDANCES

Cette rubrique regroupe des tendances différemment orientées et dont certains des référents théoriques sont même incompatibles ; nous parlerons plutôt ici de tendances pour qualifier des recherches se préoccupant de la place de l'individu dans la ville, recherches qui n'ont de commun que la place importante faite à ce qu'on peut appeler une théorie « psycho-analytique », déterminant les représentations et les pratiques des acteurs sociaux en deçà même des déterminants objectifs auxquels recourt habituellement toute « sociologie » (marxiste ou non).

Nous trouvant, sur le plan théorique, assez éloignés de ces conceptions, ce n'est qu'avec prudence que nous en parlerons afin d'éviter de trahir une pensée qui, à défaut d'être toujours très structurée, est souvent néanmoins très conceptualisée. Nous retiendrons comme assez représentatives deux tendances, contrastées, dans la mesure où l'une met l'accent sur la représentation de l'urbain

(1) I.S.U. : Institut de sociologie urbaine, Paris.
C.R.E.S.A.L. : Centre de recherches économiques et sociales appliquées de la Loire, St-Etienne.
G.S.U. : Groupe de sociologie urbaine, Lyon.

par ses divers acteurs (tendance du Centre d'Etude psycho-sociologique de J. Palmade), l'autre sur le pouvoir et le désir dans l'urbain (tendance du C.E.R.F.I. de Guattari). C'est dire d'ailleurs que le rôle, tantôt passif, tantôt actif, des acteurs de la ville y est respectivement privilégié. Remarquons aussi que, pour ces courants, la ville en soi, l'unité urbaine objective n'existent pas. L'unité se fait, ici à partir de la représentation, là à travers le pouvoir ou la dépendance ; mais représentations ou pouvoirs se référant à des groupes particuliers et multiples, il n'y a que des unités partielles.

• L'équipe de Palmade part de postulats (1). L'adéquation du « symbolique » et de la « réalité urbaine » résulte :

- 1) de l'opacité et de l'ambiguïté communes à la ville et au symbole ;
- 2) de ce que la ville est conçue comme système de conflits, et de ce que la symbolique est l'expression privilégiée des conflits.

Ainsi, « la ville serait le lieu de réconciliation symbolique et potentielle de rapports dialectiques entre des réalités et des fantasmes antinomiques » mais le langage de la réconciliation est un langage social, collectif (les mythes, l'art, etc...), si bien que « la ville joue un rôle médiateur entre l'homme et la dynamique sociale » (2). Il en résulte que « la formation de la symbolique de la ville » concerne « tant le plan de la genèse de la personnalité que celui du changement social » (3).

Ainsi, Ph. Dard s'efforcera de montrer l'idéologisation, la négation du conflit dans le discours politique sur la ville (à partir d'interviews de responsables de l'urbanisation) : qu'il s'agisse du discours urbanistique, de l'image de l'Etat implicite au discours politique, ou de la place même du discours (qui parle ? pour qui ?), ce sont des processus de symbolisation, de réification, bref d'idéologisation qui sont à l'œuvre selon une grammaire du symbolique toute codifiable : « perversion du sens, réduction et extension du sens, réification, fétichisation, scotomisation, dé-dialectisation, rupture, a-historicisme, ambiguïté du rapport destinataire-destinataire, colmatage théorique » (4).

H. Villers (5) brosse de matière radicale, en quoi, « utilisée comme concept, la notion de ville néglige d'élucider le système de représentation qui la fonde et perpétue ainsi les déformations qui lui sont inhérentes ». Ce que l'on nomme la ville, a « affaire » avec les mots doublement : les mots de la ville, l'investissement de la ville par des « textes », « signaux », « inscriptions institutionnalisées » d'une part ; les discours parlés ou écrits à propos de la ville, mais séparés des objets dont ils parlent, jusqu'à former « une ville des mots », vertigineuse, d'autre part. Si les « mots » et les « choses » sont ainsi séparés, les « mots » et les « actions » sont néanmoins associés : « la ville n'existe pas en tant qu'objet d'analyse hors des discours qui la fondent, pas plus que ces discours n'existent sans les acteurs sociaux qui produisent et utilisent cet espace, qu'en retour ils qualifient de ville ».

Selon ces auteurs, l'idéologique et le symbolique seraient dans l'essence même de ce qui est « produit » et de ce qui est « vécu » dans la ville. Mais le premier renvoie au collectif, au jeu d'une ou des classes sociales, tandis que le second renvoie à l'individu. On conçoit alors que le mécanisme de la « perte d'une symbolique urbaine » — symbolique par laquelle l'individu résout les conflits — puisse être « le lieu d'une manipulation idéologique », « fondée sur le désir de dépassement des conflits ainsi que sur l'utopie de l'unité retrouvée » (6).

(1) Mme J. PALMADE et al., *La ville, symbolique en souffrance*. Paris, Centre d'Etude psycho-sociologique, 1975.

(2) *Ibidem*, pp. 9-10.

(3) *Ibidem*, p. 17.

(4) *Ibidem*, pp. 27-61, « Symbolisme et idéologies dans les discours politiques ».

(5) *La ville, symbolique en souffrance*, op. cit., pp. 159-179.

(6) *Ibidem*, pp. 97, 98, 172.

Plus précisément, « l'hypothèse de la perte des significations symboliques parle avant tout de la perte de l'unité spatiale de la ville, et de la perte d'un discours unique sur cette dernière. L'éclatement réel de l'espace urbain, tout autant que la pluralité des pouvoirs et des discours qui le fondent (en tant que matérialité et/ou représentation) proposent un ensemble de signes urbains dont les significations (et connotations) sont instables puisqu'elles sont manifestes de la rivalité des discours (pouvoirs). En ce sens, la perte du symbolique serait la perte de l'unique, du même, de l'adéquation arbitraire du signifiant au signifié. C'est ainsi que le terme « ville » lui-même appartiendrait à « l'archéologie » de la pensée représentante, serait le « vestige », le dernier « bastion » (métaphores urbaines pour parler du discours et du sens qu'il véhicule), d'une représentation unifiante, désormais menacée ».

« La seule stabilité au niveau de la représentation semble désormais ne pouvoir être trouvée que dans les couples d'oppositions : ville/nature, mais aussi centre/périphérie, ancien/nouveau, collectif/individuel, qui sont des supports à des ensembles de significations opposées. L'incompatibilité, les rapports d'inclusion et d'exclusion, sont projetés sur des espaces, occultant (déplaçant et concentrant) de la sorte le conflit structurel inhérent à tout pouvoir ».

« Désormais, c'est au niveau de ce déplacement que peuvent être proposés des dépassements : les villes à la campagne, les collectifs de maisons individuelles, les « centres » commerciaux, culturels, etc. en banlieue, la rénovation des quartiers anciens, en fait ces dépassements, qui ne sont que déplacements, reproduisent indéfiniment, en changeant d'échelle spatiale, des rapports d'inclusion et d'exclusion qui renvoient, quoi qu'il en soit, à l'organisation sociale et à la structure du pouvoir ».

« Néanmoins ils sont repris en charge par les individus sociaux, parfois au niveau du seul discours, parfois dans les termes d'un dépassement vécu des conflits. Ainsi nous avons trouvé dans les interviews des images de la ville renvoyant au champ de la naturalité. Il s'agit notamment du terme de « paysage », désormais utilisé fréquemment chez les urbanistes et les architectes, qui pose la ville comme un spectacle dont le « naturel » reste à créer » (1).

• Pour l'équipe du C.E.R.F.I. (2), à l'inverse de la précédente dont la théorie n'est pas totalisante, mais partielle, articulable avec une théorie des conditions objectives, des rapports sociaux, c'est le libidinal qui investit la totalité du champ social : il n'y a pas d'homme, pas de praxis, que des pulsions et des intensités ; pas de mode et de forces productives, que du désir et du pouvoir, forces actives, triomphantes, forces de la domination contre forces réactives, ressentimentales, forces de l'idéal ascétique. L'histoire ne trouve pas sa vérité dans sa fin, comme chez Marx ou Hegel, mais dans ses origines : tout événement est une nouvelle manière de subjuguier, de dominer : un « sens », un « but », une « utilité » viendront a posteriori justifier le nouveau rapport de domination. D'où l'importance de la démarche généalogique, reprise à Nietzsche.

Il faut tenir la ville et ses équipements collectifs comme des formes et des instruments de blocage, de « territorialisation » des flux de libido libérée : l'équipement collectif, tels que l'école, l'asile psychiatrique, l'espace vert, ne peut être compris qu'à travers le coup de force qui lui donne naissance et non à travers l'utilité, le besoin dont il se prévaut. Le corps social est donc charpenté par des « appareils de pouvoir » ayant pour fonction de bloquer l'histoire, de fixer, de coder les énergies libres : les appareils politiques n'en sont pas les seules expressions, la famille, l'entreprise constituant des appareils délégués du pouvoir, les « faillites » ou « dissolutions » de certains d'entre eux (telle la famille) nécessitant la relève par d'autres (le développement des équipements sociaux comme prenant le relais de certaines fonctions de la famille).

(1) La ville, symbolique en souffrance, op. cit, pp. 172-173.

(2) CENTRE D'ETUDES DE RECHERCHES ET DE FORMATION INSTITUTIONNELLE, « Les équipements du pouvoir. L'idéal historique », in Recherches, décembre 1973.

D'où l'importance pour comprendre l'acte planificateur ou programmeur, d'une reconnaissance de ses origines : archéologie, puis généalogie d'un équipement collectif, saisi à sa genèse et suivi dans ses avatars ; d'où l'importance aussi de la longue durée, par laquelle les appareils de pouvoir s'inscrivent au cœur de l'histoire, de manière de plus en plus cachée tout en acquérant un fonctionnement autonome, sans à-coups. Comprendre la planification, c'est interroger la machine administrative, l'Etat et leurs appareils de pouvoir ramifiés en féodalités, castes, chefferies au fonctionnement plus ou moins autonome, indépendamment des hommes qui en occupent les places ; c'est comprendre la « densité historique » (1) dont sont investies les institutions administratives dont l'histoire est toute *évolutive* — du moins après le coup de force qui lui donne naissance —, malgré les apparences d'agitation et de ruptures dans les hautes instances politiques. Mais est-ce hasard si l'historien, le chercheur justement commandités par l'Etat, formés, « disciplinés » par l'appareil éducatif d'Etat, ne portent pas un regard inquisiteur sur l'Etat lui-même ?

Quant à la politique urbaine, à la planification, ou à la programmation en particulier, elles seront d'autant plus efficaces qu'elles émaneront d'un appareil de pouvoir fort, monolithique. Haussmann s'est servi du pouvoir fort de Napoléon III pour l'inscrire, le traduire dans l'espace parisien : son architecture, son plan d'aménagement sont eux-mêmes des appareils de pouvoir stratégiques, traduits pour le sens commun en politique d'hygiène et de salubrité. Tandis que Le Corbusier, avec son urbanisme fonctionnel (finalisé a priori), n'avait rien compris aux nécessités de la politique urbaine et à la stratégie des alliances avec un pouvoir fort (1).

(1) Pierre LEGENDRE, *Histoire de l'Administration de 1750 à nos jours* (Thémis). Paris, P.U.F., 1968.

sur les fondements scientifiques de l'intervention politique

Les divers courants critiques présentés ci-dessus ont en commun leur caractère « scientifique » accusé. Ils se proposent en effet de dépasser ou d'éliminer les idéologies sous-jacentes à la pratique (ou à la théorie qui la conforte) des acteurs de l'urbain. Mais, cette scientificité des approches, critique ou constructive, ne va pas sans poser de nouveaux problèmes (autres que celui de la « désidéologisation » des pratiques et discours). La multiplicité des courants critiques pose d'ailleurs déjà en soi un sérieux problème. On se propose dans cette partie de développer ce qui peut séparer les courants en deux tendances dominantes, l'une prétendant à une scientificité possible de nature positiviste, c'est-à-dire coupée de tout jugement de valeur, l'autre au contraire visant une scientificité engagée, de manière implicite ou explicite. Ce débat n'est pas sans importance puisqu'indépendamment du choix théorique retenu, il a des retombées immédiates sur les pratiques de politique urbaine.

La multiplicité des thèses et discours scientifiques ou théoriques sur l'urbain et sa maîtrise, ou plus généralement sur le champ social, au-delà des réponses partielles qu'elles apportent à certaines interrogations sur la place et la fonction du planificateur ou du prospectiviste, plus généralement sur celle du politique, pose d'emblée la question de sa signification. Au nom de quoi transcender cette multiplicité de thèses, en vertu de quels critères n'en retenir qu'une, après avoir réfuté les autres ? Pourtant, il y a bien un enjeu important qui ne rend pas gratuite cette question. En effet, toute théorie alimente une « praxéologie », c'est-à-dire vise à permettre une meilleure efficacité à l'action, à l'intervention : l'homme, capable d'un projet, doit chercher à anticiper les effets de sa pratique dans des conditions déterminées, de manière à en assurer l'efficacité. Mais il devra se doter alors d'une praxéologie qui lui livrera l'articulation efficace entre ses conditions actuelles, sa pratique, les fins qu'il vise.

La maîtrise du réel ou du (non) changement de la réalité constitue une volonté propre à l'homme politique, indépendamment du contenu du projet qu'il vise. Il est entendu que cette maîtrise sera d'autant plus efficace qu'elle sera monopolisée, en prescrivant aux autres sujets sociaux leur place de « sujets » ou en s'érigant comme représentant de la volonté collective. Au temps des autocraties, le monarque était l'administrateur de la Loi divine, comme le despote éclairé était l'incarnation de la Raison d'Etat. L'ère des démocraties a transformé radicalement de telles règles de jeu socio-politique, en déniait d'une part l'existence d'un pouvoir exclusif et consacré dans les mains d'une minorité, en reconnaissant d'autre part la pluralité des projets sociaux. Du coup, peut-on dire, dans un tel contexte de « concurrence » entre acteurs sociaux dotés de projets différents, on assiste à une émulation des théories, doctrines et sciences en matière de politique, d'administration, de science sociale. De part et d'autre des barrières définies par les antagonismes sociaux, s'érigent des doctrines qui ont toujours une double dimension, d'une part un contenu *positif*, les éléments ou la totalité, d'une « weltanschauung », d'une « vision du monde » conservatrice ou progressiste, d'autre part un contenu *critique*, armes défensives et offensives, face aux autres doctrines. Mais le terrain des « armes de la critique » s'est circonscrit lentement mais sûrement au terrain de la « science », plus précisément même à celui de la « science sociale ». C'est-à-dire que la foi, la conviction, les valeurs morales qui, à une époque antérieure, occupaient la première place dans l'orientation des pratiques sociales, sans disparaître résolument, sont passés au second plan.

Pour revenir aux théories et pratiques qui analysent ou définissent les éléments de la politique urbaine, au fond, en deçà de leur hétérogénéité, on doit tout d'abord constater qu'elles cherchent toutes résolument, si ce n'est qu'elles revendiquent, le droit à cette « scientificité » que l'on peut caractériser par *l'objectivité* et *l'universalité*. Que l'on se situe du côté du planificateur à la recherche d'un modèle urbain achevé, le « double » de la ville, ou de la rationalité économique omnipotente, qui réduit la politique au calcul décisionnel, ou du côté du chercheur critique qui dénonce le contenu idéologique de telles pratiques au nom de sa théorie générale du champ social, dans les deux cas, ce qui est recherché ce sont les conditions de la maîtrise du réel, implicitement postulées comme scientifiquement accessibles, dès lors que l'on a su franchir les obstacles de l'idéologie chez les uns ou éliminer l'irrationnel chez les autres. Certes, il s'agit toujours de connaître pour mieux agir, pour mieux décider, pour mieux réaliser son projet. Mais peut-on connaître sans agir, peut-on se passer de l'expérience ? La théorie précède-t-elle la pratique ? La guide-t-elle comme un phare, au loin, repère universel ? Ou bien a-t-elle un caractère essentiel de doctrine, signifiant par là qu'elle est indissociable à la fois d'un point de vue social particulier et d'une perspective immédiate d'action, d'une pratique qu'elle conforte hic et nunc, et révisable au gré des avancements et/ou errements ? Est-elle ainsi la lanterne de Diogène qui n'éclaire que quelques pas en avant, en fonction de la marche de celui qui la tient seulement ? Ou bien enfin est-elle simplement à la remorque des pratiques, conceptualisation des expériences antérieures toujours en retard par rapport au mouvement réel, leçon toujours dépassée par l'irruption, l'avènement d'actions spontanées et/ou imprévisibles, lanterne rouge du train de l'histoire ?

Nous voudrions nous interroger ici sur ce qui, loin de diviser théories de la planification ou de la prospective telles que conçues par les professionnels, et théories critiques telles qu'élaborées par certains courants marxistes (principalement les courants orthodoxe et althussérien), les rapproche passablement : en effet, ce n'est que le degré de scientificité, que le degré d'idéologie de leurs pratiques réelles ou potentielles qui les séparent.

Pour les uns, les antagonismes réduits à des différences débouchent sur des catégories sociales (de type statistique) dont la manipulation de plus en plus sophistiquée est identifiée à la rationalité croissante des décisions et opérations. Pour les autres, la scientification est un processus tendanciel, démasquant les idéologies : dans une société sans classe, il n'y a plus d'idéologie, il n'y a plus que science, et par là, maîtrise achevée du réel. Positivisme ou scientisme, comme l'on voudra, sous-tendent quoi qu'avec des contenus différents (hyper-rationalisation ou hyperconceptualisation) les mêmes démarches visant à la transparence des lois sociales. Autrement dit, peut-on concevoir des pratiques de prospective et de planification qui soient « scientifiques », détachées de tout jugement de valeur, de tout engagement politique ? Ou sont-elles parties intégrantes et indissociables d'une pratique partisane, c'est-à-dire doctrines intégrées à une praxis et à une « vision du monde », socialement signées ? Cette interrogation nous paraît essentielle dans la mesure où elle débouche sur les modalités concrètes des pratiques étatiques de planification : doivent-elles rester l'affaire exclusive des planificateurs brevetés de la Science en progression, accoucheurs des nouvelles cités idéales dans une société sans classe, ou sont-elles, dans tous les cas, des pratiques militantes et conflictuelles qu'il faut considérer telles quelles ? Dans cette hypothèse, il faudra toujours un dernier recours, un arbitre ou des règles d'arbitrage entre les divers protagonistes (et antagonistes) d'une planification « conflictuelle », si l'on veut intégrer la pluralité des perspectives sociales en jeu. Ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes.

C'est à l'histoire qu'il faut demander des éléments de réponse, tirer des leçons d'ailleurs, plutôt que dégager une théorie générale et achevée. Au fond, le débat en question tourne autour du statut de la science par rapport à celui de l'« idéologie » au sens élargi de système, cohérent et engagé, d'idées et de valeurs, et lié à une fraction sociale. De Marx à nos jours, ce débat a toujours été entretenu et a toujours marqué des divisions entre divers courants, sous d'autres oppositions parfois : marxisme/socialisme, orthodoxie/gauchisme.

MARXISME ET POSITIVISME

Pour A. Comte, on ne peut connaître l'esprit que par sa production : « les faits de l'esprit », plus précisément par les *Sciences* qui en sont l'expression la plus achevée. A la question métaphysique « pourquoi » se substitue la question scientifique « comment » : la *loi* remplace la cause, l'établissement des lois constitue la science, celui de la succession dialectique des lois constitue la philosophie.

L'étude des lois sociales se ramène donc à la « physique sociale », la société pouvant être assimilée à la nature, régie comme elle par des lois indépendantes de la volonté et de l'action humaine. Ainsi, « le positivisme tend puissamment, par sa nature, à consolider l'ordre public, par le développement d'une sage résignation » (1). Durkheim, un peu plus tard, poussera jusqu'au bout les implications du positivisme sociologique : nécessité de distinguer les *jugements de fait* des *jugements de valeur* pour ne retenir que les premiers, et dans une perspective passive : « la sociologie ainsi entendue ne sera ni individualiste, ni communiste, ni socialiste (...). Par principe, elle ignorera ces théories auxquelles elle ne saurait reconnaître de valeur scientifique, puisqu'elles tendent directement, non à exprimer les faits, mais à les réformer ». Le sociologue doit « faire taire les passions et les préjugés » et « écarter systématiquement toutes les prénotions » (2). Le positivisme, autrement dit, substitue à l'œil de Dieu, l'œil du savant, omniprésent, ayant une vision panoramique et parfaite, contestant que le discours sociologique puisse n'être produit que selon une *perspective sociale*, et affirmant de plus que les « préjugés », les « passions », bref les défauts de la vision du sociologue peuvent être écartés comme on ôte une paire de lunettes sombres pour voir plus clair.

En promouvant l'économie politique au rang de science positive, Littré, disciple de Comte, légitimait le rapprochement du marxisme et du positivisme.

Ainsi un positiviste, Roberty, accueille favorablement la parution du *Capital* de Karl Marx dans la *Revue positiviste* (novembre 1868) : « la fortune de l'œuvre de Marx est due principalement à l'emploi, pour la première fois, au service des idées socialistes, des méthodes rigoureuses de la science ». Mais pour Roberty, le capital et le profit restent des nécessités...

Du coup, Marx dans la postface de la seconde édition allemande, faisant l'inventaire des critiques qui lui ont été adressées, prend ses distances vis-à-vis de celui-ci : « La *Revue positiviste* de Paris me reproche à la fois d'avoir fait de l'économie politique métaphysique et — devinez quoi — de m'être borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes (comtistes ?) pour les *marmites* de l'avenir » (3). Pourtant, c'est avec une certaine fierté que Marx cite peu après, dans la même postface le résumé de sa démarche telle que la relate l'économiste russe Kaufman et qui est une interprétation très positiviste de son œuvre : « une seule chose préoccupe Marx : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie ; non seulement la loi qui les régit sous leur forme arrêtée et dans leur liaison observable pendant une période de temps donnée. Non, ce qui lui importe par-dessus tout, c'est la loi de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire la loi de leur passage d'une forme à l'autre (...). Il envisage le mouvement social comme un enchaînement naturel de phénomènes historiques, enchaînement soumis à des lois qui non seulement sont indépendantes de la volonté, de la conscience et des décisions de l'homme, mais qui au contraire, déterminent sa volonté, sa conscience et ses décisions (...). Chaque période a selon lui ses propres lois économiques (...). En un mot, la vie économique présente dans son développement historique les mêmes phénomènes que l'on rencontre en d'autres branches de

(1) A. COMTE, *Cours de philosophie positive*. Rééd. Anthropos.

(2) DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, (1895).

(3) Karl MARX, *Œuvres*. Economie. T. I, p. 555. (Bibliothèque de la Pléiade). Paris, Gallimard.

la biologie (...). La valeur scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois qui régissent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur ; c'est cette valeur-là que possède l'ouvrage de Marx » (1).

N'est-ce pas en fait entre un positivisme conservateur et un positivisme révolutionnaire que Marx prend parti sans renier fondamentalement le positivisme lui-même ? En fait, Marx semble avoir toujours été tenté par le démon du positivisme. Ainsi il fera toujours la « critique de l'économie politique » (de sa « contribution » en 1857 au sous-titre du *Capital*) et lui substituera la « science économique ». Au socialisme *utopique*, il substituera le socialisme *scientifique*. Mais dans la même postface au *Capital* par exemple, il réaffirme le caractère engagé, partisan de son œuvre, et son insertion dans une perspective de classe : « En tant qu'une telle critique représente une classe, elle ne peut représenter que celle dont la mission historique est de révolutionner le mode de production capitaliste, et finalement, d'abolir les classes, le prolétariat » (2). Mais dans l'œuvre immense de Marx, ses épigones pourront trouver, selon leurs tendances, des expressions variées adoptées à leur propre perspective.

Marx, lui-même, dès qu'il traite de l'avenir, a tendance à retenir le volet mécaniste de sa théorie du devenir. Dans la préface du *Capital*, il éprouve le besoin de signaler au lecteur allemand qu'ayant choisi — pour étudier « le mode de production capitaliste et le rapport de production et d'échange qui lui correspondent » — l'Angleterre, « lieu classique de cette production », cette théorie la concernera bientôt : « De te fabula narratur » ! : « Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces *lois elles-mêmes*, des *tendances* qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir » (3). Ainsi est-il supposé implicitement ici que le contenu et l'expression des luttes de classes n'influent aucunement sur les formes et les niveaux mêmes du déploiement du mode de production.

Engels, sans aucun doute, dans ses derniers écrits, lorsqu'il se fait en particulier le guide théorique de la deuxième Internationale, contribuera passablement à scientifier, à positiver le « marxisme » à travers notamment l'*Anti-Dühring* et surtout la *Dialectique de la nature*. Citons seulement cette lettre de semonce à Lafargue (11 août 1884) : « Marx protesterait contre « l'idéal politique, social et économique » que vous lui attribuez. Quand on est « homme de science », l'on n'a pas d'idéal, on élabore des résultats scientifiques et quand on est de parti en outre, on combat pour les mettre en pratique. Mais quand on a un idéal, on ne peut être homme de science, car on a un parti pris d'avance » (4) Durkheim n'aurait-il pas applaudi à ces recommandations ?

Pour Lénine, au moins avant la prise du pouvoir, « dans une société fondée sur la lutte de classes, il ne saurait y avoir de science sociale « impartiale » (5), le marxisme est la « science révolutionnaire du prolétariat » (6).

Néanmoins, très vite, cette unité du marxisme, science-et-idéologie révolutionnaires, va éclater : chez les social-démocrates de la deuxième Internationale, le marxisme devient science objective, tandis que les révolutionnaires russes, parvenus au pouvoir, s'en servent comme d'une « somme théologique » de plus en plus arrêtée, où le contenu critique et subversif disparaît sous le contenu dogmatique et positiviste.

(1) Œuvres, op. cit., pp. 556-558 (La Pléiade).

(2) Ibidem, p. 555.

(3) Karl MARX, Préface du *Capital*, Œuvres. T. 1, pp. 548-549 (La Pléiade).

(4) Correspondance Engels-Lafargue, T. 1, p. 235. Paris. Editions sociales.

(5) LÉNINE, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme. 1913.

(6) Ce que sont les Amis du peuple et comment ils luttent contre les social-démocrates.

Ainsi, Bernstein exigeant la séparation entre « les faits » et les « valeurs », entre « science pure » et « morale pure », reprochera à Marx le caractère « tendancieux » de ses œuvres, son « utopisme ». La science économique doit être au-dessus des conflits de classe, empirique et non partisane : « Ma façon de penser m'aurait prédisposé à la philosophie et à la sociologie positivistes » reconnaît-il dans un essai autobiographique (1). Même point de vue chez Kautsky (2) son rival, défenseur du « marxisme orthodoxe » contre le « révisionnisme » de Bernstein : « Il transparait parfois chez Marx dans sa recherche scientifique, l'action d'un idéal moral. Mais il s'est toujours efforcé à juste titre, de l'en chasser autant que cela lui était possible. Car, dans la science, l'idéal moral devient une source d'erreurs, s'il se permet de lui prescrire des fins » (*Ethique et conception matérialiste de l'histoire*).

Chez l'économiste Hilderfing, mêmes propos dans la préface à son *Capital financier* (1909) : « C'est une interprétation fausse, même si elle est répandue intra et extra muros, que d'identifier absolument le marxisme et le socialisme. Car si on le considère logiquement comme système scientifique et indépendamment de ses conséquences historiques, le marxisme n'est qu'une théorie des lois d'évolution de la société ».

En U.R.S.S., la science partisane de Lénine se transforme progressivement en dogme positiviste : dans une société sans classe, où les rapports de production ont été socialisés, il ne reste plus que le développement évolutif des forces productives, un déterminisme économique voire technologique, pour justifier le sens de l'histoire. L'histoire de l'humanité est réductible à un schéma évolutionniste en cinq stades (cf. Staline, *Matérialisme historique et matérialisme dialectique*, 1938) dont le dernier, le socialisme, achève l'histoire et par la conformité de ses rapports de production aux forces productives, c'est le stade qui autorise planification et prévision qui ne sont que la mise en conformité des hommes avec l'évolution du système productif...

Selon cette conception, l'histoire advient de façon déterminée à l'avance, d'une façon, dit Staline, qu'on pourrait connaître aussi bien que les lois de la biologie ; les hommes en général et le parti du prolétariat n'ont qu'à s'y conformer du mieux possible (*Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, 1952).

C'est à partir de ces divers avatars historiques du « marxisme » que naîtront les courants « gauchistes » que l'on peut caractériser en commun par le fait qu'ils admettent que les jugements de valeur influencent, conditionnent nécessairement les jugements de faits : c'est un point de vue de classe impliquant des éléments normatifs, qui structure le champ de visibilité d'une théorie sociale, qui oriente son regard et définit réciproquement son champ aveugle. En tant qu'homme-objet, l'homme se trouve assigné à une place dans les conditions objectives, dans les rapports sociaux ; mais, en tant qu'homme-sujet, de cette place, il porte son regard vers une place qu'il privilégie : de là le double conditionnement de sa « vision du monde ».

Korsch, Lukasc, Rosa Luxemburg, Gramsci ont tous soutenu une telle position. Ainsi Gramsci s'insurge à la lecture du *Manuel populaire de sociologie marxiste* de Boukharine de 1921, dénaturation totale du marxisme militant, transformé en « aristotélisme positiviste » et sans aucun doute inspiré par l'*Anti-Dühring* et la *Dialectique de la nature* d'Engels.

Par exemple, pour Boukharine qui anticipe Staline, « les météorologistes peuvent prévoir le temps... l'astronome connaît les lois qui déterminent le mouvement des planètes... La même chose est-elle possible dans les sciences sociales ?

(1) Cité par ANGEL, E. Bernstein et l'évolution du socialisme allemand. Paris, Didier, 1961, p. 194.

(2) Cité par L. GOLDMANN, *Recherches dialectiques*. Paris, Gallimard (Coll. Idées), p. 284.

Certainement. En effet, si nous connaissons les lois de l'évolution sociale, c'est-à-dire les lois que suivent inévitablement les sociétés, la direction de l'évolution, nous n'aurons pas de difficulté pour définir l'avenir social (1). Comment alors selon un tel schéma peut-on concevoir un dépassement, un renversement du réel par la praxis, questionne Gramsci ?

« Le fait de poser le problème comme une recherche de lois, de lignes constantes, régulières, uniformes se rattache à une exigence, conçue d'une manière un peu puérile et naïve : celle de résoudre d'une manière péremptoire le problème pratique de la prévisibilité des événements historiques ». Puisqu'il « semble », en vertu d'un étrange renversement des perspectives, que les sciences naturelles puissent donner la capacité de prévoir l'évolution des processus naturels, la méthodologie historique a été conçue « scientifiquement », à la condition qu'elle permette et dans la mesure où elle permet abstraitement de « prévoir » l'avenir de la société. D'où la recherche des causes essentielles, bien mieux de la « cause première », de la « cause des causes ». Mais les *Thèses sur Feuerbach* avaient déjà critiqué par avance cette conception simpliste. En réalité, on ne peut prévoir « scientifiquement » que la lutte, mais non les moments concrets de cette lutte, qui ne peuvent pas ne pas être les résultats de forces en opposition et en continuel mouvement, forces qui ne peuvent en aucun cas être réduites à des quantités fixes, car en elles la quantité devient continuellement qualité. Dans la réalité, on prévoit dans la mesure où on agit, où on met en application un effort volontaire et où on contribue donc concrètement à créer le résultat « prévu ». La prévision se révèle donc, non comme un acte scientifique de connaissance, mais comme l'expression abstraite de l'effort qu'on fait, la manière pratique de créer une volonté collective (2).

Korsch critiquera semblablement l'avatar positiviste du marxisme (*Marxisme et philosophie*, 1923) « Les marxistes modernes conçoivent de plus en plus le socialisme scientifique comme une somme de connaissances purement scientifiques, n'ayant aucun rapport *immédiat* avec la praxis, politique ou autre, de la lutte des classes » (3). La dialectique est une façon d'épouser l'empirie au plus près, une façon d'élargir les problématiques scientifiques et de fournir à l'action des règles d'orientation efficaces.

Le courant orthodoxe héritier de Staline, embarqué jusque dans l'aventure d'une opposition science bourgeoise/science prolétarienne dans le domaine des sciences exactes devra, après le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, assumer une certaine reconversion, manifester le maintien de son orthodoxie « pour Marx » en allant « lire le Capital ».

Mais ce sera en restant sur le terrain du positivisme. Althusser, promoteur de cette rénovation, n'assure-t-il pas son admiration pour A. Comte « le seul esprit d'intérêt » que la philosophie française a produit « dans les cent trente années qui suivirent la Révolution de 1789 » (4), ou pour Durkheim (5). Les travaux d'Althusser seront donc autant la construction d'un structuralo-marxisme scientifique que la critique polémique des thèses gauchistes de Gramsci, Lukacs et Korsch. Pour Althusser, il y a rupture radicale, « coupure épistémologique » entre la science et l'idéologie, la première ayant une existence, une histoire indépendante et séparée de l'histoire sociale et politique. Les sciences de la nature et les sciences de l'histoire relèvent de la même épistémologie (6) : l'œuvre de Marx est comparable à celle de Galilée ou de Lavoisier.

(1) BOUKHARINE, *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste*. Paris, Anthropos, p. 47.

(2) Antonio GRAMSCI, *Œuvres choisies*. Paris, Editions sociales, 1959, pp. 151-142.

(3) KORSCH, *Marxisme et philosophie*, 1923. Traduction française. Ed. de Minuit, 1964, p. 95.

(4) Pour Marx, *op. cit.*, p. 110.

(5) L. ALTHUSSER, *Lénine et la philosophie*. Paris, Fr. Maspero, 1972, p. 13.

(6) Lire le Capital, *op. cit.*, t. 2, p. 119.

DE L'USAGE POLITIQUE DE LA SCIENCE POSITIVE OU DE LA SCIENCE PARTISANE

Un schéma aussi constant dans l'histoire de la pensée marxiste, cet écartèlement des textes de Marx sollicités tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, posent question. Car le politique, qu'il ait le pouvoir, ou qu'il le revendique, est tôt ou tard amené à s'interroger sur le contenu « scientifique » ou « partisan » des critères de son action. A la lumière de l'histoire, le positivisme — trait frappant — apparaît toujours lié au détenteur du pouvoir ou d'un certain pouvoir, en tout cas. Les classes dirigeantes, quelle que soit le régime politique en place, y trouvent en effet les règles d'un savoir absolu et rationnel, transcendant les divergences d'intérêts « subjectifs » et transformant « le gouvernement des hommes » en « administration des choses ». Perspectives assurant à la fois la neutralité (ou « impartialité ») et l'extériorité (qui assure la stabilité) de l'instance politique. Les effets de cette instance, s'ils apparaissent partiels, seront imputés aux imperfections naturelles des théories ou des techniques scientifiques dont relève le politique qui les produit, imperfections provisoires et à la mesure du progrès scientifique. Le pouvoir en tant que tel, en effet, n'est pas impliqué : sa position d'observateur externe le met à l'abri même des lois et règles qu'il édicte. Se dotant de lois de mieux en mieux connues, la perspective positiviste est, par essence, planificatrice et prévisionnelle : il ne s'agit là que de préparer, d'anticiper le terrain social dans lequel doit s'inscrire la loi de l'histoire : les lois sociologiques tendent vers une symbiose avec les lois administratives. Le contrôle social, la soumission à l'ordre, de statique qu'il était, se dynamise. En outre, le positivisme appliqué à la politique entretient un rapport social de division qui est en même temps un rapport de domination. La connaissance rationnelle, scientifique est l'affaire de savants, d'experts, bref de spécialistes, tuteurs des autres fractions sociales confinées à d'autres tâches et amputées de toute capacité à définir des orientations sociales. Rapport encore plus renforcé si le « vulgum pecus » livré aux idéologies obscurantistes reconnaît aux seuls savants éclairés la capacité de les en délivrer.

La science engagée, élément d'une idéologie partisane et généralement historiciste, apparaît, par contre, comme portée par des fractions sociales dominées et engagées dans la lutte pour leur émancipation de tout rapport d'exploitation, de domination et d'aliénation. Se pose alors un problème. Si l'on admet la thèse du marxisme « gauchiste » selon laquelle toute science sociale est consciemment ou non « tendancieuse », « partisane », liée à une conception du monde, à une perspective historique qui émane d'un point de vue particulier de classe sociale (aussi bien dominante que dominée), le pluralisme de telles positions conduit au *relativisme* : il n'y a pas de vérité objective, et du coup, ceci revient à admettre l'ordre social tel qu'il est, « chacun ayant raison de son point de vue ». Deux types d'issue ont été proposés à cette perspective paralysante :

- celle de Mannheim qui, dans *Idéologie et Utopie* (1929), reconnaissant la pluralité des perspectives sociales, unilatérales et fragmentaires, admet la possibilité d'une « intégration des différents points de vue naturellement complémentaires dans un tout compréhensif », « synthèse de perspectives », tâche réalisable seulement par « l'intelligentsia universitaire sans attaches » que forment les intellectuels. Mais sont-ils vraiment sans attache, ou l'éclectisme de Mannheim ne révèle-t-il pas justement la position sociale « intermédiaire » de ces intellectuels, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans son livre, *Liberté, Pouvoir et Planification démocratique*, son projet se précise : il prône une « troisième voie », un système de réformes pacifiques et graduelles fondé sur la « planification sociale », système grâce auquel « la société capitaliste contemporaine peut encore être équilibrée », par « la concession suffisante de services et améliorations sociales aux classes inférieures, pour que ces dernières soient, elles aussi, intéressées à ce que l'ordre social soit maintenu ». Transcendance des idéologies ou projection idéologique particulière ?...

- celle qui consiste à dire que « il y a toujours plus de vérité du côté du camp de la révolte ». De Gramsci (« La vérité est révolutionnaire ») à Mao-Tsé-Toung (« on a toujours raison de se révolter »), cela revient à dire que la classe révolutionnaire, par son point de vue historiciste, est à même d'avoir une vision

plus large de la société dans laquelle elle s'inscrit, à l'inverse des classes dominantes qui, consciemment ou non, avec ou non des œillères, cherchent à « arrêter L'Histoire ». C'est donc seulement dans la société sans classe que l'on peut considérer l'horizon de la Science sociale, comme fini et objectivable. C'est ce que laisse entendre Rosa Luxemburg, dans sa polémique avec Bernstein (1) et que précise Gramsci : « Semble-t-il possible qu'il existe une objectivité extra-historique et extra-humaine ? Mais qui jugera d'une telle objectivité ? (...). Objectif signifie toujours « humainement objectif », ce qui peut correspondre exactement à « historiquement subjectif », autrement dit « objectif » signifierait « universel subjectif ». L'homme connaît objectivement dans la mesure où la connaissance est réelle pour tout le genre humain *historiquement* unifié dans un système culturel unitaire ; mais ce processus d'unification historique a son avènement quand disparaissent les contradictions internes qui déchirent la société humaine (...). Il y a donc une lutte pour l'objectivité (pour se libérer des idéologies partielles et fallacieuses) et cette lutte est la lutte même pour l'unification culturelle du genre humain » (2). Selon cette conception, la science serait de moins en moins engagée, à la mesure du renversement des rapports de force entre classes dominantes et classes dominées. Mais l'histoire ne nous offre pas d'exemple pour corroborer ces positions qui restent donc des actes de foi.

On est donc plutôt tenté de reconnaître que l'enjeu — la vérité scientifique — se situe moins sur le terrain même de la lutte des classes (exploiteurs-exploités) que sur le terrain de la lutte autour de pouvoirs (dominants-dominés). Le positivisme quel qu'il soit, à contenu « marxiste » ou « bourgeois », est l'instrument d'une domination. La raison de Dieu ou la Raison d'Etat se sont faites Raison scientifique et les rapports de domination revêtent des habits neufs au goût du jour. Bakounine, lecteur critique de Comte et observateur de la naissance du « marxisme », fait une critique perspicace et prophétique de l'avènement de la science (tout en reconnaissant son utilité, « boussole de la vie ») et des savants dans la sphère du pouvoir : « Le gouvernement de la science et des hommes de la science, s'appelassent-ils même des positivistes, des disciples d'Auguste Comte, ou même des disciples de l'Ecole doctrinale du communisme allemand, ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, mal-faisant (...). La science est l'immolation perpétuelle de la vie fugitive, passagère, mais réelle, sur l'autel des abstractions éternelles (...). Pourtant ce ne sont pas ces individualités abstraites, ce sont les individus réels, vivants, passagers qui font l'histoire (...). Mais la science les considère tout au plus comme de la *chair à développement intellectuel et social*. Ainsi « le gouvernement des savants » ne doit pas être « une seconde édition du gouvernement des prêtres ». « La science doit devenir le patrimoine de tout le monde » (*L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, 1871).

Il faut donc expliquer comment les diverses théories marxistes n'ont pu prévoir et expliquer ces résistances à leur prévision ou ces avatars de leurs politiques et, de la même manière, comprendre pourquoi les nouveaux rapports de domination à l'œuvre n'ont pas engendré des réactions sociales. Nous avancerons une thèse qui n'est pas originale et qui, sous différentes formulations, revient à interpréter le rapport archétypal de domination comme ambivalent, compensé, équilibré par un rapport « affectif », « investissement libidinal » de bienfaisance, d'assistance (3). Rapport paternaliste où se mêlent pour le dominé le respect

(1) Rosa LUXEMBURG, « Réforme sociale ou révolution ? », *Œuvres I*, (Petite Collection Maspero, 40), Paris, Maspero, 1969, p. 85.

(2) *Œuvres choisies*, op. cit., p. 150.

(3) Voir par exemple le texte de Marx, *Gloses critiques marginales à l'article : « Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien »* (1844, Reed, Spartacus 1970), notamment le passage sur le paupérisme et la bienfaisance en Angleterre et en France (pp. 76-79) (« Dans les workhouses, la bienfaisance est ingénieusement combinée à la vengeance que la bourgeoisie tient à tirer des miséreux qui font appel à sa charité ». De même, à propos des dépôts de mendicité créés en France en 1808, ils doivent inspirer, selon un membre du corps législatif, la « reconnaissance éternelle au héros qui assure un refuge à l'indigence et des aliments à la pauvreté »). Plus contemporains, sur le despotisme d'usine et son rapport à l'idéologie d'assistance, voir J. RANCIERE (*La leçon d'Althusser*, Coll. Idées 1974, chap. IV) ; sur le despotisme des bureaucraties administratives de l'âge industriel, voir Pierre LEGENDRE (*L'amour du censeur*, Paris, Ed. du Seuil, 1974, chap. V).

de l'autorité et l'attente de l'aide, soumission au pouvoir échangée contre quête de reconnaissance. W. Reich a fait des observations très concrètes, précieuses à ce sujet, dans le rapport des hommes à l'Etat, de l'insurgé face à la force répressive, du partisan face au Parti ou du Parti d'opposition face au Parti dirigeant (1) ; reconnaître subjectivement le plus fort de l'autre côté, c'est objectivement se livrer à son bon désir. Reste alors à l'autorité, au pouvoir, à se doter des attributs de cette force, pour convaincre l'autre de la « réalité » de sa supériorité. C'est souvent sur le *savoir* que s'est étayé ainsi le pouvoir : savoir du dessein de Dieu quand c'est le prophète qui garantit les actes du chef, savoir du canon théologique lorsque c'est le prêtre qui consacre le despote, savoir de la raison scientifique, des lois positives quand ce sont les experts qui cautionnent l'exercice du pouvoir technocratique. C'est de la même manière qu'au XX^e siècle, le patronat industriel maintient son rapport d'exploitation en entretenant un rapport paternaliste avec le prolétariat : « Nous avons le savoir gestionnaire qui vous est inaccessible ; vous, vous avez l'ouvrage que nous vous *donnons* ».

Et par là les pouvoirs se reproduisent, puisqu'ils entretiennent chez les masses l'esprit de la quête des droits qui est en même temps reconnaissance du pouvoir monopolisé, et l'esprit corrélatif de *gratitude* qui est aussi respect du pouvoir. Si l'on appelle *appareil de pouvoir* de tels rapports institutionnels, il faut constater qu'ils font partie intégrante de très nombreuses institutions : Etat, Administrations, Eglise, institutions sociales et d'enseignement, famille, etc. On ne peut les confondre avec les superstructures politique et idéologique du marxisme, dans la mesure où il s'agit moins d'exercer un pouvoir ou de promouvoir une idéologie que de façonner en profondeur une subjectivité adaptée à jouer la place du dominé, en quête d'un maître, tuteur patron ou chef. Ainsi favorisée, cette subjectivité admet aisément que le censeur en droit canonique, le législateur en droit public, l'administrateur de pouvoirs publics, le planificateur en aménagement du territoire agissent au nom du Dogme ou de la Raison et pour l'intérêt de tous. Parodiant le titre d'un ouvrage de Legendre, historien des administrations, on peut parler de « l'amour du planificateur » qui harmonise sans arrêt l'ordre social, redresse les déviations et les dysfonctions, plaque sur les maux sociaux les ventouses des équipements collectifs, transplante des organes pourris, etc. et ainsi arrive à se faire aimer du planifié, délivré des soucis du « devenir » : « Confiez-nous votre avenir, nous ferons le reste »... Si donc nous trouvons pertinent de retenir comme nécessaire cette dimension de la subjectivité malléable dans sa structure profonde et distincte d'un simple processus d'idéologisation, il faut s'interroger sur son intégration possible dans une théorie plus générale.

Deux voies ont été proposées :

- l'intégration dans les théories marxistes gauchistes qui, reconnaissant l'importance du facteur subjectif, avouent en même temps la difficulté de construire une théorie du « sujet ». Le freudo-marxisme de Reich n'a été réfuté que par les tenants d'un objectivisme social pur mais reste à découvrir, à approfondir. Signalons par ailleurs que Kosik fait remonter la découverte de la manipulation de la subjectivité à Machiavel, scientisme (ou positivisme) et machiavélisme allant de pair selon lui : « la désacralisation de la nature et sa représentation comme ensemble de formes mécaniques soumises à la domination et à l'exploitation de l'homme, vont de pair avec la désacralisation de l'homme, qui découvre qu'il est une créature que l'on peut former et modeler ou — traduit en un langage correspondant — manipuler ». C'est dans ce contexte seulement que l'on peut saisir la signification historique de Machiavel et la portée du machiavé-

(1) W. REICH, *Les hommes et l'Etat*. Nice, Ed. Sinelnikoff, 1972, pp. 72-79.

lisme (...). Sa découverte fondamentale — correspondant à la science opérative de Bacon et à la conception moderne de la science — est le concept de l'homme comme être disponible et manipulable.

« Le scientisme et le machiavélisme sont les deux faces d'une même réalité. C'est sur quoi repose la conception de la politique comme technique calculatrice, susceptible d'une rationalisation et d'une manipulation scientifiquement prévisionnelle du matériel humain. Pour cette conception et la praxis correspondante, il importe peu que l'homme soit bon ou mauvais par nature : bon ou mauvais, il a une nature susceptible d'être modelée et d'être l'objet d'une manipulation calculée et fondée sur la science. La praxis se manifeste sous la forme historique de la manipulation et de la préoccupation, ou — comme Marx le dira par la suite — sous la forme du sordide trafiquant » (1).

- la constitution d'une théorie générale des rapports de domination, des appareils de pouvoir, susceptible à elle seule pratiquement de traduire l'Histoire, réduite à un procès de pouvoirs, de dominations et subjugations, à une structuration en féodalités, hiérarchies multiples et cachées. C'est la voie multiforme suivie par Foucault, Deleuze et Guattari, Legendre, Fourquet, s'appuyant en grande partie sur Nietzsche (2). Théories naturellement en rupture avec le marxisme, dans lequel elles voient une expression positivisée du ressentiment de l'esclave (la classe dominée) pour son maître (la classe dominante), ressentiment impuissant à se détacher de sa mentalité soumise. Théories aussi anti-historiques, car l'événement, la rupture, bref l'histoire, sont les accidents propres à un champ social avant tout clôturé, contrôlé, fixé, « territorialisé » par le jeu des multiples appareils de pouvoir. Les institutions sont chargées de densité historique, d'une pesanteur telle que se reproduisent sans arrêt les systèmes de domination. L'histoire, c'est avant tout l'affaire de la longue durée, le temps de l'érosion, un temps qui emprisonne naturellement les hommes, pions dociles de cette Histoire sans sens et sans fin : c'est le paradoxe de l'homme que d'inventer alors un sens (ou des sens) à cet ordre — la Religion, puis la Raison — et de là lui assigner une fin — Apocalypse ou Millénium, Socialisme ou Barbarie. Le prosélytisme, l'engagement, le militantisme sont alors les stades suprêmes de l'aliénation...

Donc, d'un côté, des subjectivités façonnées mais façonnables (cf. *Thèse III sur Feuerbach*), dotées d'une efficacité propre sur la construction du devenir et indissociables d'une vision particulière du monde ; de l'autre, des subjectivités moulées par les appareils de pouvoir, plus ou moins variables dans leur expression, mais reproduisant des rapports de domination, consciemment ou non.

Il ne nous revient pas de trancher entre ces deux réponses qui donnent des sens très différents aux pratiques du politique. Soulignons simplement donc qu'ayant surmonté le « combat » que se livrent l'idéologie et la science dans ses pratiques, le politique sera confronté à la nature et au sens de la science (sociale ou administrative) sur laquelle il entendra s'appuyer : qu'elle soit positive ou engagée, dans un cas comme dans l'autre, cette science — et, en particulier, les conditions de sa production — renverra toujours aux rapports sociaux, filigranes des pages de l'histoire dans laquelle elle s'inscrit.

(1) *La dialectique du concret*, op. cit., p. 150.

(2) Voir aussi précédemment, pp. 46 et 47.

conclusions

Le lecteur attentif aura certainement perçu, ne serait-ce qu'à travers des différences de ton ou d'écriture, des divergences dans les questionnements, les perspectives et les hypothèses énoncés dans les pages précédentes. Ces divergences illustrent en fait les difficultés rencontrées pour essayer de saisir et de clarifier les significations sociales, au-delà des apparences des pratiques mais en les incluant, de ce que sont les P dans leur diversité et leur unité.

En effet, il avait été pensé, peut-être naïvement, comme possible de mettre à jour et d'établir des liens et des incompatibilités entre les diverses pratiques de P, sur la base d'un niveau d'appréhension tel qu'il aurait permis d'envisager, de façon méthodologique sinon théorique, comment ces pratiques étaient susceptibles de s'intégrer et de s'emboîter ou plus simplement de s'articuler. Une telle visée paraissait admissible dans la mesure où ces pratiques de P présentent un certain nombre de caractères communs, ne serait-ce que parce qu'elles se nourrissent de techniques et de méthodes empruntées à des approches scientifiques, parce qu'elles cherchent à prendre en compte le développement de la spatialisation de la société dans des espaces concrets tout en se proposant de peser sur ce développement et cette spatialisation, parce qu'elles sont liées, toutes, d'une façon ou d'une autre, à certaines fonctions de l'Etat dans son rôle d'organisation et d'orientation sociale...

Mais essayer de rendre compte et d'expliquer ces similarités apparentes faisait naître — et les chapitres précédents en portent les traces — des questions nouvelles, au fur et à mesure que nous avançons dans des essais d'interprétation de ces pratiques, puisque ces essais d'interprétation, voire de théorisation devaient également intégrer des éléments disparates, par exemple, les différences de rapports à des formes et à des contenus idéologiques divers, des formes discursives face à des formes pratiques...

Les questions apparues peuvent brièvement être regroupées en trois types qui ne sont pas d'ailleurs sans entretenir des liaisons étroites. Tout d'abord, il nous fallait analyser, au moins pour partie, les relations qu'entretiennent pratiques de P, idéologies et sciences dans la mesure où existent de façon claire des liens étroits entre les trois termes mais dont les contenus réels ainsi que les significations devaient être comprises pour saisir la portée de ces pratiques, c'est-à-dire leur efficacité et leur sens. C'est seulement après avoir abordé ce problème qu'il nous a paru possible de nous interroger sur la place sociale et politique de ces pratiques, sur leurs formes d'institutionnalisation et leurs situations dans un ensemble plus vaste de rapports sociaux, c'est-à-dire finalement sur les conditions de renouvellement ou de dépassement de ces pratiques elles-mêmes.

1 — PRATIQUES, IDÉOLOGIES ET SCIENCES

- Nous avons souligné maintes fois, dans le corps de ce texte, que les différentes pratiques de P s'inscrivaient dans des rapports particuliers au savoir et aux sciences. Saisir ces inscriptions particulières est important puisqu'elles semblent constituer des terrains privilégiés pour la (ou les) légitimation(s) so-

ciales(s) de ces P. Il y a là en effet un double processus puisqu'inscriptions particulières, et donc différentielles, et en même temps mouvement analogue de légitimation. Et si l'on se souvient de la définition du sociologue proposée par Max Weber, définition que l'on pourrait étendre à la plupart des P'istes : « petit prophète accrédité par l'Etat (et) s'arrogeant le droit de débiter du haut d'une chaire, au nom de « la Science » des verdicts décisifs sur des questions touchant la conception du monde », l'on saisit que ces inscriptions particulières entre sciences et idéologies sont les supports à une double légitimation, dont chaque terme s'appuie sur et se nourrit de l'autre : les représentations sociales du savoir et de la scientificité fondent et sont fondées tout à la fois par les relations existantes dans les pratiques de P entre idéologies et sciences. L'idéologie scientifique « fonctionnant » dans notre société est la condition nécessaire pour le « fonctionnement » de sciences idéologisées dans les pratiques de P et pour leur fondation comme « pratiques scientifiques » ; de même, ce sont ces mêmes pratiques, parmi d'autres, qui permettent à l'idéologie scientifique de prendre corps et de se déployer.

Aussi pour essayer de cerner les significations de cette coexistence entre idéologie, savoir et science, au sein des pratiques qui nous occupent, faut-il examiner quelques-unes des questions qui jaillissent des frottements entre idéologie et science dans leur généralité.

• Le savoir scientifique est le produit de pratiques et, comme tel, il n'est jamais qu'un système plus ou moins cohérent d'énoncés. Le savoir a une fonction d'intelligibilité, c'est-à-dire de mise en évidence des manques et des déformations des divers énoncés tenus précédemment — sciences dépassées — ou parallèlement — énoncés idéologiques — et dont il apparaît qu'ils sont insuffisants ou falsifiants. C'est souligner que la production d'énoncés scientifiques prend son essor sur la base de formulations ou de représentations idéologiques et qu'elle tend à se dégager de ces formulations antérieures ou concomitantes par un travail long et difficile. Ce qu'Althusser appelle la pratique théorique : « elle travaille sur une matière première (des représentations, concepts, faits) qui lui est donnée par d'autres pratiques, soit empiriques, soit techniques, soit idéologiques » (1). C'est souligner que le savoir scientifique, comme produit de pratiques, entretient des liens d'inclusion avec d'autres pratiques, en même temps que des liens généalogiques, ou plus précisément gnoséologiques et dans leurs rapports généraux — praxis — et dans leurs rapports spécifiques — constitution d'une discipline ou d'une région du savoir... (2).

Et c'est sur la base de ces relations — généalogiques et d'inclusion — qu'il nous paraît possible de spécifier quelques-unes des relations qu'entretiennent science et idéologie. A l'inverse, en effet, d'une compréhension de la science et du savoir scientifique prenant corps dans et à partir de représentations sociales liées aux diverses pratiques sociales, le modèle social général de la science est un modèle positiviste s'appuyant sur la mise en avant de possibilités d'objectivation c'est-à-dire d'éloignement et de construction de l'objet scientifique échappant à toute subjectivité. Or c'est précisément sur ce point que se situe l'opposition fondamentale entre le rationalisme et la pensée réellement scientifique, c'est-à-dire dialectique.

(1) L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, op. cit., p. 168.

(2) « De même que toute science historique ou sociale, en général, il ne faut jamais oublier, à propos de la marche des catégories que le sujet, ici la société bourgeoise moderne, est donné aussi bien dans la réalité que dans le cerveau, que les catégories expriment donc des formes d'existence, des conditions d'existence déterminées, souvent de simples aspects particuliers de cette société déterminée, de ce sujet, et que par conséquent cette société ne commence à exister, du point de vue scientifique aussi, à partir du moment seulement où il est question d'elle en tant que telle. (...) Il serait donc impossible et erroné de ranger les catégories économiques dans l'ordre où elles ont été historiquement déterminantes. Leur ordre est au contraire déterminé par les relations qui existent entre elles dans la société bourgeoise moderne, et il est précisément à l'inverse de ce qui semble être leur ordre naturel ou correspondre à leur ordre de succession au cours de l'évolution historique ».

K. MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Les Éditions Sociales, Paris, 1972, pp. 170-171. Également : « La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, et de le reproduire sous la forme d'un concret pensé. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même » (idem, p. 165).

La plupart des théoriciens positivistes et rationalistes, conscients du fait que leurs instruments conceptuels ne peuvent pas saisir la réalité sociale dans toute sa richesse concrète et notamment son dynamisme, ont accepté sans trop de difficultés la nécessité de compléter l'analyse théorique par un élément irrationnel (rupture diachronique, praxis comme non savoir...). La pensée dialectique en revanche, parce qu'elle assure la possibilité de conceptualiser et d'intégrer la genèse au savoir scientifique, permet d'étudier et d'analyser le monde non pas de l'extérieur sur un plan purement théorique aspirant à une objectivité totale, ici et maintenant, mais dans la perspective d'une progression scientifique réelle : « A l'investigation (scientifique) de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble » (1).

C'est, semble-t-il, à partir de ces différences importantes que peuvent se développer des théories inconscientes, c'est-à-dire presque toujours des idéologies qui seront souvent appelées pratiques scientifiques, avec force appel aux coupures épistémologiques, reflet scientifié de l'objectivation impossible, mais qui ne peut conduire qu'à un empirisme ou un idéalisme pré-scientifique.

• En revenant maintenant aux inscriptions particulières des pratiques de P entre la science et l'idéologie, ou encore à la façon dont pratique théorique et pratique idéologique se conjuguent au sein des pratiques de P, il paraît possible de préciser certains points.

a) Tout d'abord, il est clair qu'à travers les pratiques de P sont en jeu des intérêts de classe, économiques et sociaux, conflictuels et contradictoires, des intérêts moraux et des systèmes de valeurs, et que, dès lors, les dimensions idéologiques risquent de s'imposer avec plus d'urgence et plus de force.

Plus d'urgence, car il y a obligation d'admettre l'importation de données idéologiques au sein d'analyses scientifiques utilisées dans les pratiques de P, en tant que celles-ci veulent être actions à courte ou longue échéance. Plus de force, car justement des intérêts étant en jeu, il est clair qu'ils ne vont pas s'embarrasser d'analyses scientifiques pour essayer de triompher.

Mais si cette obligation est réelle puisqu'il n'y a pas possibilité d'attendre que des liaisons claires s'établissent entre des pratiques théoriques et les autres formes de pratiques, entre un savoir en cours de constitution et des techniques de gestion sociale qui ne pourront prendre corps que lorsque ce savoir sera suffisamment construit, il est réel également que cette importation de données idéologiques au sein de l'analyse scientifique est variable. C'est d'ailleurs sur cette variabilité que se fonde l'existence de plusieurs prospectives et de plusieurs planifications, tant dans leurs formes que dans leurs contenus.

L'important à cet égard cependant ne nous paraît pas tant résider dans la nécessité de ces importations mais dans le fait qu'elles correspondent d'une part au développement inégal du savoir selon les découpages disciplinaires ou régionaux et d'autre part qu'elles légitiment en de nombreux cas des importations non nécessaires, sauf à privilégier certaines dominances sociales, ou plus précisément à privilégier « l'effet de connaissance idéologique » (2). Il est clair d'ailleurs que ce double caractère trouve son origine et son explication dans les conditions mêmes de production d'énoncés scientifiques ou idéologiques. Le développement inégal des différentes disciplines — sans parler bien sûr de leur découpage — est bien un effet de classe dans la mesure où

(1) K. MARX, « Postface de la deuxième édition allemande », *Le Capital Livre Premier*, Tome 1, p. 29. Paris, Editions Sociales, 1975.

(2) L'effet de connaissance idéologique se distingue par ses propriétés (c'est un effet de reconnaissance-méconnaissance dans une relation spéculaire) de l'effet de connaissance scientifique... » L. ALTHUSSER « Lire le capital », op. cit., tome 1, p. 85, (1968).

il prend racine dans les formes sociales de division du travail : on sait comment l'histoire des sciences est étroitement dépendante de l'histoire tout court. L'effet de connaissance idéologique, qui sous-tend le processus de légitimation sociale, correspond, quant à lui, au fait que l'émergence d'un savoir scientifique à partir du savoir idéologique ou technique ne peut se faire que difficilement et progressivement et le plus souvent avec des outils qui empruntent eux-mêmes à des formes idéologiques, et, en ce qui concerne le discours scientifique, à des formes de langage ou de discursivité véhiculant également des rapports de dominance (1).

Apparaissent ainsi les fondements sur lesquels de nombreuses dimensions idéologiques des pratiques de P prennent appui. Mais il nous faut examiner comment les différentes P sont spécifiées dans la généralité des relations pratique théorique/pratique idéologique.

b) Les éléments d'analyse jusqu'ici énoncés laissent entrevoir déjà comment nous pensons pouvoir caractériser la prospective comme pratique d'idéologisation et la planification comme pratique de scientification. En effet, la prospective comme discours social et comme discours des sciences sociales participe à la fois de l'effet de connaissance scientifique et de l'effet de connaissance idéologique. Et, à cet égard, la prospective apparaît comme un élément important dans la modification des rapports entre pouvoir et savoir, au nom des exigences d'une action efficace : c'est l'ensemble du modèle d'action des membres des appareils d'Etat qui se trouve concerné. A la séparation classique entre d'une part la réflexion et de l'autre l'action se substitue peu à peu une nouvelle pratique fondant elle-même sa double légitimité — intellectuelle et active ou scientifique et politique — fournissant ainsi de nouveaux modèles technocratiques et bureaucratiques : « les décideurs politiques estiment utile et opportun de présenter leurs choix comme techniques plutôt que comme politiques (...). Le savoir scientifique est utilisé en tant que fondement « rationnel » de choix à long terme et moyen d'établir la légitimité de décisions spécifiques. En vérité, l'existence des bureaucraties tend à dépendre à un tel point du contrôle et du monopole du savoir dans un domaine particulier que ce contrôle peut devenir pour elles un objectif déterminant (2) ».

La pratique prospective est, en effet, exemplaire : devant la complexité grandissante technique et économique de nos sociétés, les concentrations tant économiques, financières que spatiales, le choix de décisions importantes quant aux conditions de mise en valeur du capital dominant et quant aux conditions de reproduction du rapport social d'exploitation-domination ne peut être laissé au simple libre-arbitre d'une poignée de décideurs ou au hasard de la décision institutionnelle ; les différents organismes de gestion économique et sociale et, en particulier, les appareils d'Etat entourent et font précéder leurs choix d'études et de travaux possédant un certain nombre de caractères scientifiques, ou encore capables de mêler dans un savoir unique et commun, effets de connaissance idéologique et effets de connaissance scientifique.

La prospective apparaît ainsi comme une forme de discours répondant de façon adéquate et à la nécessité de dévoiler et de rendre intelligible le réel — connaissance scientifique nécessaire à la mise en place des conditions générales de la production — et à la nécessité de lui conserver une représentation idéologisée pour maintenir, voire conforter, le rapport hégémonique des classes dominantes (3). Pour limiter ce qui pourrait paraître fonctionnaliste dans

(1) « Bref, la question de l'idéologie posée à la science... c'est la question de son existence comme pratique discursive... » M. FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard, 1969, p. 242.

(2) D. NELKIN, « The political-impact of technical expertise », in *Social studies of Science*, 5, 1975, pp. 36-37.

(3) On saisit ici que M. MAFFESOLI (*l'Homme et la Société*, 1975, n° 35-36) appelle la duplicité de l'idéologie, en tant qu'elle donne à lire le manque de transparence d'une société, mais qui rend compte également d'une forme de la conscience sociale. De là, l'utilisation, par nous, du terme de représentation idéologisée : il nous paraît adéquat à la réalité de ce double mouvement d'intelligibilité et d'occultation, mais d'occultation en accord avec l'ensemble des valeurs dominantes.

une telle approche, rappelons que l'adéquation de la prospective à cette double nécessité trouve son fondement bien au-delà d'une simple réponse à la demande sociale émanant des groupes dirigeants : c'est l'état d'inégal développement des sciences sociales, et leur non existence comme totalement libérées de formes idéologiques qui permet cette adéquation. Il reste que c'est sur cette base que nous croyons utile de caractériser la prospective telle que nous la connaissons comme pratique d'idéologisation.

Pour ce qui concerne la planification, définie ici comme pratique de scientification, les processus sont orientés dans le sens contraire. Ainsi, à travers la planification se développent des pratiques d'acculturation, l'imposition sociale de la rationalité, de la culture et de l'idéologie dominantes, par exemple ce que l'on appelle la concertation ou encore les normes planificatrices. Ces pratiques d'acculturation qui impliquent d'ailleurs que le planificateur ait quelques influences sur les décisions, car un pur discours ne s'appuyant pas sur quelque effet pratique est incapable de réellement acculturer (1) ; elles doivent permettre la mise en place d'organisations spatiales adaptées au libre déploiement du capital et de sa spatialité ; le recours scientifique est alors obligé pour conforter les données idéologiques présentes.

Cependant il faut noter que le recours à un savoir scientifique ne s'est pas développé de façon uniforme dans toutes les dimensions de la planification urbaine : en effet, si pour un certain nombre de questions et de problèmes — mouvements démographiques, pratiques quotidiennes hors travail des habitants... — l'appel à la science se fait pressant, cet appel n'est pas généralisé, et, au contraire il est même partiellement évité pour d'autres secteurs : flux des capitaux dans des espaces urbains, rapports économiques réels entre les différents agents... c'est-à-dire en fait pour le champ de l'économie politique, où les efforts de clarification n'ont jamais porté sur les systèmes de formation des objets scientifiques, ni sur ses types d'énonciation ou sur ses concepts.

C'est souligner que l'effet de connaissance scientifique est susceptible de porter sur des éléments partiels et parcellaires ou sur des contradictions secondaires, sans que soit portée atteinte aux représentations idéologisées de l'exploitation, de la domination, du déploiement de la spatialité dominante. Ce mouvement vers une scientificité partielle paraît étroitement lié, de fait, à la tentative d'expulser les contenus politiques de la planification spatiale. Les divergences et les conflits entre agents économiques et sociaux qui ne peuvent être régulés par les processus de concertation-acculturation peuvent, dans certains cas, être remplacés par des analyses scientifiques ou des analyses tendant à la scientificité puisqu'en tout état de cause l'application des normes planificatrices et les interventions directes de l'Etat paraissent suffisantes pour conforter le rapport social fondamental et masquer sa nature réelle. Mais, bien entendu, les pratiques de planification seraient plus efficaces s'il y avait un mouvement d'unification des représentations sociales, qu'elles soient idéologiques ou scientifiques !

Il est nécessaire d'examiner attentivement ce que nous appelons le mouvement vers la scientificité, car l'idéologie pouvant réinsérer la science dans une structure idéologique et continuer à produire ainsi et l'idéologie de la science comme rationalité transcendante et la science idéologisée, la planification peut bien apparaître comme pratique de scientification, si l'on ne précise pas de quelle science il s'agit.

Quant à la programmation enfin, on peut sans doute la caractériser comme pratique d'idéologisation également mais à contenu technique. En effet, les pratiques de programmation font appel largement à différentes techniques dites d'aide à la décision, ou encore à des concertations et négociations entre agents sociaux mais dont les formes sont déterminées par un appareil technique. Par

(1) Cf. en particulier L. NIZARD dans le Rapport introductif au Colloque d'Uriage, « Planification et société », 1973.

ces contenus techniques, c'est toujours à l'idéologie de la science que nous sommes renvoyés, mais avec des traits et des caractères qui ne sont pas ceux d'un néo-positivisme rationnel et objectivable, mais plutôt ceux d'un rationalisme technique qui « semble tenir beaucoup moins d'un ethos créateur et d'une sorte d'orientation que d'une batterie de machines à science, servies par des techniciens et dirigées par des économistes et des militaires (1) ».

2 — RAPPORTS SOCIAUX ET P

Les pratiques des P'istes s'appuient de façon générale sur des thèmes dont le contenu scientifique n'est rien moins que réel. Cela n'empêche pas, au contraire, que « l'on est en droit de se demander si les conditions sociales qui doivent être remplies en fait pour qu'une catégorie particulière d'agents puisse être mise en réserve en vue d'exercer une activité de type théorique, ne sont pas propres à favoriser l'adoption inconsciente d'un type déterminé de théorie de la pratique » (2). En effet, si les contenus théoriques des pratiques des P'istes renvoient plus à des effets de connaissance à dominance idéologique ou technique, ces « théories » ne peuvent que mettre en œuvre des procès de connaissance empirique ou spéculative mais qui toutes renvoient à la fameuse coupure épistémologique (3) qui prend alors une dimension sociale importante. La situation de classe qui est en effet à la base de toute activité théorique en tant qu'elle suppose une coupure épistémologique ne peut également supposer qu'une coupure sociale : à la suite de P. Bourdieu reprenant d'ailleurs certaines analyses d'Auguste Comte constatant qu'à la différence des prolétaires, « opérateurs directs », « seuls directement aux prises avec la nature » et prédisposés par là à l'esprit positif (comtien), les bourgeois « ont surtout affaire à la société » (4), on peut suggérer que le fait d'agir par des signes — discours, plans, argent — sur la société, ne pousse pas à saisir le monde réel, et entretient un lien certain avec une théorie de l'action comme modèle mécanique ou comme surgissement pur de décisions libres.

L'analyse plus poussée de la position de ces P'istes ferait sans doute apercevoir que ce type d'intellectuel tient une place particulière entre les groupes sociaux et les classes : intermédiaires qui parlent ou qui décident pour les autres et à leur place. Ce serait souligner que ces P'istes dans leurs pratiques ne peuvent que très difficilement assumer et prendre en charge les dimensions conflictuelles des rapports sociaux. On retrouve là les notions de cohérence, ou d'intérêt public, ou encore de régulateurs, comme notions centrales à ces pratiques. Mais plus profondément, il semblerait que les P'istes tiennent bien le rôle d'intellectuels organiques et, de ce fait, ne peuvent éviter d'idéologiser leurs pratiques, sur un mode ou sur un autre par rapport aux enjeux hégémoniques.

Une telle position permet alors de saisir la nature des liens entre les P'istes et l'Etat d'une part, et les P'istes et la classe dominante d'autre part. Elle permet également de mieux saisir la place des pratiques de P à la fois dans des pratiques scientifiques et des pratiques idéologiques. En effet, une telle position requiert l'autonomie, du moins relative, de ces intellectuels organiques particuliers. Pour tenir cette position, les P'istes doivent « se détacher de la classe dominante pour s'unir à elle plus intimement, pour être une vraie superstructure

(1) Wright MILLS, *L'Imagination sociologique*. Paris, Fr. Maspero, 1967, pp. 20-21 (épuisé). Souvenons-nous en effet que beaucoup des techniques dites de programmation ont été mises au point par les militaires.

(2) Pierre BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Genève, Droz, 1972, p. 158.

(3) Il s'agit ici, bien sûr, de la notion de coupure épistémologique telle qu'elle s'est développée dans le discours de l'histoire des sciences, en particulier avec Bachelard.

(4) A. COMTE, « Discours sur l'esprit positif », *Œuvres choisies*. Paris, Aubier, 1943. Cit. par P. Bourdieu, op. cit.

et non pas seulement un élément inorganique et indistinct de la structure économique » (1). Faute d'une telle autonomie, ils demeureraient ainsi que la classe à laquelle ils sont liés, à un « stade économique-corporatif ». Les pratiques de P, comme conjugaison de pratiques scientifiques et de pratiques idéologiques, paraissent bien refléter alors cette autonomie (qui n'est pas indépendance). Peut-être alors peut-on avancer quelques hypothèses spécifiant différemment les autonomies respectives de chacun des P.

a) En effet, ce qui est couramment appelé depuis quelques temps l'échec de la planification urbaine, et que nous préférons, pour notre part, appeler simplement crise — puisque pour parler d'échec il faudrait pouvoir disposer de critères de réussite — pourrait renvoyer au fait que les planificateurs urbains et régionaux comme intellectuels organiques voient leur base sociale s'amenuiser sinon disparaître. Si en effet, et reprenant en cela ce qui a été avancé dans le corps du rapport, la planification urbaine a pour fonction, sinon primordiale du moins importante, d'articuler spatialement capital local et capital monopoliste, que peut-elle devenir si, d'une part, le capital local n'a plus la capacité de créer ou de reproduire sa spatialité, et si, d'autre part, le capital monopoliste, au contraire, dispose des capacités et des moyens de créer sa spatialité — en France ou à l'extérieur — sans plus se préoccuper fondamentalement de son articulation ou de son alliance au capital local ? Dans cette voie, la planification urbaine aurait probablement un avenir peu favorable à son développement. Cela pourrait alors expliquer la prise de conscience corporative des planificateurs, et le « mouvement vers la scientificité », dans la mesure où le contenu idéologique de la planification n'apparaît pas ou plus comme une nécessité, ni comme une possibilité hégémonique ».

b) Dans cette même hypothèse, le développement relativement récent de la prospective spatiale et de la prospective urbaine en France pourrait correspondre au contraire à la nécessité idéologique et politique de conforter l'hégémonie de la classe dominante. La prospective comme pratique d'idéologisation trouverait là en effet sa justification, mais également ses limites. L'autonomie de la pratique prospective correspondrait bien à l'essor de la fraction monopoliste de la classe dominante — « consciente de ses forces et des faiblesses » (1) — et donc capable de supporter le dévoilement partiel de la réalité des rapports sociaux. Mais en même temps la prospective ne pourrait dépasser les « théories » existantes, elle ne pourrait prendre en compte la réalité dans son expression concrète dans la mesure où elle ne peut s'appuyer que sur des éléments partiels, non dégagés de dimensions idéologiques (2).

c) Quant à la programmation, qui concerne par excellence des investissements d'abord nécessaires à l'entretien et à la reproduction de la force de travail (du moins apparemment puisqu'en fait, à travers la réalisation d'équipements, sont modifiées des valeurs d'usages urbaines), il serait nécessaire de lui conserver ses apparences de neutralité technique, effet idéologique de la nécessité politique.

L'ensemble de ces réflexions détruisent l'illusion qu'on peut entretenir sur une connaissance de l'espace urbain ou régional par des méthodes pluridisciplinaires. La question n'est plus de produire des approches multifocales de

(1) GRAMSCI, *Note Sul Machiavelli*, Cité par H. Portelli, *Gramsci et le bloc historique*. Paris, P.U.F., 1972, p. 104.

(2) Il faut souligner que ce que nous avançons ici, à propos de la prospective spatiale, paraît encore plus évident si l'on parle de la prospective en général aussi bien en France qu'à l'étranger : le développement des unes et des autres paraît bien lié au développement des grandes firmes et des grandes organisations qui sont dans l'obligation de prendre en compte les problèmes d'évolution et de devenir sociaux, ne serait-ce que pour leur propre croissance.

l'urbain ou de la ville, rassemblant dans l'espace d'un seul discours des connaissances ou des théories de tous ordres, ni même de produire des définitions intentionnelles, mais de faire apparaître les définitions effectives à partir de l'examen des pratiques qui concourent à les produire : « aux interdisciplinarités sans principe, qui, sous prétexte de retrouver la richesse du réel, se perdent dans les objets réels — au sens de concret-réel, d'empirique — il faut substituer l'articulation d'objets théoriques structurés... » (1).

3 — VERS UN RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES ?

Penser des transformations dans les pratiques de P n'est possible, en effet, qu'à condition de pouvoir penser, scientifiquement et théoriquement, la ville et l'urbain. Condition qui prend toutes ses dimensions et son ampleur en regard des considérations, dont les pages précédentes se font pour partie l'écho ou le reflet :

a) Si, dans un premier temps, nous considérons l'ensemble des pratiques de P, nous sommes conduits à les considérer comme participant de l'ordre des discours sociaux, c'est-à-dire que l'effet de ces pratiques — différentiel et diversifié — peut être mesuré à l'aune des conséquences de ces discours. En effet, le sens d'une information, ou d'un discours, n'est souvent pas autre chose que l'ensemble des actions qu'elle déclenche. De ce fait, il y aurait nécessité d'inclure dans les pratiques de P, et de façon préalable, l'ensemble des actions qu'elles sont susceptibles de déclencher ou de mettre en œuvre, par exemple, le « Scénario de l'inacceptable. Une image de la France en l'an 2000 » a déclenché des prises de position voire des décisions, de la part des différents agents sociaux. De même, il apparaît assez clairement que, dans un processus de planification, il y a prise de position respective des acteurs concernés et par rapport à leur position sociale générale, et par rapport au processus de planification lui-même et à la configuration sociale que ce processus entraîne. On peut ainsi saisir comment il est possible à travers les P de « faire des choses avec des mots », c'est-à-dire informer l'action des autres et non pas seulement leur pensée à travers les P.

b) Il reste que si nous distinguons les différents P — prospective, planification et programmation — dans leur apparence et leur réalité, les efficaces propres aux dimensions discursives de ces pratiques ne revêtent pas exactement les mêmes habits et les mêmes contenus. Autant, en effet, en ce qui concerne la prospective, il semble de bon droit de s'interroger sur l'efficacité de son discours — nous y reviendrons — autant en ce qui concerne la planification et la programmation, il n'est pas possible de se limiter à des interprétations portant sur des pratiques purement discursives. S'il est vrai que la planification urbaine ou spatiale s'ancre dans des propos et des discours sociaux dont les formes véhiculent des idéologies à contenu scientifique ou technique, s'il est vrai que la programmation trouve son fondement dans un discours à contenu normatif et réglementaire — c'est-à-dire une forme idéologique particulière —, il reste que l'une comme l'autre possède des efficaces autres que celles liées à des pratiques discursives. C'est souligner ainsi une certaine césure entre prospective et les autres P. C'est souligner également la différence des efficacités de la planification et de la programmation.

(1) F. GODARD, « Notion de besoin et pratique de classe », *La Pensée*, n° 166, décembre 1972, p. 83.

c) Il apparaît clairement que planification et programmation, tout en entretenant un certain nombre de liens, notamment en ce qui concerne la maîtrise des sols, « fonctionne » sur des modes différents, à un point tel que la « crise de la planification » ne semble pas affecter la programmation. Tentons de nous expliquer :

La planification urbaine, du moins telle que nous la connaissons, apparaît comme une tentative de donner, socialement, un ou plusieurs sens à des actions publiques ou privées modifiant les formes spatiales, c'est-à-dire les valeurs d'usage de l'espace, ou plus exactement les combinaisons plus ou moins complexes des valeurs d'usage de l'espace, et du même coup les valeurs d'échange de son support. Mais alors que la planification urbaine comme action sociale est de plus en plus discutée, la programmation, du fait même qu'elle se borne à refléter et à cristalliser des rapports de force au sein de l'appareil d'Etat — entre différentes administrations nationales et locales — paraît se bien porter. Et certes, elle est assez largement déterminante par rapport aux transformations spatiales. Au moment où les processus et les formes de planification spatiale, des S.D.A.U. aux P.O.S., font l'objet de critiques ou de débats parfois aigus de la part des associations et même de groupements professionnels dans les instances communales ou départementales, les formes et les processus de programmation continuent, sans faire naître de grands remous, à transformer les spatialités anciennes et à imposer des spatialités nouvelles. La programmation n'est ni contestée, ni remise en cause dans son objet. Il apparaît ainsi que la planification en tant que telle n'est plus apte à fournir une signification et un sens social suffisamment forts à la programmation : le « désengagement » relatif des administrations centrales au profit d'appareils locaux ou simplement localisés en matière de planification urbaine n'est plus suffisant pour masquer les réalités contradictoires et les enjeux conflictuels que la programmation, en particulier dans ses modalités financières, met en jeu, contribue à créer et à renouveler.

Mais devant cette dilution — qui ne fait d'ailleurs que refléter une dilution plus large : celle de l'intérêt général et du service public — et devant cette situation — qui n'est qu'un aspect des problèmes touchant à la légitimation de l'Etat dans ses diverses apparences et fonctions —, il est clair que les problèmes et les questions ne peuvent que se concentrer sur la prospective d'une part, et sur la programmation d'autre part.

En effet, si la planification à travers ses pratiques n'est plus susceptible de donner sens à l'organisation de l'espace dans ses dimensions localisées, le caractère contraignant de la programmation n'a plus de support. Ce sont donc les pratiques elles-mêmes de programmation qui mériteraient désormais un intérêt plus grand.

Il en va de même de la prospective, dans la mesure où on lui demande d'assumer une fonction de substitution, par rapport à la planification et au sens qu'elle donnait à l'organisation de l'espace. Cette substitution paraît d'ailleurs logique, au moment où l'internationalisation de l'économie, l'accroissement du poids du capital monopoliste dans la vie économique, rend le système productif de plus en plus mobile. Mais en même temps, cette demande paraît ambiguë puisque par rapport aux P, seule la prospective paraît être en état de se poser en pratique théorique et scientifique. Parmi les pratiques étudiées, seule en effet la prospective, avec les manques et les absences qui trop souvent continueront à la faire ressembler à des patchworks, semble en état de pouvoir penser scientifiquement et théoriquement la ville et l'urbain, c'est-à-dire de fournir les bases nécessaires pour considérer l'espace et pour agir sur les formes différenciées de la spatialité.

Bien entendu, l'émergence d'une pratique prospective libérée des contraintes idéologiques n'est pas assurée. Son émergence scientifique ne sera finalement que le résultat des luttes idéologiques et politiques plus générales existant dans notre société.

	↓ ↑ PROSPECTIVE	↑ ↓ PLANIFICATION	↑ ↓ PROGRAMMATION
Pratiques discursives	idéologisante	à contenu technique ou scientifique	à contenu normatif et réglementaire (c.à.d. idéologique cristallisé)
Autres pratiques	« praxis » efficace du discours	— acculturation aux formes de la rationalité dominante — renforcement de l'hégémonie — reproduction de la domination	contrainte étatique
Pratiques opératoires	— projet social — pratiques théoriques ?	— division sociale de l'espace — réification des devenirs	transformation des valeurs d'usage territorialisation

bibliographie

A — TRAVAUX DE L'ÉQUIPE O.T.A.M.-P.A.M.

Les scénarios contrastés

- L'agriculture sans terre,
- La France côtière,
- La France de cent millions d'habitants

publiés dans *Scénarios d'aménagement du territoire. Essais méthodologiques* (T.R.P., n° 12, épuisé).

Les scénarios tendanciels

- Le scénario de l'inacceptable, in *Une image de la France en l'an 2000. Scénario de l'inacceptable* (T.R.P., n° 20).
- Le scénario de Paris et de la région parisienne, in *Paris, ville internationale. Rôles et vocation* (T.R.P., n° 39).
- Le scénario de l'Europe, in *Scénarios européens d'aménagement du territoire* (T.R.P., n° 47).

Les scénarios normatifs

- La France des villes moyennes, in *Scénarios pour des villes moyennes. Deux avenir possibles* (T.R.P., n° 48).

Les réflexions prospectives

- L'Europe médiane, in *L'Europe médiane : diagnostic pour des avenir* (T.R.P., n° 53).
- Les Petites Villes en France (à paraître dans T.R.P., n° 64).
- Les plateformes industrielles de Fos-Calais-Dunkerque (à paraître dans *Aménagement du territoire et développement régional*. I.R.E.P. Grenoble, 1976).

Articles parus dans la revue Metra

- « Prospective géographique - Méthode et directions de recherche », de J.C. Bluet et Josée Landrieu-Zémor. Vol. IX, n° 1, 1970.
- « Une méthode d'analyse prospective. Son élaboration dans le cadre d'un scénario tendanciel français », de Josée Landrieu-Zémor, avec la collaboration d'A. Antunès, C. Durand, P. Hanappe, C. Henry. Vol. X, n° 4, 1971.
- « Un modèle d'analyse des systèmes urbains. Application à Paris et à la région parisienne », de C. Durand et G. Ribeill. Vol. XI, n° 3, 1972.

Autres publications

- « Réflexions sur une expérience prospective française », d'A. Antunès avec la collaboration de C. Durand, C. Henry, J. Landrieu-Zémor, in *Aménagement du Territoire et Développement Régional*. Vol. VI, 1973 - I.R.E.P. Grenoble.
- « La prospective urbaine », d'A. Antunès, in *Prospective et Société* (T.R.P., n° 28).
- *Approches de la réalité urbaine*, d'A. Antunès et de C. Lacour (T.R.P., n° 38).
- « Critique et prolongement de l'interprétation des mutations socio-historiques dans le matérialisme historique », de G. Ribeill, in *Cahiers internationaux de Sociologie*, CVI, juin 1974.

B — AUTRES OUVRAGES CONSULTÉS

- ALTHUSSER (Louis), *Réponse à John Lewis*. Paris, Maspero, 1973.
Lénine et la philosophie. Paris, Maspero, 1972.
Pour Marx. Paris, Maspero, 1965.
- ALTHUSSER (Louis), BALIBAR (Etienne), *Lire le Capital*. Paris, Maspero, 1968.
- BACHELARD (Gaston), *La formation de l'esprit scientifique*. Paris, Vrin, 1975.
Le nouvel esprit scientifique. Paris, P.U.F.
- BAREL (Yves), *Prospective et Analyse de systèmes*. Paris, La Documentation Française, 1971.
La reproduction sociale. Systèmes vivants, invariance et changement. Paris, Anthropos, 1973.
« Prospective sociale : une proposition de méthode », *Analyse et prévision*, février 1973.
Une approche systémique de la ville. Grenoble, I.R.E.P., 1974.
- BOURDIEU (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris, Droz, 1972.
- BUCCI-GLUCKSMANN (Christine), *Gramsci et l'Etat*. Paris, Fayard, 1975.
- CASTELLS (Manuel), *La question urbaine*. Paris, Maspero, 1971.
Sociologie des mouvements sociaux urbains. Paris, C.E.M.S., 1974.
- CASTELLS (Manuel) et GODARD (Francis), *Monopolville*. Paris, La Haye, Mouton, 1974.
- C.E.R.F.I., « Les équipements du pouvoir. L'idéal historique », *Recherches*, décembre 1973.
- COLETTI, *Politique et philosophie*. Galilée, 1975.
- COLLOQUE DE DIEPPE, *Politiques urbaines et planification des villes*. 8, 9 et 10 avril 1974.
- COLLOQUE DE GRENOBLE, *Pour un nouvel urbanisme. La nouvelle critique*. 1974 (interventions de Preteceille, Lojkin, Topalov).

- COMTE (Auguste), *Cours de philosophie positive*. Réed. Anthropos.
- CROUSSE, *Phénomènes subjectifs et analyse systémique de la ville*. I.R.E.P., 1974.
- FORESTER (Jay), *Urban dynamics*. 1969.
World dynamics. 1970.
- GOLDMANN (Lucien), *Marxisme et sciences humaines*. Paris, Gallimard, Idées.
- GRAMSCI (Antonio), *Œuvres choisies*. Paris, Editions sociales, 1959, (Rééd. 1974 - Gramsci dans le texte).
- KORSCH (Karl), *Marxisme et philosophie*. Ed. de Minuit.
- KOSIK (Karel), *La dialectique du concret*. Paris, Maspero, 1970.
- LEFEBVRE (Henri), *Le droit à la ville*, I. Paris, Anthropos, 1968.
La révolution urbaine. Paris, Gallimard, 1970.
Le droit à la ville, II. Suivi de *Espace et Politique*. Anthropos, (1974).
La pensée marxiste et la ville. (Coll. Mutation, Orientations, 17). Paris, Castelman, 1974.
La production de l'espace. (Coll. Société et Urbanisme). Paris, Anthropos, 1974.
- LIPPIETZ (Jacques et ROUILLHAULT (Michel), *Sur la pratique et les concepts prospectifs du matérialisme historique*. Mémoire de D.E.S., 1972.
- LOJKINE (Jean), Contribution à une théorie marxiste de l'urbanisation capitaliste, *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1972.
La politique urbaine dans la région parisienne. Paris, Mouton, 1972.
- Mac LOUGHLIN, *Urban and Regional Planning : A system Approach*. Londres, Faber and Faber, 1969.
- MARX (Karl), *Contribution à la critique de l'économie politique*. Les Editions Sociales.
Le Capital. Les Editions Sociales.
« Thèses sur Feuerbach », in Fr. ENGELS, *Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*. Les Editions Sociales.
- MEADOWS (Donella H. et Dennis L.), *The limits to the growth*. New York, Inverse books, 1972.
- NIZARD, *Planification et société*. P.U.G., 1974.
- PALMADE (J.) et al., *La ville, symbolique en souffrance*. Paris, Centre d'Etude Psycho-sociologique, 1975.
- POULANTZAS (Nicos), *Pouvoir politique et classes sociales*. Paris, Maspero, 1968.
- PRETECEILLE (Edmond), « La planification urbaine : les contradictions de l'organisation capitaliste », *Economie et Politique*, n° 236, mars 1974.
- VIEILLE (Paul), « L'espace global du capitalisme », *Espaces et Sociétés*, n° 12, 1974.
- SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, *Politique urbaine*, numéros spéciaux 4/69 et 4/70. Paris, Aux Editions du Seuil.

TRAVAUX ET RECHERCHES DE PROSPECTIVE

Eléments pour des prospectives

• *Méthodologie de la prospective*

Techniques avancées et aménagement du territoire. N° 0, mars 1968, épuisé.
Dictionnaire des projections 1985 et 2000. Population et emploi. N° 4 (1970), épuisé.

Scénarios d'aménagement du territoire. Essais méthodologiques. N° 12, janvier 1971, épuisé.

Prospective et analyse de systèmes. N° 14, février 1971.

Les centres de prospective et d'aménagement du territoire en Europe. N° 17, mars 1971.

Une image de la France en l'an 2000 Scénario de l'inacceptable N° 20, juillet 1971
--

Prospective et société. Problèmes de méthodes, thèmes de recherche. N° 28, mars 1972.

Documents. Méthode de travail. Une image de la France en l'an 2000. N° 30, septembre 1972.

Technologie et aménagement du territoire. Premières réflexions. N° 33, octobre 1972.

Emploi et espace. Eléments pour un modèle de prévision. N° 49, décembre 1974.

SESAME, année 5. Système d'études du schéma d'aménagement de la France. N° 50, mars 1974.

La méthode des scénarios. Une réflexion sur la démarche et la théorie de la prospective. N° 59, juin 1975.

SESAME, année 8. Programme de travail. N° 63, 1976.

• *Questions internationales*

Survol de la France. N° 29, avril 1972.

Les firmes multinationales. N° 34, février 1973.

Survol de l'Europe. N° 37, mars 1973.

Regard prospectif sur le bassin méditerranéen. N° 41, septembre 1973.

Industries en Europe. N° 46, décembre 1973.

Scénarios européens d'aménagement du territoire N° 47, mars 1974

La façade atlantique. Ouverture sur le monde. N° 51, novembre 1974.

L'Europe médiane : diagnostic pour des avenirs. N° 53, décembre 1974.

Firmes multinationales et division internationale du travail. N° 55, juin 1975.

Syndicats et sociétés multinationales. N° 58, juin 1975.

Prospective des investissements étrangers en France. N° 62, juillet 1975.

• *Problèmes urbains*

Composantes de la fonction urbaine. Essai de typologie des villes. N° 3, avril 1970.

Approches de la réalité urbaine. N° 38, avril 1973.

Paris, ville internationale Rôles et vocation N° 39, mai 1973

Le peuplement urbain français. Aspects historiques. N° 43, novembre 1973.

Régions urbaines, régions de villes. N° 44, novembre 1973.

Scénarios pour des villes moyennes. Deux avenir possibles. N° 48, août 1974.

Dynamique urbaine et projet régional. Un exemple : la région Alsace. N° 56, juin 1975.

Les petites villes en France. N° 64, juillet 1976, (à paraître).

• *Evolution de la société*

Transformation du monde rural. N° 26, février 1972.

Questions à la société tertiaire. N° 45, novembre 1973.

Transformations du travail industriel. Eléments pour des scénarios de société. N° 52, novembre 1974.

Travail féminin : un point de vue. N° 54, février 1975.

Qualification du travail. Tendance et mise en question. N° 57, juillet 1975.

Décentralisation industrielle et relations de travail. N° 61, octobre 1975.

Schémas d'aménagement

La façade méditerranéenne. N° 1, novembre 1969, épuisé.

Schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise. N° 5 (1970).

Schéma d'aménagement de la Basse-Seine. N° 6, août 1970, épuisé.

Aménagement du Bassin parisien. N° 7, août 1970, épuisé.

Rapport du groupe de travail Paris-Nord. N° 8 (1971), épuisé.

Schéma d'aménagement de la métropole lorraine. N° 9, mai 1970.

Schéma d'aménagement de la métropole Lyon-Saint-Etienne-Grenoble. N° 10, mars 1971.

Schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine Nantes-Saint-Nazaire. N° 11, (1971).

Aménagement d'une région urbaine, le Nord-Pas-de-Calais. Métropoles d'équilibre et aires métropolitaines. N° 19, juillet 1971.

Vers la métropole jardin. Livre blanc pour l'aménagement de la Loire-Moyenne. N° 23 (1971).

L'espace nord-champenois. Perspectives de développement. N° 24 (1972).
Schéma d'aménagement de la Corse. N° 32, octobre 1972.
L'avenir de la Basse-Normandie. Livre blanc. N° 36, juillet 1973.
Bordeaux : ville océane, métropole régionale. N° 40, juillet 1973.
Littoral bas-normand. Schéma d'aménagement. Rapport d'orientation. N° 60 (1976).

Schémas de communication

Eléments pour un schéma directeur des télécommunications. N° 2, novembre 1969.
Eléments pour un schéma directeur de l'informatique. N° 13, janvier 1971, épuisé.
Eléments pour un schéma directeur de l'équipement aéronautique. N° 25, 1972.
Les grandes liaisons routières : histoire d'un schéma. N° 31, septembre 1972.
Schéma directeur de l'équipement aéronautique. N° 35, mars 1973.
Services nouveaux de télécommunications. Eléments pour un schéma directeur. N° 42, novembre 1973.

Problèmes de l'eau

L'eau en Seine-Normandie. Projet de livre blanc. Document de travail. N° 15 (1971).
Les problèmes de l'eau en Artois-Normandie. Projet de livre blanc. Document de travail. N° 16 (1971).
Bassin Rhin-Meuse. Eau et aménagement. Projet de livre blanc. Document de travail. N° 18, juin 1971.
L'eau en Adour-Garonne. Projet de livre blanc. N° 21, août 1971.
Les problèmes de l'eau dans le bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Projet de livre blanc. N° 22, septembre 1971.
L'eau dans le bassin Loire-Bretagne. Projet de livre blanc. N° 27, février 1972.

Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

1, avenue Charles-Floquet — 75007 PARIS

Fondateur de la collection : Gérard WEILL †

Directeur de la publication : Jacques DURAND

Administrateur : Hélène ROGER-VASSELIN - Couverture : Cl. CAUJOLLE et D. COHEN

Imprimeries A. HUMBLLOT et C^{ie}

21, rue Saint-Dizier - Nancy

Dépôt légal N° 2754 - 1^{er} trimestre 77